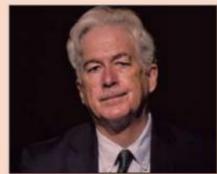


ALAIN BAUER
‘DÉMYTHIFIER
LA FIGURE
DE L’ESPION’
PAGE 17



VU PAR LA CIA
LE NOUVEAU
DÉSORDRE
MONDIAL
PAGE 6



CAPITALISME
WOKE
LE VENT
TOURNE
PAGE 10



PERFORMANCE
L’ESG
N’EST PAS UNE
GARANTIE
PAGE 16



B-TO-B-TO-C
E-COMMERCE
À L’AFRICAIN
PAGE 14

Le **nouvel** Economiste

“Savoir aujourd’hui pour comprendre demain”

GSE

GLOBAL SOLUTIONS & ENGINEERING



gsegroup.com

N°2124 | HEBDOMADAIRE

WWW.LENOUVELECONOMISTE.FR

VENDREDI 24 JUIN 2022 | 5€

Course à la puissance

La Chine a-t-elle encore les moyens de ses ambitions? p. 13

MAELSTRÖM MOYEN-ORIENTAL,
ARDAVAN AMIR-ASLANI

Classement mondial

La Chine dans la course aux marques p. 15

QUAND LA CHINE S’EST ÉVEILLÉE,
PAUL-HENRI MOINET

Ukraine

Duel d’artillerie de haute technologie p. 8

THE ECONOMIST

Pionniers

Il n’y a pas que les Ehpad dans la vie p. 12

CONTRE-COURANT,
THÉRÈSE AVOGNON
& JEAN-PIERRE PATAT

DOSSIERS

Réindustrialisation et plan de relance

Pas d’industrie sans logistique p. 18

Numérique durable

Datacenters, les antidotes à la surchauffe p. 20

Accalmie

Immobilier: le retour des négociations? p. 22

Philanthropie encadrée

Fondations abritées, atouts et limites p. 26

Terroirs à haut potentiel

Les matières premières du rhum p. 30

GRAND PARIS

L’actualité des départements d’Ile-de-France p. 34

ANNONCES LEGALES

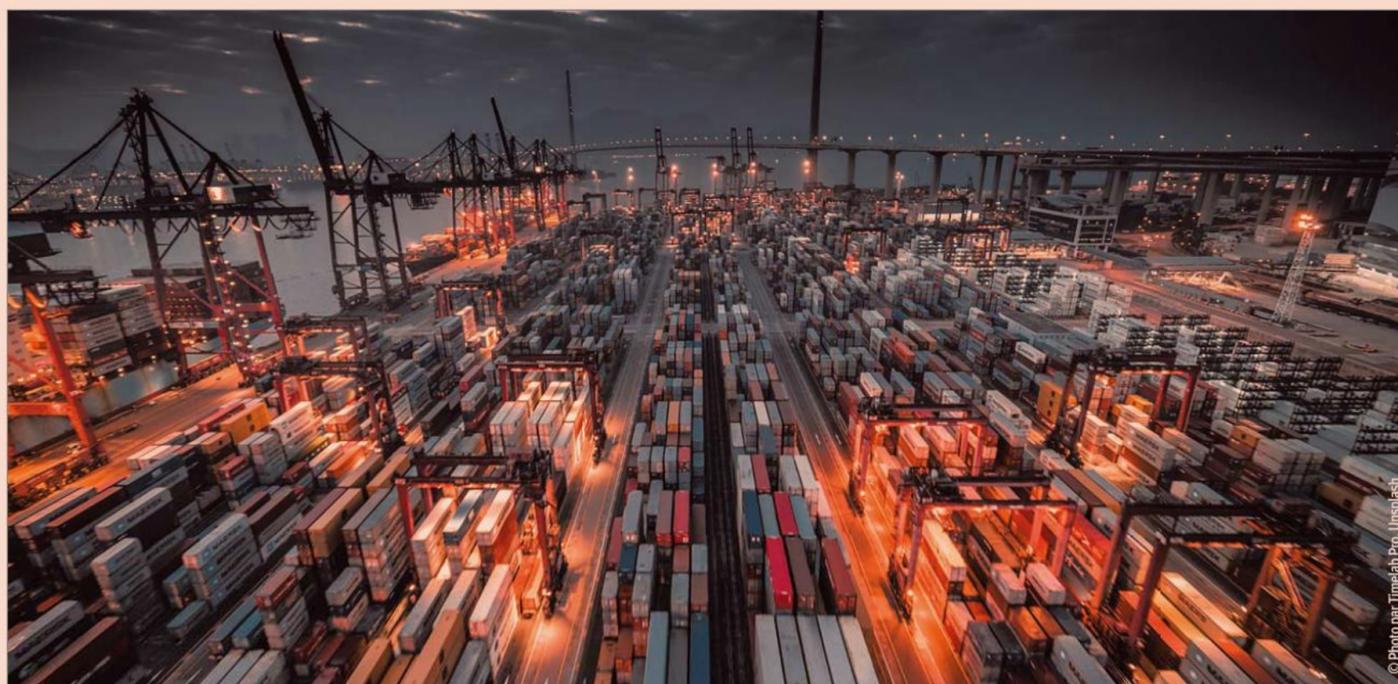
P. 38
Tél. 01 75 444 117 - lenouveleconomiste.fr
annonceslegales@nouveleconomiste.fr

L 12925 - 2124 - F: 5,00 €



Mondialisation, la nouvelle donne

Les chaînes d’approvisionnement sont à la recherche d’un nouvel équilibre entre efficacité, sécurité et souveraineté. Au risque d’un protectionnisme effréné.



Le Covid-19 a été un choc, mais des guerres, des conditions météorologiques extrêmes ou un autre virus pourraient facilement perturber encore les chaînes d’approvisionnement.

Il y a trois ans, The Economist utilisait le terme de “slowbalisation” pour décrire la fragilité des échanges et du commerce

internationaux. Après des années 1990 et 2000 prospères, le rythme de l’intégration économique a marqué le pas dans les années

2010, les entreprises étant aux prises avec les contrecoups d’une crise financière, d’une révolte populiste contre l’ouverture des

frontières, et de la guerre commerciale du président Donald Trump. Les flux de marchandises et de capitaux ont stagné... p. 2

Retour au régime parlementaire

Un Hémicycle trop saisi par la politique

Députés et partis sont loin d’être acquis à une culture du compromis efficace pour gérer la trajectoire de l’économie

LA CHRONIQUE DE
JEAN-MICHEL LAMY

La France a voté les yeux fermés. Au sens propre pour la moitié

abstentionniste. Au sens figuré pour les autres, qui ont joué du dédagisme sans regarder en face l’arrivée d’une Assemblée nationale très difficilement

gouvernable. Les Gaulois réfractaires n’en pouvaient plus de ce chef d’État tellement brillant, forcément arrogant et méprisant. Vite, de vraies gens à notre image

au palais Bourbon! Le populisme des solutions faciles, anti-élite et anti-compétence, a gagné. Il lui faudra apprendre que ce sera dur pour le porte-monnaie... p. 4

Crash test

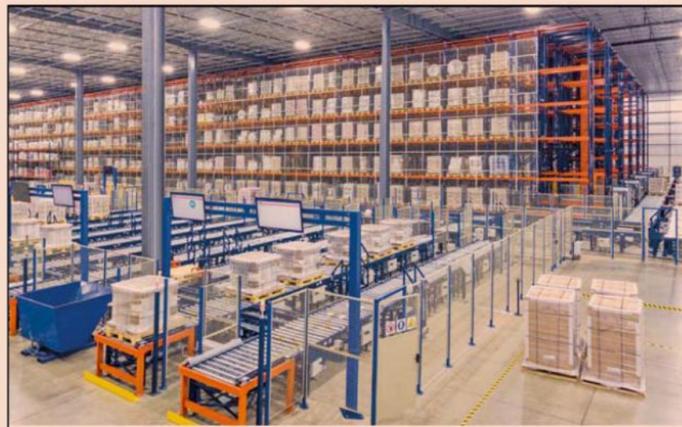
Recherche compromis budgétaire désespérément

Ou comment faire voter une loi de finances sans majorité parlementaire

MÉCOMPTE PUBLICS,
FRANÇOIS ECALLE

Si la France était un pays du nord de l’Europe, Ensemble et Les Républicains signeraient un contrat de coalition et le mettraient en application sur la durée du quinquennat. Mais nous n’avons pas la culture du compromis. Ils peuvent néanmoins s’entendre au cas par cas sur des projets de lois, plus

probablement sur des sujets économiques comme l’âge de la retraite. Les lois absolument nécessaires sont en fait très rares, et on pourrait même imaginer un gouvernement intérimaire gérant les affaires courantes en utilisant son seul pouvoir réglementaire pendant de longs mois, comme ce fut le cas en Belgique (541 jours en 2010-2011)... p. 12



MECALUX

SOLUTIONS AUTOMATISÉES
POUR ENTREPÔTS INTELLIGENTS

0 810 18 19 20
Service gratuit - prix d’un appel local

mecalux.fr

A la une

Mondialisation

Chaînes d'approvisionnement, la nouvelle donne

À la recherche d'un nouvel équilibre entre efficacité, sécurité et souveraineté, au risque d'un protectionnisme effréné

Il y a trois ans, The Economist utilisait le terme de "slowbalisation" pour décrire la fragilité des échanges et du commerce internationaux. Après des années 1990 et 2000 prospères, le rythme de l'intégration économique a marqué le pas dans les années 2010, les entreprises étant aux prises avec les contrecoups d'une crise financière, d'une révolte populiste contre l'ouverture des frontières, et de la guerre commerciale du président Donald Trump. Les flux de marchandises et de capitaux ont stagné. De nombreux patrons ont reporté les grandes décisions d'investissement à l'étranger: le juste-à-temps a cédé la place à l'attentisme. Personne ne savait si la mondialisation était face à un mauvais moment à passer ou à une extinction.

Priorité à la sécurité sur l'efficacité

Aujourd'hui, l'attente est terminée, car la pandémie et la guerre en Ukraine ont déclenché, dans les conseils d'administration et les gouvernements, une réinvention du capitalisme mondial qui ne se produit qu'une fois par génération. Partout, les chaînes d'approvisionnement se transforment, qu'il s'agisse des 9000 milliards de dollars de stocks, mis en réserve comme une assurance contre les pénuries et l'inflation, ou de la lutte pour trouver de la main-d'œuvre à bas prix,

Ce nouveau type de mondialisation est axé sur la sécurité, et non sur l'efficacité: il donne la priorité aux affaires avec des personnes sur lesquelles vous pouvez compter, dans des pays avec lesquels votre gouvernement est ami. Elle pourrait sombrer dans le protectionnisme, le dirigisme et l'aggravation de l'inflation.

les entreprises mondiales quittant la Chine pour le Vietnam. Ce nouveau type de mondialisation est axé sur la sécurité, et non sur l'efficacité: il donne la priorité aux affaires avec des personnes sur lesquelles vous pouvez compter, dans des pays avec lesquels votre gouvernement est ami. Elle pourrait sombrer dans le protectionnisme, le dirigisme et l'aggravation de l'inflation. En revanche, entreprises et politiques font preuve de retenue et de nuance, l'économie mondiale pourrait s'en trouver améliorée, en conservant les avantages de l'ouverture tout en améliorant la résilience. Après la chute du mur de Berlin en 1989, le principe directeur de la mondialisation était l'efficacité. Les entreprises localisaient la production là où les coûts étaient les plus bas, tandis que les investisseurs déployaient les capitaux là où les rendements étaient les plus élevés.



La Covid-19 a été un choc, mais des guerres, des conditions météorologiques extrêmes ou un autre virus pourraient facilement perturber encore les chaînes d'approvisionnement au cours de la prochaine décennie.

Les gouvernements aspiraient à traiter les entreprises sur un pied d'égalité, quelle que soit leur nationalité, et à conclure des accords commerciaux avec les démocraties comme avec les autocraties. En deux décennies, cela a donné naissance à des chaînes de valeur impressionnantes de sophistication qui représentent la moitié de l'ensemble des échanges commerciaux: votre voiture et votre téléphone contiennent des composants qui ont mieux voyagé que Phileas Fogg. Tout cela a permis de maintenir des prix bas pour les consommateurs et de sortir un milliard de personnes de l'extrême pauvreté, tandis que les pays émergents, dont la Chine, s'industrialisaient.

Goulets d'étranglement et autocraties, les revers de la mondialisation hyper-efficace

Mais la mondialisation hyper-efficace a aussi connu des problèmes. La volatilité des flux de capitaux a déstabilisé les marchés financiers. De nombreux cols-bleus des pays riches ont été perdants. Récemment, deux autres inquiétudes se sont fait jour. Tout d'abord, certaines chaînes d'approvisionnement allégées ne sont pas aussi rentables qu'il n'y paraît: la plupart du temps, elles maintiennent les coûts à un bas niveau, mais lorsqu'elles se brisent, la facture peut être écrasante. Les goulets d'étranglement actuels ont réduit le PIB mondial d'au moins 1%. Les actionnaires ont été touchés au même titre que les consommateurs: la pénurie de puces ayant bloqué la production automobile, les flux de trésorerie des constructeurs ont chuté de 80% en une année. Tim Cook, le gourou de la chaîne d'approvisionnement qui dirige Apple, estime que ces problèmes pourraient réduire les ventes de 8 milliards de dollars, soit 10%, ce trimestre. La Covid-19 a été un choc, mais des guerres, des conditions

météorologiques extrêmes ou un autre virus pourraient facilement perturber encore les chaînes d'approvisionnement au cours de la prochaine décennie.

Le deuxième problème est que la recherche obstinée d'un avantage en termes de coûts a entraîné une dépendance à l'égard d'autocraties qui violent les droits de l'homme et utilisent le commerce comme un moyen de coercition. L'espoir que l'intégration économique conduite à des réformes – ce que les Allemands appellent "le changement par le commerce" – a été déçu: les autocraties représentent un tiers du PIB mondial. L'invasion de l'Ukraine par Vladimir Poutine a douloureusement mis en évidence la dépendance de l'Europe à l'égard de l'énergie russe. Cette semaine, le McDonald's de Moscou, qui avait ouvert en 1990, a redémarré sous contrôle local. Les Big macs ne sont plus au menu. Dans le même temps, la Chine idéologique et imprévisible du président Xi Jinping opère sur un territoire commercial sept fois plus important que celui de la Russie – et le monde entier compte sur elle pour une variété de biens, des ingrédients pharmaceutiques actifs au lithium transformé utilisé dans les batteries.

De l'efficacité à la résilience et à l'autonomie stratégique

Une indication que les entreprises passent de l'efficacité à la résilience est la vaste accumulation de stocks de précaution: pour les 3000 plus grandes entreprises mondiales, ceux-ci sont passés de 6% à 9% du PIB mondial depuis 2016. De nombreuses entreprises adoptent le double approvisionnement et des contrats à plus long terme. Le schéma des investissements des multinationales s'est inversé: 69% proviennent de filiales locales qui réinvestissent localement, plutôt que de sociétés mères qui envoient

des capitaux au-delà des frontières. Cela fait écho aux années 1930, lorsque les entreprises mondiales ont réagi au nationalisme en rendant leurs filiales à l'étranger plus autosuffisantes.

Les industries qui subissent le plus de pression réinventent déjà leur business model, encouragées par les gouvernements qui, de l'Europe à l'Inde, souhaitent une "autonomie stratégique". L'industrie automobile copie la Tesla d'Elon Musk en s'orientant vers une intégration verticale, dans laquelle vous contrôlez tout, de l'extraction du nickel à la conception des puces. Les assembleurs électroniques taiwanais ont réduit leur part d'actifs en Chine de 50% à 35% depuis 2017, car des clients comme Apple exigent une diversification. Dans le domaine de l'énergie, l'Occident cherche à conclure des accords d'approvisionnement à long terme avec ses alliés, plutôt que de s'appuyer sur des marchés au comptant dominés par ses rivaux – c'est notamment pour cette raison qu'il s'est rapproché du Qatar, riche en gaz. Les énergies renouvelables rendront également les marchés de l'énergie plus régionaux. Le danger est que la recherche raisonnable de la sécurité se transforme en protectionnisme effréné, en programmes de soutien à l'emploi et en centaines de milliards de dollars de subventions industrielles. L'effet à court terme de cette évolution serait une volatilité et une fragmentation accrues, qui pousseraient les prix encore plus haut. En témoigne l'interruption, ce mois-ci, de l'examen par le président Joe Biden de nouveaux tarifs sur les panneaux solaires, face aux pénuries. L'inefficacité à long terme de la réplique inconsidérée des chaînes d'approvisionnement serait énorme. Si l'on clonait un quart de l'activité des multinationales, les coûts opérationnels et financiers annuels supplémentaires pourraient dépasser 2% du PIB mondial.

La solution: plus de diversification

C'est pourquoi la modération est cruciale. Les gouvernements et les entreprises doivent se rappeler que la résilience vient de la diversification, et non de la concentration chez soi. Les points d'étranglement contrôlés par les autocraties ne représentent qu'environ un dixième du commerce mondial, sur la base de leurs exportations de biens pour lesquels ils détiennent une part de marché de plus de 10% et pour lesquels il est difficile de trouver des substituts. La réponse est d'exiger des entreprises qu'elles diversifient leurs fournisseurs dans ces domaines, et de laisser le marché s'adapter. Les gouvernements d'aujourd'hui seront-ils à la hauteur de la tâche? La myopie et l'insularité abondent. Mais si vous êtes un consommateur de biens et d'idées produits au niveau mondial, c'est-à-dire un citoyen du monde, vous devriez espérer que la prochaine phase de la mondialisation implique le plus haut degré possible d'ouverture. Un nouvel équilibre entre efficacité et sécurité est un objectif raisonnable. Vivre dans un bunker subventionné ne l'est pas.

THE ECONOMIST

Le nouvel Economiste

Affaires publiques, Entreprises, Économie sociale

Journal d'analyse et d'opinion paraissant le vendredi

40, rue de Trévise - 75009 - Paris

E-mail: prenom.nom@nouveleconomiste.fr

Abonnements: abonnements@nouveleconomiste.fr

Henri J. Nijdam, directeur de la publication et de la rédaction

henri.nijdam@nouveleconomiste.fr

Rédaction en chef: Jean-Michel Lamy, Édouard Laugier, Philippe Plassart, Pierre-Louis Rozynès - Journalistes, chroniqueurs & éditorialistes: www.nouveleconomiste.fr

Coordination dossiers: Marie-Line Lybrecht - Secrétariat de rédaction: Aurélie Percheron - Edition Web & Print: Clément Guéraud, Anaïs Russo 01 76 21 40 84 - Développement web: Laurence Guy - Marketing & développement: Paul-Boris Bouzin, Inès Ho Foui Sang, Joséphine Picot, Gustave Cozzolino

Diffusion: Aurélie Kouakou 01 58 30 83 64 - Publicité: Direction commerciale: Jonathan Grain 01 75 444 111 - Sandra Grain, Sophie Vinceneux, Moana Lhopitallier, Fatoumata Koïta

Services de formalités & secrétariat juridique: MaLegalTech: 01 75 444 106 - Annonces légales, juridiques et judiciaires: Juripresse - Antoine Wiczorek 01 75 444 116 - Gestion: Isabel Martins 01 75 444 104

Société Nouvelle du Nouvel Economiste S.A. au capital de 37 000 euros. Président: Bruno Ledoux; directeur général: Alexandre Almajean. Principal actionnaire: BLHM, MB Participations. Financière Nouvel Eco S.A. au capital de 4 098 590 euros, une participation de Media Capital S.A. Président, directeur général: Henri J. Nijdam. Administrateurs: Alexandre Almajean, Jean-René Tancrède. Print France Offset 79, route de Roissy, 93290 Tremblay-en-France. Dépôt légal: janvier 1993. Numéro de commission paritaire: 0722 C 85258. ISSN: 0395-6458.

ACPT ALLIANCE

Association Française de la Presse



CANAL EN SEINE

JOURNÉES PORTES OUVERTES

3 BOULEVARD BOURDON - PARIS 4

2 & 3 JUILLET 2022



UNE ARCHITECTURE
PARISIENNE
AU CHARME INCONTESTABLE
ET DES VUES PRIVILÉGIÉES



DES APPARTEMENTS
D'EXCEPTION,
DU STUDIO AU 4P,
FACE AU PORT DE
L'ARSENAL

01 75 43 34 44



Retour au régime parlementaire

Un Hémicycle trop saisi par la politique

Députés et partis sont loin d'être acquis à une culture du compromis efficace pour gérer la trajectoire de l'économie

LA CHRONIQUE
DE JEAN-MICHEL LAMY

La France a voté les yeux fermés. Au sens propre pour la moitié abstentionniste. Au sens figuré pour les autres, qui ont joué du dédagisme sans regarder en face l'arrivée d'une Assemblée nationale très difficilement gouvernable. Les Gaulois réfractaires n'en pouvaient plus de ce chef d'État tellement brillant, forcément arrogant et méprisant. Vite, de vraies gens à notre image au palais Bourbon! Le populisme des solutions faciles, anti-élite et anti-compétence, a gagné.

Il lui faudra apprendre que ce sera dur pour le porte-monnaie: les circuits de l'économie ne déversent pas du pouvoir d'achat au gré des injonctions des élu(e)s. La gestion d'un PIB, déjà très fragilisé, va devenir encore plus périlleuse. La déconnexion des lois du marché d'un Hémicycle gonflé aux slogans politiques ouvre une période d'incertitude préjudiciable à l'envie d'investir. Le Palais-Bourbon est devenu un pur chaudron politique où personne n'a la totalité du pouvoir. En principe, cela pousse les acteurs à l'esprit de responsabilité. En principe seulement...

Les leçons d'un passage à la proportionnelle

À l'issue des législatives du 19 juin, il manque aux troupes d'Emmanuel Macron 44 députés pour faire voter les lois. C'est la fin de l'hyper-présidence et l'illusion d'un retour au régime parlementaire. Illusion parce que l'Hémicycle tricolore deviendra difficilement une fabrique à compromis intelligents. Certes, la souplesse des institutions permet la cohabitation entre un président de la République et une majorité du camp opposé à l'Assemblée nationale.

En revanche, la recherche de coalitions sur des textes présentés par les patrons du couple "Élysée-Matignon", à la tête d'une majorité relative, ne fait pas partie de l'ADN de la V^e République. Chaque formation se voit d'abord comme concurrente des autres au prochain rendez-vous électoral. Esprit collectif, es-tu là? Les leçons d'un passage de fait au vote à la proportionnelle sont à tirer. Emmanuel Macron va-t-il se révéler en leader d'une véritable refondation institutionnelle du fonctionnement de la V^e République? Pour l'heure, les indicateurs clefs pour répondre font défaut.

La fin de la majorité "automatique" pour le parti présidentiel

Comment en est-on arrivé là? En quoi les législatives signent un basculement d'un fonctionnement "présidentiel" des institutions à un régime parlementaire qui récupère



Dès lors, il appartient au gouvernement de trouver des ralliements au cas par cas, faute de pouvoir conclure un impossible pacte de gouvernement avec un allié.

une centralité du pouvoir? La Constitution de 1958 le permet sans crise – c'est un atout. L'article 20 de la Constitution prévoit toujours que le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation. Il suffit de l'appliquer à la lettre pour que le chef du gouvernement retrouve tout son rôle. Comme il est responsable devant l'Assemblée nationale, il lui revient, dans la conjoncture actuelle, la charge de la négociation des voies et moyens pour trouver des majorités susceptibles de voter les projets de lois. "Majorité d'action", a dit Elisabeth Borne, la Première ministre.

Jusqu'à présent, le magistère du président de la République s'appuyait sur une majorité "automatique" dans la foulée de son élection. Cette fois-ci, le scrutin majoritaire à deux tours n'a pas rempli cet office. Il s'est tout simplement transformé en l'équivalent d'un scrutin à la proportionnelle où chaque concurrent retrouve dans une certaine mesure ses billes de la présidentielle. Du coup, le Palais-Bourbon serait davantage représentatif de la société réelle.

Avec 75 député(e)s, LFI a multiplié par un peu plus de quatre sa présence à l'Assemblée. Le PS en comptabilise 27, le PCF 12, EELV 16. Il n'y a pas eu de dynamique électorale, mais une dynamique d'alliance pour les reports de voix du second tour. Dans nombre de circonscriptions, le résultat s'est joué à quelques centaines, voire dizaines, de voix. Le Rassemblement national (RN) obtient un score historique de 89 députés. Résultat de la conjonction de l'oubli du front républicain, qui plaçait un cordon sanitaire autour du RN, et du rejet à tout prix d'un candidat étiqueté "Macron".

Ensemble récolte de son côté 246 élu(e)s, dont 48 MoDem et 27 Horizons. Le patron du groupe MoDem, Patrick Mignola, ancien député de Savoie, est défait. Il était de ces figures qui ont fait vivre un débat constructif. Une loi non écrite veut souvent qu'à l'Assemblée, les élus qui travaillent le plus soient balayés par des candidats qui ne représentent qu'eux-mêmes à travers un métier pris comme porteur. Enfin LR-UDI recense 64 victoires grâce à ses fortes positions locales.

La responsabilité des errements élyséens est immense

Dans ce gâchis, la responsabilité des errements élyséens est immense. Emmanuel Macron a-t-il perdu la main et le sens de son métier? La question se pose. Tous les observateurs ont relevé son incapacité – ou son refus, on ne sait – à mener campagne électorale. Pour la présidentielle comme pour les législatives, il n'y a eu aucun projet clair donnant une vision du chemin. Seule a surnagé la retraite à 65 ans, à peine expliquée et perçue par les citoyens comme une punition.

Au-delà de ces moments intenses, deux facteurs structurants ont pesé sur l'échec. D'une part, l'absence d'un chef de la majorité entraînant les électeurs en la personne d'un chef du gouvernement – ce qu'est Elisabeth Borne n'est pas. Le délai pris pour désigner un Premier ministre ne trompe pas. D'autre part, en cinq ans, La République en marche n'a jamais réussi son implantation locale. LREM est resté un parti hors-sol. Emmanuel Macron ne s'y intéressait pas! Aujourd'hui, c'est toute la macronie qui se

lérarde. À l'inverse, on découvre que le RN s'est depuis des années implanté localement, à bas bruits, et enregistre une arrivée "tranquille" à l'Assemblée.

La difficile quête de compromis au sein du Palais-Bourbon

Comment réussir la quête de compromis? L'état des lieux n'est guère ensoleillé. Les 62 député(e)s Républicains sont réputés le groupe le moins éloigné des thèses économiques de la macronie. C'est déjà moins vrai sur les questions d'immigration et de sécurité. Quoi qu'il en soit, ils sont déchirés entre le dernier carré partisan de l'intérêt général, avant l'intérêt du parti, et les ambitieux qui préparent l'après-Macron. Les seconds l'ont emporté au dernier conseil stratégique. Une porte "naturelle" se ferme.

Dès lors, il appartient au gouvernement de trouver des ralliements au cas par cas, faute de pouvoir conclure un impossible pacte de gouvernement avec un allié. Certes, la Nupes ne sera pas un bloc uni, PS, Verts et PCF garderont leur indépendance de vote face à l'impérialisme de leur partenaire LFI. De là parier sur l'élargissement des passerelles pour l'équipe Macron, il y a un pas. Il est peu probable qu'il soit franchi. Beaucoup refusent de comprendre que la structure pensante de La France insoumise est militante politique d'abord, que ses objectifs sont réellement révolutionnaires, et certainement pas d'épauler une majorité "néolibérale" accusée de tous les maux. Tout le pouvoir aux "dominés", tel est le mot d'ordre. Quant à l'autre extrême, le Rassemblement national, tout va dépendre du positionnement choisi

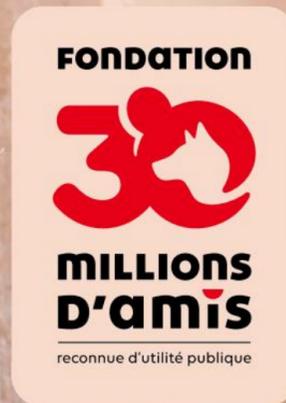
par Marine Le Pen. La leader peut trouver intérêt à poursuivre la dédramatisation en débloquant au coup par coup le vote en faveur de tel ou tel projet ou morceau de projet gouvernemental. Le RN remplaçant dans une mission conciliatrice un LR étrié qui fait la fine bouche, ce serait cocasse!

Le régime politique toujours dans un entre-deux

Le plus grave pour l'Élysée: aucun leader macronien n'est en poste au Palais-Bourbon. Richard Ferrand et Christophe Castaner sont éliminés. Édouard Philippe et François Bayrou ne sont pas députés. Dans le nouveau schéma, le job des tractations doit se dérouler *in situ* autour du Premier ministre. Pourtant, c'est bien le chef de l'État qui continue à recevoir les chefs des partis pour examiner le cheminement d'éventuels consensus. Le régime politique est toujours dans un entre-deux. En réalité, la logique d'un vote à la proportionnelle va de pair avec un régime 100 % présidentiel, notamment sans droit de dissolution de la Chambre par le chef de l'État. Pourquoi pas un référendum sur ce sujet comme piste de rénovation?

Il est entendu que Paris n'est pas Berlin, terre d'accord de gouvernement laborieusement concocté dans le cadre d'une coalition. La vie politique de l'exécutif est maintenant abonnée aux soubresauts à la petite semaine. La première loi Macron 2 sur le pouvoir d'achat fera l'objet de toutes les surenchères. Les travaux pratiques pour élaborer un feu vert ne seront qu'un avant-goût de la course d'obstacles. Impossible dans ces conditions de lancer de grands projets et de vraies réformes. La vie économique pourrait se recroqueviller sous l'effet d'un Hémicycle trop politique. Le nouveau malheur français.

La vie politique de l'exécutif est maintenant abonnée aux soubresauts à la petite semaine. Impossible dans ces conditions de lancer de grands projets et de vraies réformes. La vie économique pourrait se recroqueviller sous l'effet d'un Hémicycle trop politique. Le nouveau malheur français.



LEGS / DONATION / ASSURANCE-VIE

**ILS VOUS ONT AIMÉ TOUS LES JOURS,
AIMEZ-LES POUR TOUJOURS.**

Témoignez-leur tout l'amour qu'ils vous ont donné chaque jour par un legs, une assurance-vie ou une donation en faveur de la Fondation 30 Millions d'Amis, reconnue d'utilité publique. Vous nous permettrez de continuer à défendre au plus haut niveau la cause animale et d'œuvrer sur tous les fronts pour protéger les animaux et combattre toutes les souffrances qui leur sont infligées. Merci à tous nos bienfaiteurs et aux notaires qui les accompagnent dans ce bel et noble engagement, aux côtés de notre Fondation.

COMMANDEZ DÈS AUJOURD'HUI VOTRE BROCHURE LEGS, DONATION ET ASSURANCE-VIE
par téléphone au 01 56 59 04 17, par mail : service.legs@30millionsdamis.fr ou sur legs.30millionsdamis.fr

h&pening © Getty Images

Ukraine, Taïwan

Le nouveau désordre mondial vu par la CIA

Cinquante ans après le rapprochement de Nixon avec la Chine, les États-Unis sont confrontés à un nouveau réalignement mondial

Ce n'est pas souvent que l'on entend parler d'une personnalité quasi centenaire. Henry Kissinger, qui a eu 99 ans le mois dernier, est l'homme d'État le plus âgé du monde. Lors du festival FTWeekend qui s'est tenu à Washington samedi dernier, le grand stratège de la guerre froide a déclaré que nous vivions "dans une ère totalement nouvelle". Étant donné que sa durée de vie couvre 40 % de celle de la république américaine, Henry Kissinger a probablement gagné le droit de faire cette déclaration, quelle que soit la position que l'on adopte à l'égard de son bilan controversé. Pourtant, sur ce même événement, c'est William Burns, 66 ans, chef de la CIA, qui a livré l'analyse la plus percutante. Selon lui, Xi Jinping, le dirigeant chinois, a été "déstabilisé par les répercussions qu'a eues l'agression russe en Ukraine sur la réputation de la Chine".

Malgré l'épée de Damoclès que représente la menace nucléaire brandie par Vladimir Poutine, William Burns a soutenu que la Chine restait le principal adver-

Malgré l'épée de Damoclès que représente la menace nucléaire brandie par Vladimir Poutine, William Burns a soutenu que la Chine restait le principal adversaire des États-Unis.

saire des États-Unis. "[Vladimir Poutine] démontre de manière très inquiétante que les puissances déclinantes peuvent être au moins aussi perturbatrices que les puissances montantes", a-t-il déclaré. Pourtant, la Chine représente toujours la plus grande menace.

L'un des avantages de l'histoire est qu'elle vous permet d'éclairer le présent d'un jour différent. Comme le dit la boutade soviétique: "L'avenir est certain. C'est seulement le passé qui est imprévisible". Le présent d'aujourd'hui, en revanche, est à prendre avec des pincettes.

Le virage de l'histoire

Il y a cinquante ans, Henry Kissinger et son président, Richard Nixon, ont changé la donne de la guerre froide en actant le rapprochement des États-Unis avec la Chine de Mao Zedong. En cimentant la scission entre d'un côté le plus grand pays communiste du monde et de l'autre le plus puissant, la visite de Richard Nixon en Chine a sans doute été le coup



"Je ne pense pas une minute qu'elle [la guerre en Ukraine] ait entamé la détermination de Xi Jinping à prendre le contrôle de Taïwan", estime William Burns. La Chine de Xi Jinping reste "le plus grand défi géopolitique auquel notre pays doit faire face sur long terme".

plus important de l'Amérique sur l'échiquier de la guerre froide. Il fut un temps où les États-Unis et la Chine trinquaient joyeusement au communiqué de Shanghai de 1972 que Richard Nixon avait signé avec Mao Zedong – et que Henry Kissinger avait secrètement planifié lors de voyages incognito à Pékin via le Pakistan. Mais son 50e anniversaire, en février, est passé sous silence. La Maison-Blanche de Joe Biden a ignoré les demandes de la Chine concernant l'organisation d'un événement conjoint pour commémorer cette date.

L'histoire a depuis pris un virage à 180 degrés. En 1972, Richard Nixon a facilement balayé les critiques de la droite sur son accord passé avec Mao Zedong au beau milieu de la révolution culturelle chinoise. L'establishment de la politique étrangère américaine a compris instinctivement les avantages d'une action qui a laissé l'URSS isolée et affaiblie. C'était amoral mais efficace. On dit souvent la même chose de l'alliance américano-britannique avec l'URSS de Staline pour vaincre le nazisme.

Le Washington d'aujourd'hui, en revanche, est pratiquement unanime quant à l'adoption d'une politique étrangère qui traiterait la Chine et la Russie comme des jumeaux maléfiques, bien que cette fois-ci la Russie soit considérée comme le cadet. Le président Joe Biden a présenté les enjeux mondiaux comme une lutte entre autocratie et démocratie. Henry Kissinger désapprouve clairement, bien qu'il prenne soin de ne

jamais formuler clairement sa pensée. Mais le vénérable personnage ne s'est pas contenté de répondre à la façon de Maître Yoda, sa posture voûtée ressemblait à celle du sage de Star Wars. Les différences d'idéologie ne devraient pas être le principal enjeu de la confrontation, a-t-il déclaré, "à moins que nous ne soyons prêts à faire d'un changement de régime le principal objectif de notre politique".

William Burns fait consensus

Mais qu'en pense la CIA ? La question est d'autant plus pertinente que William Burns – le premier diplomate de carrière à diriger la principale agence d'espionnage américaine en près de 80 ans d'existence – est autant pris en considération que n'importe qui dans l'administration américaine. Joe Biden est l'un de ses plus fervents admirateurs. Par ailleurs, William Burns a été approuvé à l'unanimité par le Sénat américain, or voir s'entendre les deux parties qui le composent est aussi rare que d'observer un OVNI passé au-dessus de la capitale fédérale aujourd'hui dramatiquement divisée. Certains diplomates étrangers le surnomment le "secrétaire d'État fantôme".

En novembre dernier, alors que les forces russes se massaient à la frontière de l'Ukraine, Joe Biden a envoyé William Burns s'entretenir avec Vladimir Poutine à Moscou. C'était une autre première. Les chefs des services d'espionnage ne sont généralement pas recrutés pour parlementer avec les chefs des États dotés

d'armes nucléaires. Bien que le président russe ait été à la tête du FSB, anciennement connu sous le nom de KGB, ils ne sont pas sur un pied d'égalité.

Mais William Burns est un chef d'espionnage peu orthodoxe. Ayant passé de nombreuses années à Washington, Edward Luce estime n'avoir encore jamais rencontré une personnalité publique qui essuie aussi peu de critiques. La dernière fois qu'il l'a vu, c'était à l'occasion de la projection en avant-première organisée par l'ambassade britannique du dernier James Bond de Daniel Craig en octobre à Washington – un film qui semblait s'éterniser plus longtemps que la guerre froide et dont les dialogues étaient bien pires. William Burns a posé joyeusement pour une photo prise avec un iPhone à côté d'une reproduction promotionnelle en carton du James Bond sur le départ.

L'art du renseignement préventif Il y a quelque chose de surréaliste à ce qu'un chef de la CIA commente en temps réel une guerre qui se déroule presque par procuration avec l'autre grande puissance nucléaire (la Russie possède autant d'ogives nucléaires stratégiques que les États-Unis; sur ce seul critère, la Chine arrive loin derrière). En tant qu'ancien ambassadeur américain russo-phone à Moscou, William Burns connaît bien Vladimir Poutine. "J'ai eu affaire à plusieurs reprises au président russe et je l'ai observé pendant de nombreuses années et ce que j'ai vu, en particulier au cours de la dernière décennie, c'est un mélange très inflammable

d'aigreur, d'ambition et d'insécurité qui en quelque sorte bout en lui", a détaillé William Burns. "Son goût du risque s'est accru au fil des ans, à mesure que son emprise sur le pouvoir s'est resserrée et que son cercle de conseillers s'est rétréci."

En partie à cause de l'utilisation agressive par l'Amérique du "renseignement préventif" – les plans militaires de Vladimir Poutine se retrouvant petit à petit disqualifiés – la Russie a été contrainte de revenir à la planche à dessin. Aujourd'hui, les perspectives militaires de l'Ukraine et de ses soutiens de l'Otan sont plus optimistes que jamais depuis l'invasion russe du 24 février. L'attaque éclair de Poutine sur Kiev a été annulée en avril, après avoir rencontré une résistance ukrainienne féroce et subi de lourdes pertes. Les problèmes d'approvisionnement et de moral des troupes ont créé le plus long embouteillage du monde, une caravane de 65 km de chars et de véhicules blindés russes qui a finalement été forcée de faire marche arrière.

L'humiliation de Poutine s'explique en partie par le fait que l'Ukraine disposait d'un bon réseau de renseignements occidentaux sur les plans de bataille de la Russie. Le renseignement préventif a également privé Vladimir Poutine de prétextes pour justifier l'invasion, selon William Burns. "Je pense que cela a contribué à empêcher Vladimir Poutine de créer des récits falsifiés pour mettre en scène ce que l'on appelle des opérations sous faux

William Burns connaît bien Vladimir Poutine. "C'est un mélange très inflammable d'aigreur, d'ambition et d'insécurité qui en quelque sorte bout en lui. Son goût du risque s'est accru au fil des ans, à mesure que son emprise sur le pouvoir s'est resserrée et que son cercle de conseillers s'est rétréci."

drapeau, chose que je l'ai vu faire durant de nombreuses années avec habileté", a-t-il souligné.

Le 9 mai, Vladimir Poutine a démenti les craintes d'une nouvelle offensive et d'un élargissement du conflit en s'exprimant de manière presque résignée depuis les remparts de la Place Rouge. Le défilé annuel du 9 mai, le Jour de la Victoire en Russie qui célèbre le rôle du pays dans la défaite de l'Allemagne nazie lors de la "grande guerre patriotique", a été le moment saisi par le président russe pour révéler davantage ce que Henry Kissinger appelle sa vision "presque mystique" de l'histoire. Vladimir Poutine a déjà réécrit le passé de manière substantielle pour servir son récit de la "dénazification" de l'Ukraine et du lien entre l'Otan et la vision du monde prétendument fasciste de Kiev. Ses révisions ont écarté les États-Unis et la Grande-Bretagne de la défaite du nazisme en 1945. Elles omettent également, comme par hasard, le pacte nazi-soviétique de 1939, dans lequel les deux régimes avaient convenu de se partager la Pologne et d'autres parties de l'Europe orientale. Les Soviétiques s'étaient déjà emparés de l'Ukraine 20 ans plus tôt.

L'implication grandissante des États-Unis dans le conflit

William Burns s'exprimait deux jours avant le défilé à Moscou. Mais il ne doute pas que Vladimir Poutine finira par repasser à l'offensive. La guerre, a-t-il dit, entre probablement dans une période d'attrition au cours de laquelle la Russie cherchera à consolider et à étendre son emprise sur l'est du pays avant de se regrouper pour un nouvel assaut sur Kiev. "Je pense qu'il est convaincu à l'heure actuelle que le fait de redoubler d'efforts lui permettra encore de progresser", a soutenu le chef de la CIA.

Jusqu'à présent, le bilan des services de renseignement américains a été très bon. À l'exception de la très surprenante incompetence militaire de la Russie, qui a pris tout le monde de court, l'administration de Joe Biden a prédit presque toutes les actions de Vladimir Poutine avant qu'il ne les fasse. Mais déterminer où se situe la ligne rouge ultime du président russe relève de la conjecture. Il se pourrait que Vladimir Poutine lui-même l'ignore, son système de renseignement n'a montré que peu de signes d'amélioration – et a d'ailleurs été aussi

mauvais que celui de l'Ukraine a été efficace.

Ce constat amène à se demander plus largement si Joe Biden ne pousse pas trop loin l'engagement américain. Au début de la guerre, le président s'est efforcé de minimiser le rôle des États-Unis dans l'approvisionnement de l'Ukraine en armes et en renseignements. Mais à mesure que la faiblesse militaire de la Russie et les atrocités commises par ses troupes ont été exposées, la témérité de Joe Biden s'est affirmée. En avril, il a qualifié Vladimir Poutine de criminel de guerre. Il a également qualifié la guerre déclenchée par la Russie contre l'Ukraine de "génocide". En mai, des responsables anonymes ont révélé au 'New York Times' que les services de renseignement américains avaient identifié les 12 généraux russes qui ont été tués depuis le début du conflit. Une autre fuite au 'Washington Post' affirmait que les agences d'espionnage américaines avaient fourni les coordonnées permettant de couler le Moskva, le navire amiral russe de la mer Noire, l'un des coups navals les plus dévastateurs depuis des décennies.

Joe Biden a été irrité par ces fuites, qui n'ont été ni déclassifiées ni autorisées. Mais il est difficile de ne pas avoir l'impression que l'humeur de Washington est passée d'un ton de prudence à un ton de vantardise. C'est la dernière chose que William Burns souhaite. "C'est irresponsable", a-t-il déclaré. "C'est dangereux quand les gens parlent trop, qu'il s'agisse de fuites en privé ou de discussions en public sur des questions de renseignement."

Dissuader les autocraties

C'est d'autant plus vrai lorsque votre adversaire, doté de l'arme nucléaire, fait des allusions à l'escalade, comme le font de plus en plus Vladimir Poutine et ses représentants. Bien que William Burns affirme que les services de renseignement américains n'ont pas détecté de signes concrets indiquant que Vladimir Poutine déploie des armes nucléaires tactiques, la situation pourrait changer à tout moment. L'actuelle rhétorique apocalyptique de Moscou contraste terriblement avec celle appliquée durant la majeure partie de la guerre froide – du moins depuis la crise des missiles de Cuba en 1962 – où Washington et Moscou ont appris à ne parler des armes nucléaires que dans le langage le plus elliptique.

"Je pense qu'il est très important pour les Russes et les Américains de se rappeler que nous sommes toujours, du moins aujourd'hui, les seules superpuissances nucléaires du monde", a déclaré William Burns. "Ensemble, nous contrôlons 90 % des armes nucléaires de la planète et même dans les pires moments de la guerre froide, les dirigeants russes et américains ont montré qu'ils avaient conscience de nos capacités exceptionnelles, mais aussi des responsabilités uniques qu'elles impliquent."

Que se passe-t-il ensuite? L'objectif officiel des États-Unis est de vaincre la Russie en Ukraine. L'objectif officieux, que Joe Biden n'essaie pas de dissimuler, est d'amener Vladimir Poutine à répondre de ses crimes de guerre. En d'autres termes, les États-Unis ne souhaitent rien d'autre qu'un changement de régime. Un souhait également implicitement valable pour la Chine. Comme l'a dit William Burns dans un entretien au 'Financial Times' : "Je ne pense pas une minute qu'elle [la guerre en Ukraine] ait entamé la détermination de Xi Jinping à prendre le contrôle de Taïwan". La Chine de Xi Jinping reste "le plus grand défi géopolitique auquel notre pays doit faire face sur long terme".

La Chine, "nouvel empire du mal"

Il est très parlant qu'en pleine guerre d'Ukraine, Joe Biden se soit rendu en Corée du Sud et au Japon – son premier voyage à l'étranger depuis sa visite à Varsovie en avril. Il a aussi reçu à Washington les dirigeants de l'Asean, l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est. L'objectif de l'Amérique est d'isoler la Chine et, à terme, de procéder à une forme de "découplage" économique [dissociation économique entre la Chine et le reste du continent asiatique, ndt], bien qu'il y ait un manque flagrant de détails sur la manière dont cela pourrait être mis en pratique.

L'hostilité de Washington à l'égard de la Chine est aussi forte que le bipartisme peut l'être de nos jours. Les sénateurs républicains qualifient la Chine de "nouvel empire du mal". En avril, un républicain a présenté un nouveau projet de loi, baptisé AXIS – Assessing Xi's Interference and Subversion – qui obligerait le département d'État américain à faire un rapport sur l'ampleur du soutien apporté par la Chine à la Russie dans la guerre. Le nom de la loi, bien sûr,

fait référence à l'alliance fasciste entre l'Allemagne, l'Italie et le Japon pendant la Seconde guerre mondiale.

L'école "réaliste" en matière de politique étrangère, incarnée par Henry Kissinger, a eu récemment très mauvaise presse, la plupart du temps à juste titre. L'idée selon laquelle la Russie devrait avoir sa propre sphère d'intérêt, incluant l'Ukraine, et un droit de veto sur l'expansion de l'Otan, paraît ignoble face à la politique purement impérialiste d'accaparement des terres de la Russie. Elle semble non seulement amorale, mais aussi vouée à l'échec. Si Vladimir Poutine gagne en Ukraine, c'est toute l'Europe qui sera déstabilisée. Dans le cas contraire, les choses seront probablement différentes. Un jour ou l'autre, la Russie sera forcée de reconnaître sa défaite militaire. À ce moment-là, les États-Unis se trouveront dans une situation sans précédent, où ils devront affronter les deux autres puissances militaires mondiales, la Russie et la Chine, alliées par complaisance contre Washington.

L'Occident face au reste du monde

L'invasion de l'Ukraine par l'armée de Vladimir Poutine a produit deux réactions remarquablement différentes dans le monde. L'Occident a rarement été aussi uni. L'Allemagne a renoncé à sa position, adoptée il y a plusieurs décennies, qui consistait à apaiser la Russie par le biais du commerce et des investissements. Plutôt que de soutenir la "finlandisation" de l'Ukraine, garantissant sa neutralité, la Finlande elle-même a été encouragée à demander à rejoindre l'Otan. La Suède envisage également de suivre le mouvement.

Au-delà de l'Occident, cependant, un statu quo a collectivement été adopté. Des pays qui devraient se situer du côté de la démocratie incarnée par les États-Unis, comme l'Inde et le Mexique, se sont abstenus lors des votes des Nations unies visant à condamner l'agression de Vladimir Poutine. Au total, ceux qui se sont abstenus ou ont voté avec la Russie représentent plus de la moitié de la population mondiale. Si l'administration Biden finit par obliger les pays tiers à choisir entre les États-Unis et la Chine dans le cadre d'un découplage économique et technologique, il est difficile de savoir quelle direction la plupart

d'entre eux prendront. Les pays de l'Asean, par exemple, ont presque deux fois plus d'échanges commerciaux avec la Chine qu'avec les États-Unis. Pour eux, il serait préférable de ne pas avoir à choisir. S'ils y sont contraints, il se peut que cela n'aille pas dans le sens souhaité par Washington.

De quoi sera fait l'avenir ?

Les États-Unis sont une "nation dangereuse", selon les termes de l'écrivain Robert Kagan – ce qui est une autre façon de dire que l'Amérique est prête à utiliser la force pour exporter ses idéaux. Pourtant, l'histoire nous apprend que les États-Unis sont plus efficaces lorsqu'ils sont pragmatiques, comme pendant la guerre froide et la Seconde guerre mondiale. L'ultime question de l'après-guerre pour les États-Unis sera de savoir s'ils préféreront rapprocher la Russie et la Chine ou s'ils chercheront des moyens diplomatiques innovants pour faire redescendre la pression.

Dans les deux cas, les enjeux sont énormes. "Nous sommes aujourd'hui confrontés à des technologies dont la rapidité de développement peut engendrer des catastrophes à des niveaux qui n'étaient même pas concevables", a déclaré Henry Kissinger. Le monde prend aujourd'hui conscience à quel point la trajectoire de la Russie peut être imprévisible. Mais la réécriture du passé par Vladimir Poutine peut finir par sembler insignifiante par rapport à l'incertitude radicale qui plane sur l'avenir de chacun.

EDWARD LUCE

Si l'administration Biden finit par obliger les pays tiers à choisir entre les États-Unis et la Chine dans le cadre d'un découplage économique et technologique, il est difficile de savoir quelle direction la plupart d'entre eux prendront.

Ukraine

Duel d'artillerie de haute technologie

Qui pilonnera le plus fort ?

“C'est un dur combat, Messieurs, mais nous allons voir qui peut frapper le plus longtemps.” Ainsi parlait le duc de Wellington l'après-midi de la bataille de Waterloo, alors que les canons de Napoléon filaient une raclée à ses troupes. Ces mots me viennent à l'esprit alors que la guerre en Ukraine se transforme en un long duel d'artillerie, centré sur le Donbas, dans l'est du pays. Phillip Karber est un ancien marine américain qui dirige aujourd'hui la Potomac Foundation, un organisme de recherche et d'élaboration de politiques publiques situé en Virginie, et se rend régulièrement sur les lignes de front de la guerre pour étudier les combats. Il estime que les barrages d'artillerie russes sont désormais responsables d'environ 80 % des pertes ukrainiennes. Les chiffres sont sans doute similaires dans le camp adverse.

Les barrages d'artillerie russes sont désormais responsables d'environ 80 % des pertes ukrainiennes. Les chiffres sont sans doute similaires dans le camp adverse. Celui qui remportera ce duel de l'artillerie gagnera donc probablement la guerre.



Le secret de la portée du système Caesar réside dans sa chambre de détonation – la partie du canon où la charge propulsive explose.

Celui qui remportera ce duel de l'artillerie gagnera donc probablement la guerre. Et l'Ukraine fonde une grande partie de ses espoirs sur les armes et les munitions sophistiquées qu'elle reçoit de ses soutiens occidentaux.

En tête de liste pour le moment, le système français Caesar, fabriqué par Nexter, une entreprise versaillaise. Il peut projeter des obus sur une distance d'environ 40 km, soit 16 km de plus que le précédent modèle de la société, le TRF1. Jusqu'à présent, la France a fourni cinq ou six des douze canons d'artillerie Caesar promis, permettant aux troupes ukrainiennes de frapper des cibles 50 % plus loin qu'il y a quelques semaines.

Caesar, une technologie française

Le secret de la portée du système Caesar réside dans sa chambre de détonation – la partie du canon où la charge propulsive explose. Elle peut contenir environ quatre litres de plus que celle du canon TRF1, soit une capacité de 23 litres et donc de 30 kg de propergol. Pour retenir l'explosion du propergol, la chambre de détonation est fabriquée dans un alliage d'acier plus résistant que celui utilisé dans le TRF1 (la recette de cet alliage est gardée secrète). Pour empêcher l'énergie de l'explosion de s'échapper par les rainures du canon, les obus sont équipés d'un anneau de métal plus souple qui crée un

joint étanche. Et pour donner aux obus plus de temps pour prendre de la vitesse, le canon du système Caesar mesure un peu plus de huit mètres, soit environ deux mètres de plus que celui du TRF1.

Il existe d'autres astuces pour augmenter la portée du canon. Pour les tirs de longue distance, un dispositif de “saignement de base” en forme d'anneau est souvent vissé sur le fond de l'obus. En vol, ce dispositif libère du gaz comprimé qui remplit ce qui serait autrement une zone de basse pression. Cela réduit suffisamment les turbulences induites par la trajectoire pour ajouter plusieurs kilomètres à la portée d'un projectile. Certains obus sont également conçus avec des ailerons extractibles suffisamment grands pour permettre une “phase de vol plané”. Nexter prévoit d'introduire un modèle de ce type en 2025.

Une approche beaucoup plus coûteuse consiste à installer des moteurs de fusée sur les obus. Le 31 mai, les États-Unis ont annoncé qu'ils allaient envoyer à l'Ukraine des systèmes de roquettes guidées. Le m142 High Mobility Artillery Rocket System, connu sous le nom de HIMARS, peut tirer une munition appelée ATACMS à une distance stupéfiante de 300 km. L'Ukraine, cependant, doit recevoir des roquettes GMLRS de plus courte portée. Ces armes, qui coûtent environ 160 000 dollars pièce, peuvent propulser une ogive de 91 kg dans un véhicule en

mouvement situé à plus de 70 km. Les roquettes d'artillerie russes Smerch et Uragan, largement utilisées en Ukraine, sont moins précises mais plus percutantes. Ces systèmes tirent des ogives de 280 kg. Un équipage de trois hommes peut lancer une salve sans quitter la cabine blindée du camion. Et Lockheed Martin, l'entreprise américaine qui fabrique les fusées GMLRS, affirme que le kit de guidage par satellite fonctionne même si le signal est brouillé.

Des armes de haute précision

Avant cette livraison, la Grande-Bretagne et un autre pays, dont l'identité n'a pas été révélée, doivent envoyer à l'Ukraine un système similaire, appelé MLRS. La formation des militaires à l'utilisation de ce type d'arme prendra trois semaines. Mais il est peu probable que l'Ukraine reçoive les 60 lance-roquettes nécessaires, selon un conseiller de Volodymyr Zelensky, le président du pays, pour stopper l'avancée de la Russie.

En ce qui concerne la précision de l'artillerie non propulsée par fusée, Nexter affirme que, pour des portées allant jusqu'à environ 30 km, le système Caesar largue des obus non guidés de 43 kg à moins de 140 mètres de la cible. Dans la pratique, la précision est souvent supérieure à ce chiffre. Lors d'un test effectué par temps sans vent, un obusier Caesar a lancé huit

obus sur huit dans une “boîte” de 40 mètres de côté, explique Olivier Fort, un ancien colonel qui a dirigé des études sur la doctrine de l'artillerie pour l'armée française, et qui est aujourd'hui responsable du programme d'artillerie du futur de Nexter. BAE Systems, un géant britannique de l'armement, offre une précision similaire. Par beau temps, son obusier archer fait atterrir des projectiles non guidés à moins de 20 mètres de cibles situées à 30 km. Les responsables ukrainiens ont demandé des canons de ce type. Même les températures ont leur importance.

Andrii Moruha, un ancien combattant ukrainien qui travaille aujourd'hui pour Come Back Alive, une organisation caritative locale qui, entre autres, forme les équipes d'artillerie dans l'est du pays, affirme que chaque baisse de 10°C retranche environ 55 mètres à un tir de 4 km. Les équipes d'artillerie embarquent régulièrement des instruments sur un ballon à hélium pour mesurer les températures et la vitesse du vent. Les systèmes tiennent également compte de la température du propergol chargé dans la chambre de détonation. Des radars Doppler mesurent la vitesse des projectiles lorsqu'ils quittent le canon.

Des effets toujours plus destructeurs

Les munitions d'artillerie de l'Otan ont un diamètre de 155 mm, soit

33 mm de plus que les munitions tirées par la plupart des armes soviétiques dont l'Ukraine a héritées. Ce calibre supplémentaire double à peu près la quantité d'explosif qui peut être placée à l'intérieur. Si les chars sont séparés d'une dizaine de mètres seulement, comme c'est le cas en général

Pour être efficace, une équipe d'artillerie doit également éviter le feu ennemi. Les opérateurs de drones de repérage considèrent les positions de l'artillerie ennemie comme une priorité. Et puis il y a la question des radars de contre-batterie. Ces systèmes montés sur camion permettent de savoir d'où ont été tirés les obus qui arrivent.

dans le positionnement des chars russes dans ce conflit, un seul obus de 155 mm peut en anéantir un et en désactiver deux autres. Coup pour coup, l'artillerie occidentale est plus meurtrière que les canons russes, affirme le Dr Phillip Karber, qui a lui-même été blessé par des éclats d'obus provenant d'un barrage russe en 2015.

Ces plus gros calibres ont également permis aux ingénieurs de concevoir des munitions spéciales telles que les munitions incendiaires et éclairantes. Les armées de l'Otan tirent désormais des dizaines de types d'obus, y compris des obus à retardement qui explosent après être entrés en contact avec la cible, afin d'accroître les destructions. Ces obus sont optimisés pour aller assez loin dans certains matériaux, comme l'acier, le béton ou la terre. Dans ce dernier cas, l'idée est de générer une onde de choc pour faire s'effondrer un bunker. Un obus antipersonnel de 155 mm de l'Otan, qui utilise une fusée radar pour exploser à une hauteur programmée à l'avance, projette suffisamment d'éclats pour tuer les membres d'une infanterie présents à découvert sur un hectare.

C'est une puissance de feu redoutable. Mais pour être efficace, une équipe d'artillerie doit également éviter le feu ennemi. Les opérateurs de drones de repérage considèrent les positions de l'artillerie ennemie comme une priorité. Et puis il y a la question des radars de contre-batterie. Ces systèmes montés sur camion permettent de savoir d'où ont été tirés les obus qui arrivent. L'un de ces systèmes, le Zoopark-1m, utilisé par la Russie contre l'Ukraine, peut localiser simultanément l'origine d'une douzaine d'obus de 155 mm tirés d'une distance pouvant atteindre 12 km. Mais Cobra, un radar de contre-batterie de fabrication européenne que l'Allemagne fournit à l'Ukraine, peut faire de même pour 40 pièces d'artillerie situées à environ 100 km.

Une grande rapidité opérationnelle

Ces radars réalisent leurs calculs très rapidement et ont ainsi permis aux unités russes de pilonner les positions d'artillerie ukrainiennes quatre minutes seulement après leur premier tir. Il n'est donc pas étonnant que les experts de cette technologie soient obsédés par la réduction du temps nécessaire pour se rendre sur une position afin de "tirer et filer".

Avec le Caesar, une équipe a la possibilité de préparer un tir initial en seulement 40 secondes. Le canon peut ensuite être actionné dix fois par minute, soit quatre fois plus souvent qu'avec le TRF1. Pour atteindre de telles performances, Nexter a repensé le mécanisme de fermeture de la chambre de détonation. Après un tir, l'arme est de nouveau prête 40 secondes plus tard. Quant à l'archer de BAE, il peut tirer quatre obus à 40 km



Avec le Caesar, une équipe a la possibilité de préparer un tir initial en seulement 40 secondes. Le canon peut ensuite être actionné dix fois par minute

et repartir avant que le premier n'atteigne sa cible 55 secondes plus tard. Jim Miller, un ancien artilleur de l'armée américaine, aujourd'hui vice-président des systèmes de combat chez Bae en Virginie, l'explique ainsi: "Si quelqu'un riposte, il ne fait que frapper le sol à l'endroit où vous vous trouviez auparavant".

Ces vitesses opérationnelles sont rendues possibles en partie grâce au système de recharge automatique hydraulique. Un bon exemple est celui du Panzerhaubitze 2000, une pièce d'artillerie fabriquée par Krauss-Maffei Wegmann, à Munich, dont l'Allemagne a déclaré qu'elle allait en envoyer une douzaine à l'Ukraine. À l'intérieur du véhicule blindé qui transporte le canon, un bras robotisé glisse sur un rail, saisit un obus stocké à la verticale sur un rack et le place à plat sur un convoyeur, qui l'amène à un monte-charge. Là, il est soulevé et placé dans la culasse du canon. Un "fouloir" pneumatique pousse la cartouche dans la chambre. Le système charge et tire une cartouche en six secondes, bien qu'un mode spécial rafale permette de tirer trois cartouches en dix secondes. La cadence de tir a également été améliorée grâce à un logiciel plus performant. Pour tirer sur les séparatistes soutenus par la Russie en 2014, Andrii Moruha utilisait un stylo, du papier et une calculatrice pour déterminer la trajectoire. Cela prenait plusieurs minutes. Aujourd'hui, les unités ukrainiennes ont pris l'habitude de taper les coordonnées de la cible fournies par un drone (ou, moins fréquemment, d'un observateur avancé) dans un logiciel qui détermine immédiatement les ajustements nécessaires. Grâce à cette amélioration de l'artillerie, les réglages des canons sont suffisamment précis pour ajuster les points d'atterrissage à une vingtaine de mètres près.

Une technologie plus maniable

Une autre avancée a été le passage des canons remorqués aux canons automoteurs montés sur un châssis à roues ou à chenilles, dont le Caesar et le Panzerhaubitze 2000 sont de bons exemples. L'artillerie remorquée est plus longue à déplacer, surtout en dehors des routes. Brent Eastwood, un ancien officier d'infanterie qui a quitté l'armée américaine en 2004, compare la mise en place de l'artillerie tractée utilisée à son époque à la manœuvre d'un "camping-car Winnebago". Le déplacement d'un tel équipement loin d'une position de tir peut prendre jusqu'à cinq minutes. Les améliorations apportées aux radars de contre-batterie ont transformé ce délai en un piège mortel.

Ensuite, il y a les obus d'artillerie guidés. Dotés d'ailettes pour les diriger en vol, les meilleurs obus occidentaux sont précis à un ou deux mètres près. L'Excalibur S, par exemple, utilise un scanner situé dans son nez pour repérer un faisceau laser infrarouge dirigé par un drone ou un observateur avancé. Son fabricant, Raytheon, affirme que cette munition peut voler à 40 km et toucher un véhicule en mouvement.

D'autres types de munitions n'ont pas besoin de laser pour "peindre" leur destination. C'est le cas du SMARt 155 produit par Diehl et Rheinmetall, deux entreprises allemandes. En descendant sur une zone contenant des cibles potentielles, l'obus de 47 kg éjecte deux sous-munitions. Chacune de ces sous-munitions est équipée d'un ballute (un croisement entre un ballon et un parachute) pour la maintenir en l'air aussi longtemps que possible, ainsi que d'un capteur infrarouge et d'un radar qui scrutent ensemble les cibles potentielles. Si la sous-munition scanne un objet dont la signature correspond à l'une des

cibles militaires enregistrées dans sa banque de données, elle tire un pénétrateur explosif sur la cible. Nexter et BAE produisent un système similaire appelé 155 bonus, bien que ses deux sous-munitions descendent sur des winglets plutôt que sur des ballutes.

Des failles des deux côtés

Les obus intelligents ont des inconvénients. Certains utilisent le système de positionnement global pour déterminer où ils se situent, un système qui peut être facilement brouillé. Et un obus bourré d'électronique a moins de place pour les explosifs. De plus, ces technologies ont tendance à se dégrader au fil du temps. Un tel obus peut donc avoir une durée de conservation assez courte : une quinzaine d'années environ. Cela ne semble peut-être pas si mal. Mais un seul obus 155 bonus coûte environ 40000 dollars, soit beaucoup plus qu'un modèle standard, le renouvellement des stocks est donc coûteux.

La puissance de feu de ce type d'arme envoyé en Ukraine n'est pas connue du public. Mais les Ukrainiens affirment qu'elle est insuffisante. Un colonel qui a requis l'anonymat déplore que son pays reste "dans l'attente" quant à l'efficacité de ces systèmes. Andrew Milburn, fondateur du Mozart Group, une organisation caritative qui forme des soldats en Ukraine, partage cet avis. Colonel dans le corps des Marines américains jusqu'en 2019, Andrew Milburn a dirigé de nombreuses opérations spéciales au Moyen-Orient et estime que l'artillerie occidentale de haute technologie n'a pas été envoyée en nombre suffisant pour donner un avantage aux Ukrainiens.

L'équilibre des forces est peut-être cependant en train de changer. Selon Molfar, une société de renseignement ukrainienne comptant huit analystes qui

collectent des données sur les tirs d'artillerie russes, la précision des frappes ennemies est globalement en baisse. (Ces informations collectées par Molfar sont notamment destinées au Service de sécurité de l'Ukraine, connu sous le nom de SBU, et le département de la défense des États-Unis). Les stocks d'obus de précision de la Russie sont donc probablement en train de diminuer.

La guerre des données

La précision et la portée des tirs sont deux autres difficultés rencontrées par les Ukrainiens. Andrew Milburn affirme que l'Ukraine souffre d'une pénurie terrible de drones de reconnaissance à plus longue portée comme le ScanEagle, un produit d'Insitu, une filiale de Boeing. Selon lui, il faudrait beaucoup plus de drones de ce type pour transmettre les coordonnées des cibles aux centres de direction qui attribuent les tirs aux équipes d'artillerie. Mais la Russie semble également avoir du mal à collecter des données précises sur ses cibles. Olga Khmil, l'une des analystes de la société de renseignement Molfar, explique que la Russie utilise désormais des chaînes de messageries comme Telegram pour mieux orienter son artillerie. Sur ces canaux, des Russes se faisant passer pour des Ukrainiens feignant d'avoir peur des bombardements afin d'obtenir des informations sur les infrastructures qui ont été touchées ou non. Le 24 mai, la SBU a révélé une approche encore plus sournoise de ce type d'espionnage. Selon elle, les services de renseignement russes utilisaient des jeux sur smartphone pour inciter les jeunes à prendre et à télécharger des photos géolocalisées d'infrastructures critiques, militaires et civiles. En échange, les joueurs reçoivent des prix virtuels sans valeur en dehors du monde du jeu vidéo. Et la Russie gagne le droit de détruire leur pays.

THE ECONOMIST

L'artillerie occidentale de haute technologie n'a pas été envoyée en nombre suffisant pour donner un avantage aux Ukrainiens. L'équilibre des forces est peut-être cependant en train de changer.

Le vent tourne

Le capitalisme woke ne fait pas l'unanimité

Levée de boucliers de certains conservateurs et activistes contre une vision de l'entreprise qui va au-delà des profits

La réunion du Forum économique mondial qui s'est tenue fin mai à Davos aurait dû être triomphante pour son hôte, Klaus Schwab.

Près d'un demi-siècle après le lancement par l'économiste de ces rencontres organisées en Suisse pour les dirigeants et les financiers du monde entier, sa conviction que les entreprises doivent servir toutes les parties prenantes de la même manière semble l'avoir emporté sur la vieille notion selon laquelle les entreprises n'existent que pour faire des profits pour leurs propriétaires.

Dans un livre offert gratuitement sur des stands de l'événement, Klaus Schwab et un co-auteur se disaient certains que leur vision du "capitalisme des parties prenantes" se trouvait finalement "justifiée".

Pourtant, de nombreux représentants d'entreprises présents à Davos semblaient moins sûrs, même s'ils faisaient la navette entre les panels annonçant des engagements de réduction des émissions de carbone et les cocktails de soutien aux objectifs de développement durable des Nations unies.

Ils craignent de plus en plus que les principes du "capitalisme des parties prenantes" (stakeholder capitalism) – et la tendance à l'in-

De nombreux dirigeants présents à Davos craignent de plus en plus que les principes du "capitalisme des parties prenantes" (stakeholder capitalism) – et la tendance à l'investissement environnemental, social et de gouvernance (ESG) qui en découle – soient attaqués par des politiciens populistes, des financiers anticonformistes ou un groupe d'activistes

vestissement environnemental, social et de gouvernance (ESG) qui en découle – soient attaqués par des politiciens populistes, des financiers anticonformistes ou un groupe d'activistes. Un scénario bien différent de celui imaginé par Klaus Schwab.

Leur inquiétude est apparue suite à un discours prononcé en mai lors d'une conférence organisée par le 'Financial Times' à Londres. Au cours de celui-ci, Stuart Kirk, directeur de l'investissement responsable chez HSBC Asset Management, avait réfuté le consensus selon lequel les investisseurs devraient essayer d'encourager un capitalisme plus respectueux de l'environnement en prenant en compte dans leurs



Marco Rubio, sénateur de Floride, a présenté un projet de loi visant à permettre aux investisseurs de poursuivre les entreprises qui s'écartent de la maximisation des rendements pour les actionnaires.

calculs des risques climatiques. Le changement climatique, a-t-il déclaré, n'est tout simplement "pas un risque financier dont nous devons nous préoccuper". Cet argument était tellement en désaccord avec les positions publiques adoptées par HSBC et d'autres banques que Stuart Kirk a été rapidement suspendu. Mais il reflète une volonté croissante de remettre en cause la pensée dominante à Davos et dans d'autres bastions du nouveau capitalisme.

L'ESG attaqué de tous côtés

La critique formulée par Stuart Kirk à l'encontre de l'une des croyances fondamentales du secteur des fonds durables, qui représente près de 3 mille milliards de dollars, n'est pas un cas isolé. Elon Musk, sans doute le capitaliste le plus en vue du moment, a qualifié dernièrement l'ESG d'"escroquerie" après que Tesla, entreprise pionnière en matière de production de voitures électriques fondée par ses soins, a été retirée de l'indice ESG de S&P. Ces notations dépendent du degré de conformité d'une entreprise avec "l'agenda gauchiste", a-t-il affirmé dans un même partage sur Twitter. Même d'anciens hauts représentants du secteur ont rompu les rangs pour qualifier l'ESG de simple "blanchiment écologique". Tariq Fancy, ancien responsable des investissements durables chez

BlackRock, qualifie désormais l'investissement durable de "placebo dangereux". Desiree Fixler, ancienne responsable de l'ESG pour le gestionnaire d'actifs DWS, soutenu par la Deutsche Bank, estime que l'acronyme n'a plus de sens.

Un tel scepticisme a incité les autorités à imposer des réglementations plus strictes. Aux États-Unis, la Securities and Exchange Commission prépare une nouvelle réglementation visant à sanctionner les mentions de l'ESG dans les produits d'investissement. Quant à l'UE, sa "taxonomie verte" définit désormais ce qui est considéré comme vertueux.

L'autre personnage qui hante les pensées des envoyés spéciaux à Davos est Ron DeSantis, le gouverneur républicain de Floride qui affronte Disney sur un projet de loi visant à limiter l'enseignement de la sexualité et des théories du genre dans les écoles primaires publiques de l'État. La virulence du gouverneur populiste dans son combat avec le directeur général de Disney, Bob Chapek, a fait frémir de nombreux dirigeants, en partie parce que Ron DeSantis n'est pas un cas à part dans un parti qui attire toujours la majorité des dons politiques des entreprises américaines.

Ces dernières semaines, Marco Rubio, sénateur de Floride, a présenté un projet de loi visant à permettre aux investisseurs de

poursuivre les entreprises qui s'écartent de la maximisation des rendements pour les actionnaires; l'ancien candidat à la présidence Mitt Romney a signé une lettre affirmant que les scores ESG "politisent" les crédits de notation de S&P; et l'ancien vice-président américain Mike Pence s'en est pris aux principes ESG en les qualifiant de "pernicieux".

Le retour du bâton

Ces personnes, ainsi que les activistes conservateurs qui obtiennent un nombre record de votes de protestation lors des assemblées annuelles, se retrouvent maintenant autour d'une nouvelle conception de l'ESG et du capitalisme des parties prenantes : le "capitalisme woke", ou capitalisme éveillé, qui considère que ces deux notions sont creuses, hypocrites et même nuisibles. Pour Vivek Ramaswamy, entrepreneur et auteur conservateur, ce retour de bâton est une réaction à laquelle il fallait s'attendre face aux excès des élites. Ce mois-ci, il a levé plus de 20 millions de dollars auprès du très libéral Peter Thiel, un investisseur du secteur de la Tech, et d'autres financeurs pour un groupe d'investissement anti-ESG. Vivek Ramaswamy a par ailleurs déclaré qu'il investirait volontiers dans les actions pétrolières et gazières que les grands gestionnaires d'actifs évitent de

plus en plus.

"Je travaille sur ce projet depuis plus de deux ans et j'ai eu l'impression d'être en pleine ascension pendant la majeure partie de cette période", explique-t-il. Preuve qu'aujourd'hui "le vent a tourné". Après la crise financière de 2008, les dirigeants du monde des affaires et de la haute finance ont été considérés comme les "méchants de la société américaine",

Lors de leurs assemblées annuelles, des chefs d'entreprise, de Goldman Sachs à Meta, ont été bousculés par des groupes d'actionnaires conservateurs au sujet de leurs dons à des ONG et associations ou de leurs politiques d'équité raciale

explique Vivek Ramaswamy, et leur désir de rétablir leur réputation a coïncidé avec la volonté des jeunes employés d'atteindre des objectifs plus poussés dans leur travail.

"Les entreprises ont saisi cette opportunité pour enseigner à cette génération que la façon de combler cet appétit est d'aller chez Ben & Jerry's et de commander une coupe de glace avec une tasse de moralité à côté", affirme-t-il, en faisant référence à la marque appartenant à Unilever qui a soutenu Black Lives Matter et s'est opposée aux colonies israéliennes dans les territoires palestiniens.

Selon lui, le danger de ce type d'activisme est qu'à mesure que les voix des entreprises se font entendre, *"un petit groupe d'élite d'entreprises efficaces"* émerge et commence à *"décider de ce qui est bon pour la société dans son ensemble"*.

Vivek Ramaswamy affirme que la lutte culturelle et politique déterminante de notre époque ne se situe pas entre la gauche et la droite, mais *"entre la classe dirigeante et le citoyen moderne. (...) C'est la réincarnation de ce qui s'est passé en 1776 en Amérique"*.

Les conservateurs dénoncent l'extension du wokisme

Alors que les sondages montrent une forte baisse de la confiance des Républicains dans les grandes entreprises, les militants de droite s'efforcent d'inverser bon nombre des changements opérés sous les bannières de l'ESG et du capitalisme des parties prenantes.

Au cours des deux derniers mois, un groupe de pression conservateur a convaincu un tribunal californien d'annuler deux lois de l'État qui auraient imposé des quotas de diversité aux conseils d'administration des entreprises. Lors de leurs assemblées annuelles, des chefs d'entreprise, de Goldman Sachs à Meta, ont été bousculés par des groupes d'actionnaires conservateurs au sujet de leurs dons à des ONG et associations ou de leurs politiques d'équité raciale. L'un de ces groupes, le Free Enterprise Project, affirme qu'il tente de sauver les entreprises américaines des *"fondements socialistes du wokisme"*.

Depuis plusieurs années, les dirigeants se sentent encouragés par la pression de leur personnel et de leurs clients (et par les sondages qui montrent que les entreprises jouissent d'une plus grande confiance que les gouvernements, les ONG ou les médias) à prendre des positions publiques sur des

sujets qu'ils auraient autrefois évités.

Cette année encore, les participants au sommet de Davos ont appris d'une enquête menée par Edelman, une société américaine de relations publiques, que la plupart des gens pensent qu'il est de la responsabilité des dirigeants de s'exprimer sur des questions telles que le changement climatique et la discrimination.

Pourtant, des études universitaires récentes montrent que le calcul derrière l'adoption de ce type de positions socialement libérales, qui s'inscrivent dans ce que l'on pourrait appeler un capitaliste "wokiste", est plus complexe.

Des engagements pas toujours rentables

"Mes recherches suggèrent que le contrecoup est plus important que le bénéfice", explique Vanessa Burbano, professeur à la Columbia Business School, qui a étudié les réactions des employés dans les entreprises ayant pris position sur les "projets de loi relatifs aux toilettes" de 2017, qui visaient à dicter les sanitaires que les personnes transgenres pouvaient utiliser.

Les CEO qui se sont positionnés ont démotivé les employés qui n'étaient pas d'accord avec eux, a-t-elle constaté, tout en ne rassemblant pas suffisamment les salariés qui les approuvaient. La prise de position sur des questions politiquement controversées, conclut-elle, est en fait *"une décision plus risquée que beaucoup de gens ne le pensent"*.

Certaines entreprises semblent déjà tenir compte de ces risques lorsqu'elles décident de se positionner politiquement. Swarnodeep Homroy, professeur associé de finance à l'université de Groningue en Hollande, a constaté que les entreprises étaient plus susceptibles de suspendre leurs dons aux membres du Parti républicain réfutant la victoire électorale de Joe Biden en 2020 si elles étaient basées dans des États où l'électorat est très polarisé. Il y avait moins de chance qu'elles le fassent, si elles risquaient, par exemple, de perdre des contrats gouvernementaux. *"Elles ont tendance à [se positionner politiquement] lorsqu'il n'y a pas de compromis entre les actionnaires et les parties prenantes",* explique Swarnodeep Homroy.

À Davos, les chefs d'entreprise américains ont évoqué leur volonté d'encourager les *"solutionneurs de problèmes"* pragmatiques du Congrès, mais l'un d'entre eux s'est plaint en privé de ne plus voir *"personne au centre"* d'un

paysage politique de plus en plus divisé.

Selon Vanessa Burbano, cette polarisation risque de transformer davantage de CEO en mandataires de leurs employés dans les batailles sociales qui passionnent le plus ces derniers. La perspective que la Cour suprême des États-Unis mette fin au droit fédéral à l'avortement, la reprise du débat sur le contrôle des armes à feu après la fusillade de masse survenue dans une école d'Uvalde, au Texas, et le désir des politiques de réveiller les électeurs à l'approche des élections de mi-mandat de novembre sont autant de signes que les échauffements politiques vont s'intensifier.

Le pouvoir des salariés de faire pression

"Les employés se rendent compte que leurs dirigeants doivent soigneusement choisir ce qu'ils vont dire et ce qu'ils vont faire, et qu'ils peuvent potentiellement influencer ce choix, un pouvoir dont ils ne disposaient pas il y a cinq ans", explique Vanessa Burbano.

Paul Polman, l'ancien patron d'Unilever, s'est fait l'écho de ce point de vue dans un récent post sur LinkedIn. *"Beaucoup ont perdu la foi en la politique pour représenter leurs opinions et assurer leur avenir. Ils se tournent plutôt vers le pouvoir des entreprises",* a-t-il observé. Ce faisant, ils ont *"de plus en plus coïncé les chefs d'entreprise entre les employés et les politiques",* a-t-il averti. Et même s'il ne doute pas du fait que les managers doivent se ranger du côté de leurs employés, il ajoute que cette foisci, les allégations de wokisme de la part des républicains sonnent différemment. *"Les couteaux sont sortis",* a-t-il écrit.

Bien qu'ils se méfient des motivations de leurs détracteurs, plusieurs défenseurs de modes de fonctionnement plus durables reconnaissent les limites de l'ESG, dont la portée est aussi ambitieuse que sa définition est ambiguë.

"La critique d'une faible mise en œuvre ou d'incohérences est de bonne guerre", ont écrit Richard Samans, de l'Organisation internationale du travail, et Jane Nelson, de la Kennedy School of Government de Harvard, sur le site internet du forum de Davos.

"Je crains vraiment qu'il ne s'agisse trop souvent que de paroles en l'air (...). L'ESG est devenue une liste de classes d'actifs à cocher", déclare Lady Lynn Forester de Rothschild, dont la Coalition pour un capitalisme inclusif réunit un groupe influent de chefs d'entreprise

soutenant un capitalisme des parties prenantes.

Pour sa part, Swarnodeep Homroy pense que les entreprises n'auront pas d'autre choix que de devenir plus responsables sur le plan environnemental, mais il estime également que leurs prises de positions sociales et politiques qui les exposent à de plus en plus d'attaques ont atteint leurs limites.

Des entrepreneurs déstabilisés

La plupart des personnes présentes à Davos étaient encore persuadées que le E d'ESG (pour environnement ndlr) représente une réelle opportunité commerciale. La nécessité de financer la transition vers des technologies à faibles émissions annonce ce que les consultants de McKinsey ont appelé *"la plus grande réallocation de capital de l'histoire de l'humanité"*. Plusieurs chefs d'entreprise pensent également que leurs prises de positions les aident à attirer et à retenir les talents.

Pour l'instant, déclare Lady Lynn Forester de Rothschild, de nombreux dirigeants se sentent déstabilisés par les attaques qu'ont suscitées leurs expérimentations d'un autre type de capitalisme, et craignent que cela se reproduise à nouveau sans qu'ils puissent le prévoir. Comme le formule Lady Lynn

Forester de Rothschild: *"On ne sait jamais quand le piano va vous tomber sur la tête quand vous marchez dans la rue"*. Ni qui va le pousser.

ANDREW EDGECLIFFE-JOHNSON

© 2022 Syndicated articles from The Financial Times Limited. All Rights Reserved. Not to be redistributed, copied or modified in anyway. Le nouvel Economiste is solely responsible for providing this translated content and the Financial Times Limited does not accept any liability for the accuracy or quality of the translation.

Paul Polman, ancien patron d'Unilever: "Beaucoup ont perdu la foi en la politique pour représenter leurs opinions et assurer leur avenir. Ils se tournent plutôt vers le pouvoir des entreprises. Ce faisant, ils ont de plus en plus coïncé les chefs d'entreprise entre les employés et les politiques"

EXPOSITION - TABLES RONDES
ATELIERS - RENDEZ-VOUS BUSINESS

SYMPOSIUM - CONFÉRENCES - WORKSHOPS -
USE CASES - RENCONTRES ONE TO ONE





#MtoM / #IoT #Embedded

- #Objets connectés
- #Réseaux (pan, Lan, LPWAN, 5G, ...)
- #Plateformes
- #DATA (Edge Computing, Big Data, IA...)
- #Cybersécurité

#Cloud Hybride

- #Open Source
- #Cybersecurity
- #Plateformes
- #Supervision
- #Stockage Cloud
- #Green IT

www.salon-iot-mtom.com

www.datacenter-cloud.com

29 et 30 juin 2022

PARIS EXPO - PORTE DE VERSAILLES

PARTENAIRES INSTITUTIONNELS



GOLD SPONSOR



SPONSOR



#SalonIoTParis1 #SalonMtoM Groupe Cloud et Datacenter Management

Crash test

Recherche compromis budgétaire désespérément

Ou comment faire voter une loi de finances sans majorité parlementaire

MÉCOMPTE PUBLICS,
FRANÇOIS ECALLE

Si la France était un pays du nord de l'Europe, Ensemble et Les Républicains signeraient un contrat de coalition et le mettraient en application sur la durée du quinquennat. Mais nous n'avons pas la culture du compromis. Ils peuvent néanmoins s'entendre au cas par cas sur des projets de lois, plus probablement sur des sujets économiques comme l'âge de la retraite.

Les lois absolument nécessaires sont en fait très rares, et on pourrait même imaginer un gouvernement intérimaire gérant les affaires courantes en utilisant son seul pouvoir réglementaire pendant de longs mois, comme ce fut le cas en Belgique (541 jours en 2010-2011). Toutefois, une loi au moins devra être votée avant la fin de l'année, la loi de finances initiale pour 2023. En l'absence d'une loi de finances, les impôts ne peuvent pas être prélevés et les comptes publics



Si le Parlement ne s'est pas prononcé sur le projet de loi de finances dans les 70 jours qui suivent son dépôt, l'article 47 alinéa 3 de la Constitution ouvre une sortie de secours pour éviter le blocage des services publics.

ne peuvent pas payer les fonctionnaires, les fournisseurs de l'État... En outre, la plupart des crédits budgétaires sont limitatifs, et il faut une loi de finances rectificative pour les majorer significativement. La loi sur le pouvoir d'achat annoncée par le gouvernement devra être accompagnée par, ou prendre la forme, d'une loi de finances rectificative. À défaut, des mesures comme le dégel

du point d'indice des fonctionnaires ne pourront pas être appliquées. Il faudra donc qu'une partie des républicains votent les projets de lois de finances, ou tout au moins s'abstiennent de voter une motion de censure si le gouvernement engage sa responsabilité sur ces projets en utilisant l'article 49 alinéa 3 de la Constitution (si la motion de censure n'est pas votée par la moitié

des membres de l'Assemblée, la loi de finances est considérée comme adoptée). Or d'une part, une loi de finances est la traduction budgétaire des priorités d'un gouvernement et de ses objectifs dans de nombreux domaines; d'autre part, Les Républicains ont fortement critiqué la politique budgétaire des gouvernements du précédent quinquennat. Il faudrait qu'Ensemble et Les Républicains fassent des concessions et trouvent un compromis, ce qui n'est pas acquis.

Sortie de secours sans précédent

Si le Parlement ne s'est pas prononcé sur le projet de loi de finances dans les 70 jours qui suivent son dépôt, l'article 47 alinéa 3 de la Constitution ouvre une sortie de secours pour éviter le blocage des services publics en précisant que "les dispositions du projet peuvent être mises en vigueur par ordonnance". Il s'agirait d'une ordonnance très particulière, sans loi d'habilitation votée par le Parlement.

Cette procédure n'a jamais été utilisée, et le Conseil constitutionnel n'a donc pas eu à préciser dans quelles conditions elle pourrait l'être, ce qui en fait une solution très incertaine sur le plan juridique. On peut enfin noter que les procédures d'adoption des lois de financement de la sécurité sociale sont calquées sur celles des lois de finances, et que leurs enjeux sont un peu moins importants dans la mesure où elles fixent seulement des objectifs de dépenses, et non des crédits limitatifs.

Le site www.fipeco.fr développe les analyses de François Ecalle.

Les lois absolument nécessaires sont en fait très rares, et on pourrait même imaginer un gouvernement intérimaire gérant les affaires courantes en utilisant son seul pouvoir réglementaire pendant de longs mois, comme ce fut le cas en Belgique

Pionniers

Il n'y a pas que les Ehpad dans la vie

L'association Villages à vivre mise sur l'intergénérationnel et entend démontrer qu'une autre voie plus féconde est possible



THÉRÈSE AVOGNON,
PRÉSIDENTE DE VILLAGES À VIVRE,
JEAN-PIERRE PATAT,
ADMINISTRATEUR *

Les récentes révélations sur les méthodes contestables de gestion de certains Ehpad (Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) ont eu une

Notre combat vise à ce que d'autres types de structures d'accueil, des structures intergénérationnelles, se créent et se développent pour les personnes qui vivent dans les Ehpad, mais n'y ont pas leur place car elles sont parfaitement saines d'esprit, mobiles ou à mobilité faiblement affectée

résonance particulière pour notre association Villages à vivre. Depuis des années, nous militons pour que change le regard porté par notre société sur les "seniors", qualifiés désormais de "fragiles". Pourtant, la plupart d'entre eux détiennent des trésors d'expérience, de compétence et d'empathie, et la retraite n'est pas à leurs yeux le "dimanche de la vie" (expression utilisée par un responsable politique), mais l'époque d'engagements dans les domaines les plus divers et les plus féconds. Cependant, cette possibilité semble être refusée à toute une population qui occupe près de 45 % des places en Ehpad et qui, ghettoisée, rayée de la société, y vit un long et destructeur "dimanche". Notre démarche n'est pas un combat contre les Ehpad, même si nous avons, avant même qu'apparaissent les polémiques à leur sujet,

dénoncé dans un ouvrage ("On est vieux... Et alors ?") les pratiques de certains d'entre eux. Elle est encore moins une mise en cause de ceux qui y travaillent, dans leur quasi totalité admirables de dévouement et de professionnalisme, mais secoués par des conditions de travail rendues très difficiles par des contraintes budgétaires qu'imposent souvent les actionnaires.

Une brèche dans la politique de la vieillesse

Notre combat vise à ce que d'autres types de structures d'accueil, des structures intergénérationnelles, se créent et se développent pour les personnes qui vivent dans les Ehpad, mais n'y ont pas leur place car elles sont parfaitement saines d'esprit, mobiles ou à mobilité faiblement affectée. On peut le constater, l'intergénérationnel se développe depuis quelques années et de nombreux sites de ce type se créent. Mais l'ambition de Villages à Vivre va au-delà de l'existence de maisons de loisirs partagés. Elle a pour objectif de faire vivre des sites ou des immeubles où séjournent des familles, des personnes âgées, mais aussi des jeunes, actifs ou devant se réinsérer dans la société. Dans ce milieu, tous ceux qui le souhaitent peuvent partager avec les autres leurs compétences, leurs talents dans les domaines les plus divers – enseignement artistique, culturel, cuisine, vie pratique, bricolage,

soutien scolaire, conférences, théâtre, soutien de jeunes en difficulté. Ce milieu, à la fois d'échanges et de liberté (car rien n'est obligatoire), est une alternative créative et socialement féconde pour les seniors qui ne souhaitent pas – ou ne peuvent pas – rester seuls chez eux. Notre démarche suscite le plus grand intérêt auprès de responsables associatifs et politiques, y compris au plus haut sommet de

On est vieux... et alors ?

Les lecteurs du nouvel Economiste qui apprécient ses chroniques "A contre-courant" le savent : Jean-Pierre Patat, directeur général honoraire de la Banque de France, écrivain en finance et en histoire, ne se paie jamais de mots. Il le prouve une nouvelle fois en mettant cette fois sa plume au service de la cause qu'il défend avec opiniâtreté, celle de la dignité des "vieux", qui passe selon lui par la reconnaissance de leur "utilité" et le refus de leur "effacement". Un plaidoyer qu'il mène dans un court et percutant essai dont le titre – "On est vieux... Et alors ?" – donne bien le ton. Partant du constat que 40 % des personnes en Ehpad n'y sont pas à leur place – une réalité dont il témoigne à travers une série de portraits poignants – Jean-Pierre Patat relate les alternatives à ces "placements". Non sans avoir démonté préalablement les préjugés à l'encontre des personnes âgées, dont la presse porte encore trop sou-

l'État. Nous souhaitons que cet intérêt se concrétise par une réorientation partielle des sommes engagées actuellement pour le social, et que s'ouvre une brèche dans la politique à l'égard de la vieillesse. La démocratie n'a de sens que si elle permet de reconnaître l'utilité sociale de chacun.

* On est vieux... Et alors ?
par Jean-Pierre Patat – 106 p 12 €
(Anovi- Maison d'édition)

vent les traces et qui ont été cruellement ravivés durant la crise du covid. Il y dresse le bilan de l'expérience de Villages à vivre, qui promeut depuis 2006 la coexistence sous un même toit de seniors et de jeunes en difficulté, partant de l'idée qu' "entre ces deux populations que la société tend à exclure peut se créer une compréhension mutuelle, voire une complicité bénéfique pour les deux". L'association s'efforce de décliner ce principe intergénérationnel déjà mis en œuvre avec succès dans une résidence hôtelière à Théoule, localité ensoleillée sur la Côte d'Azur. Un second projet d'implantation de "lieu de vie" a été tenté en Seine-et-Marne, mais celui-ci n'a pas abouti. Jean-Pierre Patat décortique lucidement les multiples raisons de cet échec, mais garde espoir de rebondir, persuadé que "les vieux méritent le mieux".

Philippe Plassart

Course à la puissance

La Chine a-t-elle encore les moyens de ses ambitions?

Le rêve de Xi Jinping de voir son pays devenir la première puissance mondiale en 2049 pourrait bien ne pas se réaliser

MAELSTRÖM MOYEN-ORIENTAL,
ARDAVAN AMIR-ASLANI

Pour la première fois depuis 1976, l'économie américaine devrait connaître une croissance plus forte (+2,8 %) que celle de la Chine (+2 %), en dépit de son taux d'inflation en constante augmentation et du risque de récession. L'année 2022 signera-t-elle la fin du miracle économique chinois? Plusieurs indicateurs économiques laissent penser que le rêve de grandeur de Xi Jinping, qui souhaite voir son pays occuper le rang de première puissance mondiale en 2049 (le centenaire de la fondation de la République

Faute de pouvoir satisfaire la promesse d'une croissance de "haute qualité", Pékin risque de ne plus pouvoir assurer sa stabilité politique et sociale, ni ses objectifs géopolitiques.

populaire de Chine), ne se réalisera pas. Après avoir longtemps cumulé plusieurs années d'insolente croissance à deux chiffres, l'économie chinoise est entrée dans une phase de déclin, accélérée par la pandémie de Covid-19 à partir de 2020, mais aussi par la politique économique désastreuse du président chinois. Faute de pouvoir satisfaire la promesse d'une croissance de "haute qualité", Pékin risque de ne plus pouvoir assurer sa stabilité politique et sociale, ni ses objectifs géopolitiques.

Longue et discrète ascension de la Chine

La longue et discrète ascension de l'économie chinoise sur la scène mondiale, initiée par Deng Xiaoping (1904-1997) qui préconisait de "cacher ses capacités et attendre son heure", a permis à la Chine d'atteindre, lors de la crise financière de 2008, ce moment où l'équilibre des puissances penchait enfin en sa faveur, tandis que l'Occident semblait consommé par ses faiblesses internes. Xi Jinping a consolidé ce positionnement en nourrissant ses discours du ressentiment chinois hérité du "siècle des humiliations" face aux nations occidentales.

Le poids économique de la Chine est alors devenu la base de son influence internationale, à la fois sur les conditions économiques et les perceptions politiques de ses nouveaux partenaires. Au cours des années 2010, les gains de cet expansionnisme économique sont venus nourrir le projet



Occupée à résoudre tous ces défis intérieurs qui mobiliseront une part croissante de ses ressources économiques, la Chine se trouvera obligée de réviser ses capacités de projection de puissance.

géostratégique phare de Pékin, les "nouvelles routes de la soie", l'outil principal de sa projection de puissance sur trois continents, ainsi que sa modernisation militaire et l'élargissement de ses engagements multilatéraux. Enfin, la croissance annuelle du PIB, largement supérieure à 6 %, est venue consolider la légitimité du Parti communiste chinois (PCC) et justifier un pacte social où les restrictions de liberté sont devenues plus nombreuses, mais aussi mieux acceptées.

La fin de l'âge d'or économique

Cet âge d'or semble aujourd'hui révolu en raison de graves faiblesses intrinsèques, à savoir un surinvestissement chronique, un endettement massif et une réduction de la main-d'œuvre, elle-même exacerbée par la réponse politique désastreuse des dirigeants chinois face à la pandémie depuis deux ans. L'absence d'un vaccin national efficace, tout comme la réticence du PCC à se fournir en vaccins occidentaux, ont imposé le confinement de la population comme unique solution pour faire face au virus, au prix évident d'une chute de la production industrielle, de la hausse du chômage, d'une fuite des capitaux et d'une dévaluation de la monnaie. Le contexte géopolitique et économique mondial actuel n'arrange rien, puisque la Banque mondiale craint un scénario de stagflation – où un ralentissement voire une stagnation

de la croissance se double d'une hausse de l'inflation – semblable à celui des années 1970, ainsi qu'une réduction de la demande mondiale pour les exportations chinoises, principale ressource financière de la Chine.

L'économie chinoise reste par ailleurs extrêmement dépendante d'approvisionnements extérieurs en énergie, céréales et autres produits de base importés, dont les cours s'envolent. Le soutien tacite de Xi Jinping à l'invasion russe en Ukraine s'avère un autre faux pas géopolitique, puisque les États-Unis et l'Union européenne représentent les deux premiers marchés de la Chine. Pékin, qui pâtit déjà des restrictions occidentales en matière de transfert de technologie, est menacé de voir toutes les grandes multinationales transférer leurs chaînes d'approvisionnement vers l'Asie du Sud-Est ou d'autres régions plus stables.

Crise économique, et bientôt politique?

Les solutions proposées par Xi Jinping, essentiellement des surinvestissements dans le domaine des infrastructures, se montrent inefficaces à enrayer ce déclin et à stimuler l'économie: elles sont en effet en partie responsables de la dette actuelle. Aussi incompréhensible que cela puisse paraître, aucune politique de soutien au pouvoir d'achat, qui permettrait de stimuler la consommation intérieure et de réduire les inégalités, n'a été mise

en place, alors que ce sont pourtant les consommateurs chinois qui ont contribué au rebond de l'économie en 2021. La peur du chômage et les pertes de revenus liées aux interminables épisodes de confinements successifs ont entamé la confiance des Chinois dans le PCC, et plus largement dans leur avenir à court terme. Ce début de crise économique risque donc d'entraîner une crise politique dont le régime se serait volontiers passé. Car face à l'inaction de Xi Jinping ou à l'échec de sa stratégie "zéro Covid", dont la pertinence est publiquement contestée, ses cadres réclament des actes décisifs pour éviter la crise financière. Alors que le 20^e Congrès national du Parti se tiendra cet automne, Xi Jinping devra faire des concessions s'il tient à conserver son mandat.

Révision à la baisse des ambitions de Xi Jinping

Occupée à résoudre tous ces défis intérieurs qui mobiliseront une part croissante de ses ressources économiques, la Chine se trouvera obligée de réviser ses capacités de projection de puissance. Ses investissements extérieurs actuels et planifiés, civils et militaires (comme ses projets spatiaux), subiront sans doute un sévère coup d'arrêt. Les prêts de développement, arc majeur des nouvelles routes de la soie en Asie et en Afrique, ont déjà chuté de 96 % ces dernières années, passant de 75 milliards de dollars en 2016 à 4 milliards

pendant la pandémie, tandis que la valeur globale du projet est passée de 255 milliards de dollars entre 2010 et 2019 à moins de 81 milliards en 2020. Entre projection de puissance extérieure et gestion de troubles sociaux qui ne manqueront pas d'arriver si l'économie vacille, le régime devra donc faire des choix. Dans un tel contexte, il est peu probable que Pékin envenime ses relations avec Washington, y compris sur la question de Taïwan. Le pire que les dirigeants chinois souhaitent éviter est en train d'advenir: avant même d'avoir véritablement commencé, la compétition de puissance qui devait l'opposer aux États-Unis voit la Chine vaincue d'avance.

Le pire que les dirigeants chinois souhaitent éviter est en train d'advenir: avant même d'avoir véritablement commencé, la compétition de puissance qui devait l'opposer aux États-Unis voit la Chine vaincue d'avance

B-to-b-to-c

Le e-commerce de détail à l'africaine

Pourquoi les start-up de biens de consommation ciblent les détaillants informels plutôt que les consommateurs finaux

Pour un œil non averti, le marché de Wakulima à Nairobi, la capitale du Kenya, est un bazar indescriptible. Des dizaines d'ouvriers au coude à coude poussent des charrettes à bras chargées de fruits et légumes à travers une marée humaine. Acheteurs et vendeurs débattent à voix haute de la qualité d'une papaye ou des mérites d'un oignon. Tout cela semble chaotique. Mais pas pour James. Le grossiste (qui a demandé que son nom ne soit pas utilisé) regarde sereinement des employés jeter des ananas hors d'un camion ouvert, tandis que d'autres rangent les fruits hérissés en une douzaine de piles en fonction du prix, des tailles et du type de jus.

Irremplaçables et multiples intermédiaires

James est l'un des nombreux intermédiaires qui permettent aux Kényans de se nourrir. Il se fournit auprès de négociants, qui ont eux-mêmes acheté les produits aux agriculteurs. Les transporteurs amènent les marchandises à Wakulima, où James les vend à des détaillants informels, qui amènent à leur tour les aliments sur des stands de rue ou dans des kiosques, où ils vendent de petites quantités aux clients. "C'est un bon business",

De nombreux consommateurs sont trop pauvres pour acheter plus de quelques articles à la fois, ou pour se rendre en grandes surfaces, ils s'en remettent donc aux vendeurs informels. Ceux-ci représentent environ 90 % des transactions de détail en Afrique.

dit-il. Ne s'inquiète-t-il pas de la concurrence? Il secoue la tête. "Évidemment, nous nous entendons sur les prix."

Les intermédiaires sont cruciaux pour le commerce à travers l'Afrique. De nombreux consommateurs sont trop pauvres pour acheter plus de quelques articles à la fois, ou pour se rendre en grandes surfaces, ils s'en remettent donc aux vendeurs informels. Ceux-ci représentent environ 90 % des transactions de détail en Afrique. Mais comme il est trop coûteux pour ces petits vendeurs de s'approvisionner directement auprès des agriculteurs ou des fabricants, ils font appel à des intermédiaires, qui achètent souvent sur les marchés de gros.

Ces chaînes d'approvisionnement permettent d'acheminer les marchandises aux quatre coins du continent. Mais des enquêtes montrent que le recours aux intermédiaires entraîne, dans le meilleur des cas, de grosses majorations, et



Sur des marchés où de nombreux clients achètent leur shampoing par petits sachets ou leur huile de cuisson par cuillerées, et vivent dans des endroits difficiles d'accès, chercher à vendre directement en ligne est une chimère.

que dans le pire des cas, les intermédiaires agissent comme des cartels, en maintenant des prix bas pour les producteurs et élevés pour les consommateurs.

Un marché inefficace pour des produits trop chers

Le côté positif de ce mode de fonctionnement inefficace est qu'il a créé des opportunités pour de jeunes entreprises d'e-commerce, qui bousculent ce schéma traditionnel.

Les recherches académiques soulignent le pouvoir qu'exercent sur le marché les intermédiaires établis. Dans un article publié en 2020, Lauren Falcao Bergquist et Michael Dinerstein, respectivement des universités du Michigan et de Chicago, ont étudié les marchés kényans du maïs. Pour tester l'étendue de la concurrence entre les commerçants qui vendent ce produit sur les marchés de gros, les chercheurs ont distribué une subvention par kilogramme vendu par les marchands. Dans un marché qui fonctionne bien, la baisse des coûts pour les vendeurs se traduit mécaniquement par une baisse des prix pour les acheteurs. Mais les intermédiaires n'ont répercuté que 22 % de la réduction des coûts.

Un article antérieur de David Atkin et Dave Donaldson, aujourd'hui tous deux au Massachusetts Institute of Technology, a examiné le coût de l'acheminement des marchandises d'un point a à un point b en Éthiopie et au Nigeria. Ils ont constaté qu'il était quatre à cinq fois plus cher que des trajets équivalents du grossiste au détaillant en Amérique, une différence qui subsistait largement après avoir contrôlé la qualité des routes. L'une des raisons de cet écart est le rôle

des intermédiaires. Les auteurs ont noté que lorsque les prix des biens concernés ont baissé sur les marchés mondiaux, la majeure partie de la différence a été captée par les intermédiaires.

Meilleures marges et prix plus bas grâce au e-commerce

"Le prix des aliments est un signe de l'efficacité des marchés", déclare Peter Njonjo, directeur général de Twiga. La société kényane d'e-commerce achète des produits frais directement aux agriculteurs et les achemine vers des entrepôts, où elle coordonne la livraison aux détaillants informels. Les vendeurs passent leurs commandes sur l'application Twiga, qui fournit à l'entreprise de nombreuses données lui permettant d'adapter l'offre à la demande. Peter Njonjo affirme que Twiga a réduit la part des produits des agriculteurs qui pourrissent, qui est passée de 40 % à 5 %. Cela signifie que les agriculteurs et les détaillants bénéficient de meilleures marges. En théorie, cette situation devrait permettre aux consommateurs de bénéficier de prix plus bas.

Twiga est l'une des nombreuses entreprises africaines d'e-commerce qui attirent des dizaines de millions de dollars de capital-risque. TradeDepot, qui opère au Ghana, au Nigeria et en Afrique du Sud, a un modèle similaire, axé sur les produits emballés. Comme l'explique Onyekachi Izukanne, son directeur général, pour des clients tels que la multinationale Unilever, "chercher à distribuer par eux-mêmes leurs produits dans des millions de petits magasins n'a économiquement pas de sens". Les grands fournisseurs se sont donc historiquement appuyés sur des intermédiaires

pour atteindre les détaillants informels. "Là où nous intervenons, c'est pour être capable d'agréger une grande partie de la demande, et de regrouper les stocks de plusieurs fournisseurs."

De la compréhension du commerce de détail africain

Le 3 mai, Wasoko, une entreprise d'e-commerce similaire présente dans six pays, est arrivée en tête d'un classement des entreprises africaines établi par le 'Financial Times' en fonction de la rapidité de la croissance de leurs revenus entre 2017 et 2020. Son patron, Daniel Yu, affirme que la croissance d'entreprises comme la sienne reflète leur compréhension du commerce de détail africain. Sur des marchés où de nombreux clients achètent leur shampoing par petits sachets ou leur huile de cuisson par cuillerées, et vivent dans des endroits difficiles d'accès, chercher à vendre directement en ligne est une chimère. Malgré tous les discours sur la montée de la classe moyenne africaine, dit-il, "la réalité est que le consommateur qui pourrait s'inscrire sur Amazon n'existe pas ici". Daniel Yu affirme que c'est la raison pour laquelle Jumia, une société d'e-commerce BtoC autrefois surnommée "l'Amazon de l'Afrique", a par exemple eu du mal à se montrer à la hauteur de l'engouement initial qu'elle a suscité. Le modèle d'e-commerce BtoB, qui a fait ses preuves dans certaines régions d'Asie et d'Amérique latine, a peut-être plus de chance de se développer en Afrique.

Si le marché de Wakulima représente l'ancienne façon de faire des affaires, la nouvelle est symbolisée par l'énorme entrepôt de Twiga à Tatu City, construit sur-mesure à 20

km au nord de Nairobi. Entre autres caractéristiques modernes, il dispose de la plus grande installation d'Afrique pour le mûrissement des bananes. Des pulvérisateurs de gaz éthylène transforment presque par magie la couleur verte des fruits en un jaune éclatant. Cette installation ne dépareillerait pas dans les pays riches, note Tim Broekhuizen, un expert néerlandais en logistique engagé par Twiga après 17 ans de gestion de chaînes d'approvisionnement en Asie. C'est le genre d'installation qui fait défaut depuis longtemps au commerce de détail africain. Et elle pourrait suffire à inquiéter même le plus serein des intermédiaires.

THE ECONOMIST

Sur des marchés où de nombreux clients achètent leur shampoing par petits sachets ou leur huile de cuisson par cuillerées, et vivent dans des endroits difficiles d'accès, chercher à vendre directement en ligne est une chimère "La réalité est que le consommateur qui pourrait s'inscrire sur Amazon n'existe pas ici".

Classement mondial

La Chine dans la course aux marques

Le leader chinois est Tencent, 5^e avec une valeur de 214 milliards \$ et Alibaba 9^e avec 170 milliards \$

QUAND LA CHINE S'EST ÉVEILLÉE,
PAUL-HENRI MOINET

L'Amérique reste l'empire des marques. La Chine compte ses champions mais ses prétendants, à l'exception de TikTok et Xiaomi, peinent à être désirables dans le reste du monde. La France est de plus en plus confinée dans son sanctuaire des icônes du luxe. On pourrait résumer ainsi les rapports de force entre les grandes puissances mondiales à la puissance de leurs marques respectives. Chaque marque a son prix, mais c'est le désir qu'elle suscite qui est sa valeur ultime: à cette aune, l'Amérique surclasse la Chine.

Moutai vaut plus que Coca-Cola, Haier plus que Mercedes et TikTok plus que Snapchat. Mais les marques chinoises, à quelques exceptions près, sont désirables parce qu'elles sont puissantes, là où les marques européennes et américaines sont puissantes parce qu'elles sont désirables.

Moutai vaut plus que Coca-Cola, Haier plus que Mercedes et TikTok plus que Snapchat. Mais les marques chinoises, à quelques exceptions près, sont désirables parce qu'elles sont puissantes, là où les marques européennes et américaines sont puissantes parce qu'elles sont désirables. Quatorze marques chinoises figurent parmi les 100 marques les plus puissantes du monde: c'est le verdict de Most Valuable Global Brands, la dernière étude Kantar BrandZ 2022.

Dans l'ordre décroissant voici les stars: Tencent (5), Alibaba (9), Moutai (14), trois places devant Coca-Cola, Meituan (51), TikTok (53), JD (60), ICBC (62), Haier (63, sept places devant Mercedes), Huawei (67), Ping An (77), KuaiShou (82), China Mobile (88), AIA Group (94), Xiaomi (97). Dans l'ensemble, les marques chinoises sont en perte de vitesse, et Baidu, Pinduoduo, Didi, la banque CCB et la plateforme d'immobilier Ke.com ont quitté le top 100 de 2021.

Six critères principaux font, selon Kantar BrandZ, la puissance d'une marque: sa performance boursière, l'expérience qu'elle propose (soit la garantie d'une expérience singulière et supérieure à travers tous ses points de contact et de rencontre avec ses acheteurs), sa fonctionnalité (soit la performance de ses produits et de ses services qui doivent rester constamment à la hauteur des exigences changeantes des consommateurs), sa praticité



Chaque marque a son prix, mais c'est le désir qu'elle suscite qui est sa valeur ultime: à cette aune l'Amérique surclasse la Chine.

(soit son impact sur la vie quotidienne), sa visibilité (soit le volume et la pertinence de ses investissements publicitaires) et sa réputation environnementale. Dans le classement mondial, le leader chinois est Tencent, 5^e avec une valeur de 214 milliards \$, et Alibaba est 7^e avec 170 milliards \$.

Doreen Wang, l'une des têtes de Kantar BrandZ, salue "l'innovation de la Chine dans le domaine des paiements, du marketing et des canaux de distribution (...) très avancée par rapport à d'autres pays", soulignant que la numérisation des marques est plus rapide en Chine qu'en Europe et aux USA. Le capitalisme

d'aujourd'hui est numérique, on le savait déjà, et les marques chinoises en sont l'un des moteurs les plus performants.

À part cela quoi de neuf?

La marque est une valeur qui crée de la valeur (ce n'est pas neuf mais cela n'a jamais été aussi vrai). Selon l'étude de Kantar BrandZ 2022, la valeur cumulée des marques a progressé de 23 % par rapport à l'année précédente et leur valeur cumulée atteint 8700 milliards \$ soit plus que la somme des PIB de la France, de l'Allemagne et de l'Italie. C'est la puissance de l'algorithme qui crée le plus de valeur

de marque: 8 marques dans le top 10 sont des marques tech. La France est devenue le sanctuaire du luxe (ce n'est pas neuf mais c'est inquiétant): Vuitton est 10^e du top 100, gagnant 11 places par rapport à 2021 (124 milliards \$, + 64 %), Hermès 27^e (80 milliards + 73 %), Chanel 45^e (63 milliards, + 13 %) et L'Oréal Paris 50^e. Nous avons raison d'être fiers mais nous aurions tort de ne pas nous inquiéter. Nos trois icônes sont des marques d'un autre siècle, créées en 1837, 1854 et 1910, et dont l'industrie du luxe a su brillamment faire des rentes plus durables que toutes les rentes pétrolières du monde. Elles sont vitales pour l'emploi,

pour notre PIB, pour notre prestige et notre attractivité, mais quelle promesse d'avenir portent-elles? En quoi peuvent-elles transformer positivement notre monde sous haute pression?

L'imaginaire du rêve américain

L'Amérique reste la marque la plus puissante du monde. Elle le doit évidemment au leadership des Gafam mais aussi beaucoup à la diversité de ses marques. Dans le top 100 cohabitent cinq familles différentes de marques: les marques mythiques qui ont construit l'imaginaire du rêve américain (McDonald's, Nike, Coca-Cola, Marlboro, Disney, Netflix, Budweiser, Starbucks, Walmart), les marques qui ont bâti l'infrastructure technologique de sa suprématie industrielle (Cisco, Oracle, IBM, Dell, ATT, Verizon), les marques qui ont partagé sa puissance financière et facilité la circulation de l'argent (Visa, Mastercard, Wells Fargo, JPMorgan, Chase, Bank of America, PayPal) et les marques pionnières de l'industrie du futur (Nvidia, Qualcomm, AMD, Intel, Tesla) créatrices des richesses d'aujourd'hui.

Le cow-boy Marlboro roule désormais en Tesla et soigne sa solitude avec Instagram: c'est ainsi que le modèle américain se réinvente sans cesse. L'avenir dure longtemps et c'est à sa capacité à le faire durer que l'on devrait évaluer la vraie puissance d'une marque. Aujourd'hui, ce sont encore les marques américaines qui le font le mieux. Ce n'est pas un hasard si elles sont 38 dans le top 50 des marques les plus puissantes du monde, et si la première s'appelle Apple.

Le cow-boy Marlboro roule désormais en Tesla et soigne sa solitude avec Instagram: c'est ainsi que le modèle américain se réinvente sans cesse

Les mérites sont ailleurs

L'ESG n'est pas une garantie de surperformance

À force de vouloir cocher toutes les cases de la RSE, on oublie la priorité à donner aux résultats de l'entreprise

La ville d'Édimbourg s'est dotée d'une nouvelle "Library of Mistakes", une bibliothèque spécialisée dans la finance destinée à nous aider à tirer les leçons des désastres du passé. Récemment, elle a organisé une série d'événements destinés à débattre de ces désastres.

L'un d'entre eux était consacré aux erreurs des gestionnaires de fonds. Plusieurs d'entre elles ont été abordées. Certains gestionnaires courageux nous ont parlé de leurs choix d'actions désastreux (Northern Rock a particulièrement été mon-

L'un des aspects les plus extraordinaires de cette idée est la rapidité et le zèle avec lesquels elle a été adoptée, bien que les données soient trop récentes pour permettre des conclusions fiables

tré du doigt). Mais la véritable erreur, largement partagée par de nombreux penseurs, a été d'adopter avec enthousiasme de nouvelles manières d'orienter l'investissement – croire en la capacité d'Internet à soutenir n'importe quelle évaluation à la fin des années 1990, ou dans les nouveaux paradigmes proposés juste avant la crise financière, par exemple.

En revanche, ce qui n'a pas été discuté, c'est l'énorme erreur que commettent les gestionnaires de fonds d'aujourd'hui: l'adhésion fervente à l'idée qu'investir selon des principes environnementaux, sociaux et de bonne gouvernance (ESG) est à la fois une bonne chose et une garantie de surperformance à long terme.

L'ESG n'est pas un bon indicateur

L'un des aspects les plus extraordinaires de cette idée est la rapidité et le zèle avec lesquels elle a été adoptée, bien que les données soient trop récentes pour permettre des conclusions fiables (l'argent n'a commencé à affluer vers les stratégies ESG en volume réel qu'en 2015). En outre, la définition de ce qui relève de l'ESG évolue sans cesse (il y a beaucoup de mouvements réglementaires, mais toujours pas de normes universelles) tout en étant rigoureusement délimitée (tout le monde crée ses propres normes et y adhère par le biais d'un strict système de cases à cocher). On frôle le non-sens.

Prenons l'exemple de Twitter. Sustainalytics permet de trouver en quelques clics pour la plupart des entreprises une évaluation ESG. Twitter est ainsi noté 19,4. Cela signifie qu'elle coche de nombreuses cases et qu'elle constitue donc un "bon" investissement. Il n'est donc pas surprenant qu'elle apparaisse dans la plupart des fonds ESG négociés en bourse.



Il n'est pas surprenant que Twitter coche de nombreuses cases et apparaisse dans la plupart des fonds ESG négociés en bourse. Mais l'agitation autour de son rachat nous rappelle que dans ce domaine, la plateforme n'a pas brillé ces dernières années. Si vous croyez vraiment à la démocratie et à l'égalité – et au S de l'ESG – voulez-vous investir dans une entreprise qui y porte atteinte ?

Mais arrêtons-nous pour réfléchir sur ce cas, juste une seconde. L'agitation autour du rachat de Twitter par Elon Musk est en grande partie alimentée par des débats autour de la liberté d'expression – et le fait que le fondateur de SpaceX se pose en défenseur de cette dernière. Une situation qui nous rappelle que dans ce domaine, la plateforme n'a pas brillé ces dernières années – pour le vérifier, il suffit d'interroger quiconque s'est écarté à un moment de ce que les modérateurs considéraient comme des opinions acceptables sur, par exemple, l'efficacité des vaccins ou l'idéologie du genre, ou encore Donald Trump.

Des cas qui nous rappellent que la liberté d'expression n'est pas seulement quelque chose de théoriquement positif, mais forme en pratique un moteur essentiel de l'égalité, de la démocratie et, peut-être, d'un capitalisme réussi. N'oublions pas, écrit Jacob Mchangama dans son livre 'Free Speech', qu'en permettant à tout un chacun de défier l'élite, "la liberté d'expression pourrait bien être le plus puissant moteur d'égalité jamais conçu par l'humanité". Si vous croyez vraiment à la démocratie et à l'égalité – et au S de l'ESG – voulez-vous investir dans une entreprise qui y porte atteinte ? Bien sûr que non.

Pas de surperformance des fonds à forte durabilité

Vous pourriez même vous demander pourquoi il n'y a pas un H pour 'droits de l'homme' dans cet acronyme (EHSG, non ?). Une question toute aussi valable pour

un bon nombre d'entreprises qui adoptent la majorité des critères de l'ESG.

Mais peut-être vous fichez-vous de faire semblant d'être bienveillant si vous êtes sûr de gagner de l'argent en cochant les cases correspondantes. Pourtant, ce n'est pas aussi simple. Les fonds perçus sur la base des critères ESG ne sont en moyenne pas très élevés en ce début 2022, en raison de la minoration des actions de croissances dans la liste des critères à remplir, une démarche dans laquelle les entreprises pétrolières et minières ne s'inscrivent définitivement pas. D'ailleurs, des chercheurs de l'Université de Chicago ont expliqué dans un article paru récemment qu'ils n'ont pu établir aucune preuve que les "fonds à forte durabilité" surperforment les fonds à faible durabilité. En réalité, ce pourrait même être le contraire: certains éléments indiquent que des entreprises mettent l'accent sur l'ESG pour couvrir leurs mauvaises performances économiques.

Cette stratégie s'est également révélée un indicateur de risque plutôt médiocre (alors qu'elle avait été présentée comme un moyen de mettre en évidence les risques futurs pour une entreprise, à la condition d'être appliquée correctement). Yves Bonzon, directeur des investissements du groupe Julius Baer, que l'auteur de ces lignes soupçonne d'être un apostat de l'ESG, note qu' "avant le déclenchement [de la guerre en Ukraine], les notes ESG

moyennes des entreprises ayant des activités importantes en Russie étaient plus élevées que celles de leurs homologues qui n'étaient pas ou peu présentes dans le pays".

Vouloir cocher des cases est contre-productif

Selon Amati Global Investors, même au mois de mars de cette année, Refinitiv, un organisme de notation ESG reconnu, attribuait à Rosneft, le groupe pétrolier russe, une note ESG nettement supérieure à celle de Serica, une entreprise de la mer du Nord qui fournit 5 % de l'approvisionnement en gaz du Royaume-Uni. Beaucoup de cases cochées. Aucune valeur ajoutée. Oups. Selon Yves Bonzon, il est peut-être temps pour les investisseurs de "comprendre que l'ESG ne vise pas à obtenir systématiquement une surperformance". Ses mérites sont ailleurs, note-t-il. "Elle peut être un outil utile aux investisseurs pour exprimer les valeurs auxquelles ils sont attachés dans leurs portefeuilles et donc tirer de leurs investissements des avantages non monétaires supplémentaires."

Cet argument ne convaincra pas non plus les observateurs réfléchis (le problème est toujours le même: savoir quoi et comment mesurer). Quoi qu'il en soit, 2022 a déjà apporté suffisamment de preuves tangibles pour enterrer l'idée que l'ESG est positif pour les investissements. Si l'on continue à investir en fonction de cet indicateur, il faudra de nombreuses nouvelles étagères dans

la bibliothèque des erreurs. Il est temps pour les investisseurs d'arrêter de vouloir cocher des cases et de commencer à réfléchir.

MERRYN SOMERSET WEBB

Il est peut-être temps pour les investisseurs de "comprendre que l'ESG ne vise pas à obtenir systématiquement une surperformance". Ses mérites sont ailleurs. "Elle peut être un outil utile aux investisseurs pour exprimer les valeurs auxquelles ils sont attachés dans leurs portefeuilles et donc tirer de leurs investissements des avantages non monétaires supplémentaires."

Interview

Aux sources du renseignement

Alain Bauer: “Il faut démythifier la figure de l’espion – mais pas trop”

Le professeur de criminologie au Cnam nous plonge dans les coulisses du renseignement, qui peuvent se révéler encore plus incroyables que la fiction

‘Le Français correct pour les nuls’, ‘L’Histoire de France pour les nuls’ ou encore ‘La Culture générale pour les nuls’, et maintenant ‘L’Espionnage pour les nuls’. Alain Bauer et Christophe Soulez font entrer l’univers du renseignement dans le phénomène de l’édition de ces 20 dernières années. Dans l’ouvrage, les deux auteurs lèvent le voile sur l’organisation des services de renseignement, leurs méthodes en France et dans le monde, hier et aujourd’hui. Le lecteur apprendra par exemple à se méfier des espions de la Sapinière travaillant pour... le Vatican. Les

SANS FILTRE,
INTERVIEW MENÉE PAR EDOUARD LAUGIER

Tout comme le crime, l’univers de l’espionnage intrigue et fascine. C’est un thème incontournable du cinéma et des séries. Comment expliquez-vous l’intérêt du public pour ces activités de l’ombre ?

Alain Bauer. L’intérêt du public pour le crime repose sur le fait divers. L’espionnage fascine les foules par le secret des missions et la capacité de ses agents à réaliser des exploits formidables. Dans les deux cas, la réalité est bien plus pragmatique et bien moins représentative que ce que le roman peut supposer. Si on enlevait le rôle du secret ou de la manipulation dans de nombreux événements internationaux, mondiaux ou même locaux, on s’ennuierait beaucoup. Je pense par exemple à l’affaire du Watergate, aux micros du Canard enchaîné, à la dépêche d’Ems [télégramme qui a servi de prétexte pour engager la guerre franco-allemande de 1870, ndlr], au Secret du Roi mis en place par Louis XV... Sans toutes ces affaires, nos médias préférés auraient eu du mal à meubler une partie importante de leur activité.

L’espionnage est au cœur de nombreux fantasmes. Quelle réalité y a-t-il derrière cet imaginaire ?

A.B. Pour l’essentiel, les espions servent à savoir, parfois à comprendre, et le cas échéant à agir. Ils permettent aux États d’être informés de ce qui se passe, et donc pas totalement aveuglés par une absence d’information ou par des fausses informations. Notre livre a pour objectif de démythifier cette figure de l’espion. Mais pas trop, car il est utile de conserver une part de mystère.

auteurs évoquent aussi les grands enjeux du moment, en particulier les cybermenaces ou la question – délicate – du contrôle des services de renseignement jalousement protégé par le pouvoir exécutif au détriment des parlementaires. À découvrir également, une série de portraits de dix vrais et faux espions. Au programme et dans le désordre : James Bond, Joséphine Baker, Mazarin ou Malotru. De quoi créer ou conforter des vocations.

‘L’Espionnage pour les nuls’ par Alain Bauer et Christophe Soulez. First Éditions.

Avec Christophe Soulez, nous avons voulu expliquer d’abord la réalité des trois cultures de l’espionnage, du contre-espionnage et de l’antiterrorisme, puis celle des trois métiers de la collecte de la donnée, de son analyse et de l’action.

Sur le premier point, les trois cultures sont assez différentes les unes des autres. En matière d’espionnage, tout est bon à prendre, on est dans le “Dyson de l’information” avec une collecte massive de renseignements par les agents. La méthode est différente pour le contre-espionnage, où tout est lent et secret. Il faut remonter des filières, gagner chaque fois un élément clé nouveau comme une boîte aux lettres, une cache ou un membre du réseau supplémentaire. Le contre-espionnage demande beaucoup de discrétion car si une seule personne se rend compte de sa surveillance, l’ensemble du réseau s’échappe en quelques heures. Il y a enfin l’antiterrorisme où tout est rapide et partagé, par exemple lorsqu’il s’agit d’empêcher un attentat.

Concernant les trois métiers du renseignement, il y a d’abord la collecte d’informations. Entre les interceptions, les écoutes, les sources libres et les réseaux sociaux, il n’y a jamais eu autant d’informations. Nous sommes noyés par les données, qu’il faut ensuite analyser. Ce qui fait particulièrement défaut en France, où nous ne savons pas faire le tri, hiérarchiser et connecter les éléments du renseignement entre eux. En général, quand on a des oreilles mais pas de cerveau, on résout le problème en créant quatre oreilles... mais toujours pas de cerveau. Donc à un moment ou à un autre, on ne sait plus exactement différencier ce qui est essentiel de ce qui est accessoire. Il y a enfin l’action des espions qui est le moment le plus secret, probablement le plus mythique, là où le courage physique démontre la capacité à manœuvrer dans un univers hostile. L’intrusion, la manipulation, les faux pavillons [actions menées en utilisant



“Entre les interceptions, les écoutes, les sources libres et les réseaux sociaux, il n’y a jamais eu autant d’informations. Nous sommes noyés par les données, qu’il faut ensuite analyser. Ce qui fait particulièrement défaut en France, où nous ne savons pas faire le tri, hiérarchiser et connecter les éléments du renseignement entre eux.”

des marques de reconnaissance de l’ennemi, ndlr] nécessitent une maîtrise, une technique qui relève de ce qu’on peut trouver de plus intéressant dans les romans d’espionnage.

Le renseignement tend à sortir de l’ombre. Les services eux-mêmes adoptent des stratégies de promotion et de communication inédites. Pour quelles raisons ?

A.B. ‘Le Bureau des légendes’ est un exemple remarquable de promotion du renseignement français. Ce dernier est confronté à un enjeu majeur de recrutement. Il doit recruter des cerveaux, en particulier des ingénieurs et des hackers. Les services ont un besoin impérieux de nouveaux profils d’agents de bonne qualité. Ils doivent aussi conserver des hommes et des femmes qui sont dans l’action et dont on parle moins, issus de l’univers militaire. La France connaît un cheminement culturel de reconnaissance de l’importance du renseignement. Le grand homme d’État français qui l’a le mieux compris est Michel Rocard. La survie d’un État passe par la qualité du renseignement et son analyse. Imaginée en 1988, la réforme du renseignement français n’a été mise en place que 20 ans plus tard par Nicolas Sarkozy, puis finalisée 10 ans plus tard par Manuel Valls et Bernard Cazeneuve.

Sur le marché mondial du renseignement, quelle place les services français occupent-ils en termes de performance ?

A.B. En termes de qualité d’outils et de technologies, nos services occupent une très bonne place, surtout la DGSE. Nous avons vécu des moments exceptionnels, comme par exemple l’affaire Farewell [qui s’est soldée par l’expulsion de 47 diplomates russes en 1983, ndlr] dont la qualité des renseignements a stupéfié nos amis américains ou britanniques. Comme beaucoup, le renseignement français a eu son moment de fétichisme technologique, qui a peu à peu pris le dessus sur la qualité du renseignement humain. Depuis 2015, il y a un immense effort de rattrapage, de remise à niveau des investissements, de requalification et de formation des agents, qui nous mène au niveau de l’élite mondiale. La France est en train de remettre en état les moyens de ses ambitions. Les résultats restent contrastés, comme on l’a vu récemment avec le remerciement du



La survie d’un État passe par la qualité du renseignement et son analyse”

directeur du renseignement militaire [en mars dernier, le général Éric Vidaud aurait été remercié à cause de “briefings insuffisants” et d’un “manque de maîtrise des sujets” autour du conflit russo-ukrainien, ndlr], même si le reproche qui lui est fait est moins individuel que collectif. Nous avons plus affaire à un défaut général d’analyse de la situation qu’à un manque de renseignements. En Ukraine, les Américains ont eu des éléments précis grâce à du renseignement humain, qui est un élément absolument essentiel longtemps négligé au bénéfice de l’électronique. Le bon renseignement, c’est un renseignement qui utilise tous les moyens, et surtout les cerveaux humains. Certes, la technologie et l’intelligence artificielle facilitent et accélèrent les processus, mais le renseignement doit d’abord reposer sur des hommes et des femmes formés à ces activités. D’ailleurs, les États l’ont compris car nous passons du fétichisme technologique au réinvestissement dans les agents de terrain.

Dans votre ouvrage, vous proposez dix portraits d’espions célèbres, réels et de fiction. Quels sont vos préférés ?

A.B. Chez les espions de fiction, mon préféré est Joseph Turner, dans ‘Les Trois jours du Condor’ [film de Sydney Polack sorti en 1975, ndlr]. Il est la représentation de ce que peut être un espion en grande difficulté. Pour ce qui est des vrais espions, je dirais Joséphine Baker, qui fut une femme absolument remarquable par son courage et sa détermination. Elle a fait beaucoup pour la réussite des alliés alors qu’elle n’avait pas été formée aux métiers du renseignement.



Réindustrialisation et plan de relance

Pas d'industrie sans logistique

La politique de relocalisation industrielle est en route, reste à lever les obstacles à l'implantation des indispensables entrepôts à proximité des nouvelles usines

Pas d'industrie sans logistique. Friches, zones d'activités, etc., plusieurs réflexions ont cours pour faciliter l'implantation de nouveaux sites industriels en France. Selon les

acteurs du secteur, la démarche doit s'accompagner d'une réflexion sur la logistique pour faciliter l'approvisionnement en matières premières en amont et la distribution des

produits en aval. Principaux freins avancés: le manque de foncier, la longueur des procédures d'autorisation et l'acceptabilité des collectivités et des populations.

Pour soutenir l'économie, à la suite de la pandémie, le gouvernement français a engagé un plan de relance de 100 milliards d'euros, dont un tiers consacré à l'industrie. Un engagement suivi d'un second dispositif, "France 2030", doté de 30 milliards d'euros déployés sur 5 ans et qui vise à développer des filières d'avenir, dans une logique de co-investissement avec le privé. La France est à la traîne: l'industrie ne représente que 10,1 % du PIB (chiffres 2019) contre 16 % du PIB en moyenne pour l'Europe. Or, la crise sanitaire a montré les limites d'une trop forte dépendance aux produits étrangers et les risques de pénurie. La démarche est observée avec intérêt par les acteurs de la

logistique. "Cette réindustrialisation est une bonne chose pour la filière logistique car sans logistique, pas de réindustrialisation ni d'économie. Pour fonctionner, l'industrie a besoin en effet d'acheter et de

"Pour fonctionner, l'industrie a besoin d'acheter et de stocker des matières premières, de les transformer et ensuite d'entreposer les produits manufacturés"

stocker des matières premières, de les transformer et ensuite d'entreposer les produits manufacturés", rappelle Vincent Sadé, directeur Leasing & Capital Deployment France de Prologis, spécialiste de

l'immobilier logistique. L'actualité pousse à la croissance de la logistique. "Le Covid-19 et la guerre en Ukraine ont modifié les chaînes d'approvisionnement. Les retailers, les acteurs de l'e-commerce et les industriels ont aussi besoin de stocker davantage pour mieux maîtriser leurs flux", ajoute le responsable. Pour Alexis Bouteiller, directeur logistique France de Cushman & Wakefield, spécialiste de l'immobilier d'entreprise, c'est cette logique qui prévaut aujourd'hui: "les entreprises fonctionnent de moins en moins dans le juste-à-temps et cherchent à constituer des stocks stratégiques. Ainsi, nous pouvons aujourd'hui parler de réindustrialisation, plutôt que de relocalisation d'entreprises en France".

Faciliter l'accès au foncier

La demande en logistique augmente, selon Claude Samson, le président de l'association Afilog, qui réunit les acteurs de l'immobilier logistique et de la supply chain: "en 2021, les mètres carrés transactés pour la logistique ont connu une hausse de plus de 100 %. Plusieurs opérations ont été annoncées et représentent 500 000 m² de logistique". Le groupe Seb, qui fabrique des produits électroménagers, a ainsi prévu d'ouvrir au printemps 2023 un entrepôt de 100 000 m² dans le nord à Bully-les-Mines (Pas-de-Calais), dans le parc d'activités de l'Alouette. Le groupe industriel Safran, spécialisé dans l'aéronautique, l'espace et la défense, va notamment bénéficier d'un nouvel entrepôt



"Le covid et la guerre en Ukraine ont modifié les chaînes d'approvisionnement. Les retailers, les acteurs de l'e-commerce et les industriels ont aussi besoin de stocker davantage pour mieux maîtriser leurs flux." Vincent Sadé, Prologis Europe Sud.



“Le gouvernement a lancé des conférences régionales de la logistique, qui ont pour objectif de définir quelles seront les zones qui pourront être affectées à la logistique et quelles seront les friches qui pourront être réutilisées.”
Claude Samson, Afilog.

de 31 000 m² à Boisseaux (Loiret), sur un site bien desservi par les axes routiers.

Autre exemple: les giga factories créées dans la région des Hauts-de-France, pour produire des batteries électriques pour l'industrie automobile. “Nous voyons des demandes croissantes de bâtiments logistiques situés à proximité, de la part de fournisseurs pour les alimenter en matières premières, et de la part d'industriels dans le but de stocker les produits manufacturés”, note Vincent Sadé.

Reste qu'il n'est pas toujours simple de construire un nouvel entrepôt. Il faut disposer d'espaces. “Nous avons globalement, en matière logistique, un vrai problème de foncier, en raison de la politique du zéro artificialisation

nette et, dans un certain nombre de territoires, nous commençons à manquer de terrain”, constate Claude Samson. La loi Climat et Résilience, promulguée le 22 août 2021, a fixé à 2050 l'objectif de ne plus consommer d'espaces naturels. Une étape a été fixée: d'ici à 2031, le rythme de consommation d'espaces devra être réduit de moitié.

Les acteurs de la logistique font face également à une certaine réticence sur le terrain. “Les élus locaux sont plus favorables aux projets industriels qu'à ceux de la logistique, mais les populations ne sont pas forcément favorables à l'implantation de nouvelles usines ou entrepôts”, rappelle Christelle Bastard, directrice des études de Cushman & Wakefield. Une politique industrielle crédible doit tenir compte de la réalité et de ces difficultés à faire implanter un projet à un niveau local. Les réglementations environnementales et sanitaires sont par ailleurs très protectrices quant aux installations.” Pour répondre au problème de foncier, la construction de bâtiments à étages est également une piste. “Nos clients souhaitent se rapprocher des villes. À ce stade, il s'agit de demandes d'acteurs de la distribution, mais une industrie aura aussi besoin de se rapprocher de ses clients pour pouvoir livrer ses produits”, rappelle Vincent Sadé. En France, il y en a encore très peu pour l'instant.” C'est le cas, par exemple, sur le port de Gennevilliers (Hauts-de-Seine) avec Paris Air2 Logistique, qui culmine à 20 mètres de haut sur deux étages. La plateforme accueille, depuis trois ans, des

acteurs du commerce comme Leroy Merlin et Ikea.

Réduire les délais d'instruction et de construction

Des réflexions ont déjà commencé chez les acteurs de la logistique. Parmi les solutions envisageables, Claude Samson évoque le fonds pour le recyclage des friches, qui doit permettre d'investir des terrains déjà artificialisés. “Le gouvernement a lancé des conférences régionales de la logistique, dont une en Bourgogne Franche-Comté en décembre dernier, et une seconde en Ile-de-France.

Pour pallier le manque de foncier, une des solutions envisageables est le fonds pour le recyclage des friches, qui doit permettre d'investir des terrains déjà artificialisés

Elles ont pour objectif de définir quelles seront les zones qui pourront être affectées à la logistique et quelles seront les friches qui pourront être réutilisées”, indique le président d'Afilog.

Ces zones doivent répondre à des conditions précises. “Le choix de l'implantation doit se faire selon différents critères: le bassin d'emploi, la situation géographique et la desserte. Les terrains à vocation industrielle et logistique sont les mêmes: il faut desservir des axes de transport majeurs, avec une sortie vers une autoroute nationale qui ne perturbe pas les zones d'habitat”, indique Laurent Sabatucci, directeur associé fondateur de la société de conseil en immobilier logistique EOL. “Il faut aussi sanctuariser des ZAC à vocation industrielle et logistique. Les deux

activités doivent cohabiter car industrie et logistique forment une chaîne globale. Dans ces zones, les procédures pourraient être simplifiées et les recours possibles limités”, ajoute le responsable d'EOL, qui milite aussi pour la réindustrialisation au sein de l'association Origine France Garantie. C'est le modèle développé par le gouvernement de “sites clés en main”. Les procédures relatives à l'urbanisme, à l'archéologie préventive et à l'environnement y ont été anticipées, afin de permettre l'instruction des autorisations nécessaires à l'implantation d'une nouvelle activité industrielle dans des délais “maîtrisés”. Selon le ministère de l'Économie, qui a identifié à ce jour plus d'une centaine de sites, ils peuvent aussi accueillir des activités logistiques.

Redorer l'image de la logistique

Il faut aussi positiver l'image de la logistique. “Aujourd'hui, nombre de communes nous répondent que nous allons installer une grosse boîte à chaussures au milieu des champs et créer des nuisances en raison de la circulation de camions”, explique Claude Samson (Afilog). Nous travaillons pour montrer que



“Il faut sanctuariser des ZAC à vocation industrielle et logistique. Les deux activités doivent cohabiter car industrie et logistique forment une chaîne globale.”
Laurent Sabatucci, EOL.

les constructeurs ont réalisé des efforts afin que les bâtiments logistiques soient plus acceptables esthétiquement.” Une charte signée avec le gouvernement par 60 membres de l'Afilog prévoit 50 % de panneaux photovoltaïques sur les entrepôts (au lieu des 30 % fixés par la loi), un accent mis sur la biodiversité avec l'intégration de refuges pour la faune ou encore de haies. “Quant aux véhicules de livraison, ce n'est pas l'entrepôt qui crée le flux, indique Claude Samson. Il a au contraire pour rôle de l'optimiser.” ■

ANNE THIRIET

La guerre en Ukraine malmène le secteur du BTP

“Les entreprises sont dans l'incertitude. Comment signer des contrats fermes sans savoir quel sera le coût des matériaux dans 18 à 24 mois?”

La guerre en Ukraine bouleverse le secteur du BTP. Les constructeurs d'entrepôts manquent notamment d'alternatives à l'acier, dont le prix qui augmente fragilise les projets. Le manque de matières premières se fait également sentir. “Il s'agit d'une problématique à double titre pour nos membres. Elle concerne d'abord les contrats qui ont été signés pour la construction d'un bâtiment il y a un an ou un an et demi. Les chantiers sont en cours mais se heurtent au manque de matériaux. Les constructeurs ne peuvent donc plus respecter les délais qui ont été négociés”, détaille Claude Samson, président de l'Afilog, association qui regroupe professionnels de l'immobilier logistique et acteurs de la supply chain. Résultat: ils doivent faire face à des pénalités de retard, qui sont en général incluses dans les contrats. La situation impacte aussi les

prestataires qui interviennent sur ces chantiers dont le coût de production augmente, notamment avec la hausse du coût de l'énergie. Pour les amortir, ces derniers demandent aux constructeurs de revoir à la hausse le montant de leurs prestations. Reste que les constructeurs ne peuvent, quant à eux, répercuter ces évolutions de prix auprès de leurs clients. “Cette situation complique également la négociation actuelle de contrats. Les entreprises sont dans l'incertitude totale. Comment signer des contrats fermes sans savoir quel sera le coût des matériaux dans 18 à 24 mois? interroge Claude Samson. C'est un sujet que nous avons souligné auprès des pouvoirs publics.” Vincent Sadé, directeur Leasing & Capital Deployment France de Prologis, fait le même constat même s'il assure que la situation ne remet pas en cause le besoin grandissant de logistique. “Nous arrivons à maîtriser les coûts de construction grâce à notre empreinte nationale”, indique-t-il. Le Covid-19 a déjà accéléré le besoin d'augmenter le stockage pour faire face à la pénurie de produits. Aujourd'hui, nous ne connaissons pas l'impact de la guerre en Ukraine car nous ne savons pas quelle sera la durée du conflit. Mais cela ne modifiera pas la demande de logistique.” ■

À Moissy-Cramayel, une plateforme logistique carbone neutre sur une ancienne friche

Sur le chantier, l'utilisation de matériaux biosourcés ou recyclés a été privilégiée, les besoins en eau potable ont été réduits et les toitures sont recouvertes de panneaux solaires

Prologis Europe Sud a inauguré, en octobre 2021, une plateforme logistique dite “carbone neutre” à Moissy-Cramayel en Seine-et-Marne, au sein du Prologis Park Moissy 2 Les Chevrons. Elle est située sur une ancienne friche industrielle, occupée précédemment par PSA Peugeot et qui a été réhabilitée en 2011 par le

spécialiste de l'immobilier logistique. Quant à la plateforme de 100 000 m² destinée au stockage des produits secs de Monoprix, un important acteur de la distribution alimentaire, elle doit servir de modèle aux futurs projets d'entrepôts, y compris ceux destinés au secteur industriel. “Nous nous sommes engagés dans une démarche environnementale depuis une dizaine d'années. Nous sommes allés plus loin que le demande la réglementation en réduisant 80 % des émissions carbone sur toutes les étapes du cycle de vie de la plateforme, de sa construction à son exploitation. Les 20 % restants ont été compensés par des opérations de reforestation, réalisées notamment en France”, indique Vincent Sadé, directeur Leasing & Capital Deployment France de Prologis. Sur le chantier, l'utilisation de matériaux biosourcés ou

recyclés (notamment du bois dans la structure) a été privilégiée dans la construction. Les besoins en eau potable ont été réduits de 50 % en installant systématiquement des récupérateurs de pluie pour les espaces verts et les sanitaires; 36 000 m² de toiture sont recouverts par des panneaux solaires, qui doivent produire 1,5 GWh d'électricité par an. Au quotidien, cette autoproduction d'énergie couvrira 25 % de la consommation du site. La plateforme a également servi de laboratoire grandeur nature. Exemple avec le système de chaleur par géothermie, développé par la greentech Accenta, qui vise “à stocker dans le sol de l'énergie calorifique d'une saison à l'autre et à la restituer à l'aide de pompes à chaleur pilotées par une application basée sur l'intelligence artificielle”, détaille Prologis. ■

Chiffres clés

La logistique représente 10 % du PIB national, 200 Mds€ de chiffre d'affaires et 1,8 million d'emplois.

En France métropolitaine, 4 054 entrepôts ou plateformes logistiques (EPL) de plus de 5 000 m² sont recensés, soit 76 millions de m² en 2016

La surface moyenne de ces EPL est de 18 600 m², leur taille peut varier fortement. La moitié mesure moins de 1 300 m², tandis que les plus grands dépassent les 100 000 m².

Source: ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, novembre 2021.



Numérique durable

Datacenters, les antidotes à la surchauffe

Réduire les consommations ne suffit pas, valoriser les calories produites semble la piste d'avenir

Optimiser le refroidissement des installations et lutter contre l'obsolescence du matériel informatique des centres de données,

voilà les deux pistes principalement privilégiées par les acteurs du secteur. Pour son image et pour la planète, il faut parvenir à

consommer moins tout en hébergeant plus, puisque les clients sont toujours plus gourmands en matière de données.

Cloud, échanges de mails, vidéos téléchargées ou en streaming, transactions bancaires et financières, création numérique, recherche scientifique, dématérialisation comptable, administrative... notre quotidien personnel comme professionnel se numérise à vitesse grand V. Au centre de cette numérisation, les data centers, ces "usines du XXI^e siècle" dont la consommation énergétique (ou énergivore) rivalise avec celle des pays les plus peuplés du monde (États-Unis et Chine). Le secteur numérique consommait déjà 7 % de l'électricité mondiale en 2013, soit la puissance de 210 réacteurs nucléaires pendant un an (pour sa phase de production et de consommation). Dans le Grand Paris, la psychose d'un déséquilibre énergétique est

bien présente avec les 127 datacenters qui turbinent en Ile-de-France. "La direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie (Drie) a réalisé une étude sur les nouvelles consommations du Grand Paris, qui annonçait un appel de puissance supplémen-

Le secteur numérique consommait déjà 7 % de l'électricité mondiale en 2013, soit la puissance de 210 réacteurs nucléaires pendant un an

taire de 4000 MW (...) dont 1000 MW pour les datacenters. Dans cette étude, ils représentent un quart des besoins électriques supplémentaires à horizon 2030", expliquent Fanny

Lopez, maîtresse de conférences à l'Université Gustave Eiffel, et Cécile Diguët, urbaniste à l'Institut Paris Région, toutes deux autrices du rapport de l'Ademe sur l'impact énergétique et spatiale des datacenters en 2019.

Les datacenters ont besoin de sécuriser leur alimentation mais pour Fabrice Coquio, président d'Interxion France, l'un des principaux propriétaires de data centers dans le monde, il n'y aurait rien à craindre: "à la Courneuve, notre datacenter Interxion Paris 7 est équipé pour livrer 32 MW de capacité à nos clients. La consommation dépend du taux de remplissage des baies par ces derniers. Nous n'utilisons pas ces 32 MW en permanence évidemment. Mais tous les acteurs de datacenters contractent la capacité totale d'électricité d'un bâtiment.

Nous payons pour cela", affirme-t-il, en ajoutant sa formule consacrée: "le meilleur kilowattheure est celui qu'on ne consomme pas".

La filière du numérique tente d'atteindre une meilleure efficacité énergétique et y parvient en partie. En la matière, "la meilleure chose est de fermer les anciennes salles de serveurs peu efficaces et d'aller vers de nouvelles infrastructures, en répondant aux obligations techniques en matière de démantèlement", poursuit Fabrice Coquio.

Par ailleurs, la plupart des acteurs du secteur misent sur des salles de serveurs partagées afin de mutualiser les coûts énergétiques. C'est également un service clé des opérateurs de datacenters. Des collectivités comme la ville de Paris mutualisent leurs centres de données propriétaires avec d'autres



"La meilleure chose est de fermer les anciennes salles de serveurs peu efficaces et d'aller vers de nouvelles infrastructures, en répondant aux obligations techniques en matière de démantèlement." Fabrice Coquio, Interxion



“Les modèles de rentabilité économique des projets divergent entre les promoteurs de datacenters et la contractualisation pour les réseaux de chaleur, contraints à des engagements sur des durées de 25 à 30 ans.” Cécile Diguët, Institut Paris Région.

organismes, alors que le département de l’Ardèche et son acteur Numérian proposent en milieu rural des services similaires à diverses collectivités ou syndicats mixtes.

Inévitable effet rebond

Cependant, l’effet rebond, c’est-à-dire l’augmentation de consommation liée à la réduction des limites à l’utilisation d’une technologie, ne permet pas une réelle résilience, encore très difficile à mesurer. “En moyenne, nos clients augmentent leur consommation [demande de capacités d’hébergement, stockage de données, interconnexions, ndr] de 5 % par an”, indique encore Fabrice Coquio. “Même si le secteur profite de l’avancement des technologies pour diminuer sa consommation, l’effet rebond veut

que de plus en plus de stockages d’applications, des mises à jour, de plus en plus de données viennent annuler ou ralentir les économies réalisées”, commente Quentin Laurens de Qarnot, fournisseur de calculs informatiques valorisés en chaleur pour l’habitat (voir encadré).

Cette tendance est confirmée par Guillaume Houssack, responsable de maintenance des deux datacenters gérés par Ikoula dans la Marne et dans l’Aisne: “nous réalisons des économies d’énergie mais il y a de plus en plus de machines en salle qui les absorbent”. Les efforts produits sont pourtant de taille dans les différentes phases d’exploitation des centres de données. Ikoula multiplie les mesures: équipements en nouveaux serveurs performants pour une consommation énergétique plus basse, énergie renouvelable pour alimenter les sites, mobilisation des salariés (covoiturage entre les sites encouragé via un calendrier commun) et allongement de la durée de vie du matériel. “Nous recyclons et remettons en route notre parc de serveurs pour les faire durer sept ans en moyenne, au lieu de trois ou quatre habituellement. Après un premier cycle d’utilisation, ils sont reconditionnés et ne sont pas moins performants bien qu’ils soient moins récents. Le client qui fait ce choix de matériel paiera l’hébergement jusqu’à 30 % moins cher. Dans un datacenter, c’est une fausse idée que de penser que remplacer l’ancien par du nouveau permet de jouer sur son empreinte carbone”, poursuit-il.

Chaleur sous surveillance

Mais le chantier du développement durable et de l’éco-conception des datacenters se concentre

sur le principal poste de dépenses (financières et énergétiques): la gestion de la chaleur engendrée par des milliers de serveurs fonctionnant dans des espaces confinés, ultra-sécurisés et sans arrêt. L’utilisation des ressources naturelles disponibles comme l’eau froide dans les fjords scandinaves ou l’air extérieur est devenu habituel pour réguler cette “chaleur fatale”. À Marseille, Interxion a

Neutral-IT installe ses serveurs dans les salles de chaufferie des bâtiments d’habitation. Les serveurs sont plongés dans un liquide caloporteur (une huile minérale) qui en récupère la totalité des calories et permet de préchauffer l’eau dans le ballon.

noué un partenariat avec les collectivités locales pour détourner une eau impropre à la consommation pour refroidir ces circuits. “Les calories produites sont massives lors du refroidissement”, explique Fabrice Coquio, qui s’est associé à Dalkia pour la réutilisation de celles-ci et l’alimentation dès mai prochain des logements du nouveau quartier Euroméditerranée. “Ce seront des calories d’appoint au système de chaufferie existant.” L’eau, au lieu d’être froide avant d’être chauffée par la chaudière, arrivera à 28°, réduisant le besoin en électricité pour mener l’eau sanitaire à 65°. Si le projet semble prometteur, Fanny Lopez et Cécile Diguët émettent cependant de grosses réserves quant à une possible solidarité

énergétique du numérique: “les modèles de rentabilité économique, les intérêts et les temporalités de projets divergent entre les promoteurs de datacenters, qui engagent des retours sur investissements sur des périodes très courtes (entre 2 et 5 ans), et la contractualisation pour les réseaux de chaleur, contraints à des engagements sur des durées de 25 à 30 ans. Il faut fortement anticiper ce genre de projet, et mettre autour de la table tous les acteurs”. Cela n’empêche pas de nouveaux acteurs de surfer sur cette vague de l’économie circulaire.

Des chaudières numériques

Christophe Perron, ingénieur en électricité et fondateur de Stimergy, qui devient Neutral-IT en 2020, a aussi imaginé de récupérer la chaleur fatale d’une manière originale. D’abord hébergeur, Neutral-IT installe ses serveurs dans les salles de chaufferie des bâtiments d’habitation. Les serveurs sont plongés dans un liquide caloporteur (une huile minérale) qui en récupère la totalité des calories et permet de préchauffer l’eau dans le ballon. Le bâtiment bénéficie des calories apportées par les serveurs pour réduire sa consommation d’énergie carbonée nécessaire

pour atteindre une eau à 60° à distribuer dans les appartements. Plus les besoins sont importants, plus on installera de “chaudières numériques” dans un bâtiment, indique Christophe Perron, “nos clients en hébergement de données recherchent une solution décarbonée. C’est leur principal critère d’adoption de cette solution”. Cette technologie utilise une huile utile dix ans pouvant être réutilisée dans d’autres secteurs industriels. À l’avenir, le numérique devra davantage s’intégrer dans la planification urbaine en concertation avec tous les acteurs de la ville (ou métropole) pour être durable, autant qu’il puisse l’être. Fanny Lopez et Cécile Diguët prennent Stockholm en exemple: “le programme Stockholm data parks a choisi de spécialiser quatre sites dans l’accueil de datacenters de plus de 5 MW, afin de contrôler leur expansion en leur offrant: une électricité renouvelable à des tarifs négociés, la connexion à la fibre, des démarches rapides et accompagnées (autorisations) et l’utilisation gratuite du réseau de froid de la ville quand le datacenter est chargé à plus de 10 MW. En échange, ceux-ci contribuent au système énergétique local via des équipements mutualisés de récupération de chaleur, également mis à disposition”. En la matière, la coopération en bonne intelligence semble la voie à suivre. ■

SANDRINE LANA

Chiffres clés

Au cours de leur cycle de vie, les datacenters représentent seulement 25 % des émissions de gaz à effet de serre du secteur numérique, le reste étant imputable aux terminaux utilisateurs comme les ordinateurs, les smartphones ou les tablettes (47 %), et aux réseaux de télécommunication (28 %)

Source: France Data Center et GreenIT.fr



“Dans un datacenter, c’est une fausse idée que de penser que remplacer l’ancien par du nouveau permet de jouer sur son empreinte carbone.” Guillaume Houssack, Ikoula

Interxion recycle un ancien bunker allemand sur le port de Marseille

Intérêt non négligeable: les câbles de fibre optique sous-marins qui arrivent à proximité. Ils assurent la route du web à travers le monde et font de Marseille un “hub”, un centre névralgique numérique

Interxion, le géant du numérique et des datacenters, devient locataire du Grand port maritime de Marseille (GPMM) en investissant 150 millions d’euros dans la rénovation de Martha, un bunker de plus de 250 m. de long construit par l’Allemagne nazie comme chantier naval à sous-marins sur la Méditerranée, et jamais terminé. Un monstre de béton dont, dit-on, le GPMM ne savait que faire, tellement les coûts de démolition étaient élevés.

Pour Interxion, sa localisation est stratégique: “le bâtiment se situe à proximité de nos deux autres datacenters. Nous avons besoin

de répartir nos données sur différents sites par mesures de sécurité. C’était l’emplacement idéal à Marseille”, explique Fabrice Coquio, président d’Interxion France.

Autre intérêt non négligeable: les câbles de fibre optique sous-marins qui arrivent à proximité. Ils assurent la route du web à travers le monde et font de Marseille un “hub”, un centre névralgique numérique. Quatorze câbles (et bientôt vingt) font ainsi de Marseille un lieu incontournable reliant l’Europe à l’Afrique et à l’Asie. En outre, une nouvelle base d’atterrissage des câbles est en construction à proximité. Au total, ce sont 4,5 milliards d’utilisateurs mobiles, selon Interxion, qui seront atteignables en quelques millisecondes. Autant d’arguments qui attirent les grandes plateformes de cloud, de digital média ou de gaming mondiales.

Interxion s’est engagé dans un devoir de mémoire lors de la mise à disposition du lieu. Les murs du bunker sont incrustés des stigmates de la guerre où des soldats allemands ont été emprisonnés: poèmes, états d’âme, dessins de la campagne allemande. Ils seront préservés et laissés visibles. ■

Des radiateurs-ordinateurs qui chauffent votre logement

Les processeurs nécessaires aux calculs génèrent une chaleur pouvant atteindre 80°, autant de calories à réutiliser

Fondée en 2010, Qarnot propose de réutiliser la chaleur fatale, celle qui se perd dans le fonctionnement des serveurs, et de la redistribuer au sein d’habitations via des “radiateurs numériques”. Le principe: imaginez, chez vous, au mur, une calculatrice, plutôt design dans son habillage bois; et celle-ci génère la chaleur

qu’il vous faut pour être à l’aise dans votre logement. Car Qarnot fournit du calcul informatique à de grandes banques (analyse de risque), des studios d’animation 3D, à des acteurs de la recherche scientifique. Pour cela, l’entreprise n’a pas investi dans une infrastructure unique de type datacenter, mais elle fait le choix de fragmenter ses calculs. “Ils sont distribués là où on a installé des radiateurs ordinateurs”, explique Quentin Laurens, développeur. Les calculs sont bien entendus chiffrés (sans mauvais jeu de mot) et envoyés de manière aléatoire depuis la tour de contrôle de la société basée à Montrouge. Alors, peut-on aujourd’hui hacker un radiateur? Cocasse, mais la réponse est non. “Si nous étions défailants, ce serait tout notre business model qui s’écroulerait... nos clients n’hésitent pas à nous auditer pour vérifier notre

méthode.” Avec cinq millions de foyers français en précarité énergétique, c’est une idée vertueuse pour valoriser cette chaleur de toute façon produite. “Nous supprimons le refroidissement au profit de la dissipation de la chaleur. Une fois le coût de l’installation assumée par l’acheteur, la facture d’électricité est réglée par Qarnot. Les processeurs nécessaires aux calculs génèrent une chaleur pouvant atteindre 80°, autant de calories à réutiliser” poursuit Quentin Laurens. “Dans notre quotidien, certains calculs sont obligatoires, notre approche est de proposer une alternative plus écologique [au refroidissement, NDLR]: pas de préemption du foncier ou de nouvelle artificialisation des sols, pas de nouvelle saturation des réseaux électriques, problématique dans certains territoires.” ■



Philanthropie encadrée

Fondations abritées, atouts et limites

Attractives par le modèle qu'elles proposent, elles restent gouvernées par la fondation abritante

Les fondations abritées, sous égide d'une fondation reconnue d'utilité publique abritante, semblent avoir le vent en poupe, selon les données fournies par la Fondation

de France. Le modèle permet à un particulier, une famille ou une entreprise de mettre en œuvre son projet d'intérêt général en bénéficiant d'une solidité juridique

et administrative, et en déléguant la partie opérationnelle. Encore faut-il que le projet respecte l'objet de la fondation abritante, qui dispose d'un droit de regard et de veto.

Sil n'existe pas de données officielles des pouvoirs publics sur le sujet, la Fondation de France indique que le nombre de fondations abritées a triplé depuis vingt ans, passant de 571 en 2001 à 1589 en 2021*. "L'évolution du nombre de fondations abritées s'explique d'une part par la volonté grandissante des particuliers de s'engager pour l'intérêt général. À l'origine de la démarche, on trouve notamment le désir de construire une aventure commune et intergénérationnelle autour des liens familiaux. D'autre part, de plus en plus d'entreprises, sensibles aux valeurs de responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE) ou désireuses de pérenniser les aides lancées face à l'urgence de la crise sanitaire, s'engagent en philanthropie en créant une fondation", note l'Observatoire de la philanthropie. Le baromètre annuel de la philanthropie 2022 montre à quel point l'engagement pour l'intérêt général est en progression constante et qu'il résiste au contexte de crise: le nombre de fondations et fonds de

dotations a continué à progresser de 6 % par rapport à 2020, une croissance portée avant tout par le développement des fondations abritées et des fonds de dotation, qui représentent les trois quarts des structures philanthropiques en France.

Placée sous l'égide d'un organisme abritant reconnu d'utilité publique, la fondation abritée bénéficie des avantages et du statut de la fondation abritante, et notamment de son image, de son label et de sa crédibilité

"Les fondations abritées ont le vent en poupe et contribuent, avec l'essor des fonds de dotation, à la forte progression du nombre des fonds et fondations en France", démontre Jean-Marc Pautras, délégué général du Centre français des fonds et fondations (CFF). En atteste par exemple l'accueil en 2021 par la Fondation de France de 46 nouvelles fondations abritées. Stéphane Couchoux, avocat, directeur associé du cabinet

juridique Fidal et responsable national du secteur "Fondations, Mécénat & Entreprises", nuance toutefois leur essor: "si le modèle connaît un certain engouement et se montre attractif, son succès est à relativiser, notamment par rapport à la croissance exceptionnelle des fonds de dotation". Le principe de la fondation abritée? Celle-ci est placée sous l'égide d'une fondation abritante reconnue d'utilité publique. Cela lui permet de bénéficier des avantages et du statut de la fondation abritante ainsi que de sa capacité à recevoir tout type de dons et legs éligibles à la défiscalisation (IS, IR et IFI). Elle bénéficie aussi de son image, de son label et de sa crédibilité. Autre atout de taille de ce véhicule juridique, la fondation abritée sécurise sa démarche en s'assurant d'appliquer les dernières réglementations en vigueur. "Elle vient chercher de la sécurité sur la conformité, la réglementation sur le mécénat étant très complexe et fluctuante. La fondation abritante garantit que l'ensemble des actions entreprises par la fondation abritée sera bien conforme au mécénat", précise Sabine de Soyres,

responsable développement des fondations et des legs à la Fondation de France.

Sourcing et suivi des comptes

De façon pragmatique, la démarche pour créer une fondation abritée est assez simple et rapide – il faut compter entre trois et six mois. Techniquement, l'abritante va accompagner le futur fondateur dans la définition de son projet: l'impact qu'il souhaite avoir au titre de sa philanthropie, la gouvernance envisagée et le périmètre de ses actions. Puis il s'agira simplement de signer une convention de création de fondation avec la fondation abritante. Cette étape dépend de l'accord définitif de la fondation abritante à accueillir le projet. Dans le détail, la convention comprendra aussi tous les éléments financiers, – notamment le montant de la dotation de départ, correspondant à un montant minimal autour de 30000 ou 50000 euros par an, voire 200000 euros pour les plus élevées –, les caractéristiques de l'apport, et le montant des frais de

fonctionnement, "qui varient entre 0 % pour celles qui ne disposent pas de service dédié, jusqu'à moins de 10 % des charges ou des recettes de la fondation abritée", détaille Jean-Marc Pautras. La Fondation de France, à but non lucratif, prélève aux fondations qu'elle abrite "5000 euros de



"Les fondations abritées viennent chercher de la sécurité sur la conformité, la réglementation sur le mécénat étant très complexe et fluctuante." Sabine de Soyres, Fondation de France.

Pourquoi n'y aurait-il qu'un seul modèle d'école ?



www.fondationpourlecole.org



La Fondation pour l'école agit pour le développement des écoles indépendantes en France : écoles Montessori, écoles à petits effectifs, écoles multilingues ou encore écoles adaptées à des besoins éducatifs spécifiques, liés au handicap ou aux divers troubles de l'apprentissage.

La Fondation s'engage à leurs côtés pour former leurs professeurs, leur apporter un soutien juridique et financier, et défend la liberté d'enseignement pour une meilleure scolarité de chaque élève.

Avec 2 110 établissements généralistes et technologiques et 306 établissements professionnels, les écoles indépendantes connaissent aujourd'hui une croissance exceptionnelle.

Aidez-nous à rénover notre système éducatif en enrichissant l'offre scolaire : c'est une véritable urgence nationale !



Nous sommes à votre disposition au 07 56 27 81 27 ou à contact@fondationpourlecole.org pour toute question.



“La jurisprudence a condamné certaines fondations abritées qui n’ont pas été en mesure de respecter leurs conditions et charges d’abri.” Stéphane Couchoux, cabinet juridique Fidal.

frais de création et 3 % des fonds distribués quand la fondation est active. Ces sommes couvrent les frais mutualisés de gestion administrative et financière”, explique Sabine de Soyres. Première motivation pour les philanthropes lorsqu’ils créent ce véhicule juridique: déléguer la partie opérationnelle. La fondation sous égide confie en effet tout le back-office – tenue et certification des comptes bancaires, reçus fiscaux ou encore clôture comptable. “Créer une fondation abritée revient à déléguer toute la gestion administrative et fiscale de sa fondation, qui peut être très lourde, pour se consacrer à son objet propre”, détaille Sabine de Soyres. La fondation abritée bénéficie également de l’expertise de l’abritante pour se faire accompagner et conseiller dans ses projets de mécénat grâce à un sourcing et à un suivi de ses comptes par des experts en philanthropie. “Les fondations viennent chercher notre expertise et l’appartenance à un réseau. Nous avons acquis une bonne vision sur les

enjeux de demain et nous mettons les fondations abritées en relation pour avoir plus d’impact ensemble”, poursuit la responsable développement.

Absence de personnalité morale

La fondation abritée, qui profite de la solidité de la structure administrative et technique de l’abritante, s’allège ainsi des contraintes de gestion d’une fondation. Cependant, elle reste autonome dans sa gouvernance composée des représentants qu’elle se choisit et d’un membre de la fondation abritante. In fine, cette dernière demeure la seule structure légale qui existe, soit la seule personnalité juridique responsable des projets soutenus par le biais de la fondation abritée. C’est elle qui s’engage à ce que les dons servent bien à financer des projets d’intérêt général. La Cour des comptes se montre particulièrement vigilante sur ce dernier point et veille via des contrôles récurrents à la régularité des actions. “Les fondations abritantes sont très observées et contrôlées”, reconnaît Jean-Marc Pautras. En tant que fondation reconnue d’utilité publique, la fondation abritante est contrôlée par la juridiction financière et ipso facto, la fondation abritée l’est elle aussi. “Elle a épinglé certaines d’entre elles et la jurisprudence en a condamné quelques-unes qui n’ont pas été en mesure de respecter leurs conditions et charges d’abri”, prévient Stéphane Couchoux. Pour lui, le modèle présente certaines limites, notamment l’absence de personnalité morale, qui contraint la fondation abritée au cadre juridique inhérent de la fondation abritante. “Elle dispose finalement d’une autonomie relative”, confie Jean-Marc Pautras. De fait, le projet philanthropique doit respecter l’objet statutaire de la fondation abritante. Si tel n’est pas le cas, les fondateurs

associés à la gouvernance de la fondation abritée peuvent se voir mettre le veto de l’abritante. “La fondation abritante doit être doublement vigilante sur le fait de financer des projets d’intérêt général et qui respectent son objet statutaire initial”, avertit Stéphane Couchoux. Et l’avocat d’ajouter: “il s’avère compliqué pour une entreprise qui considère la mise en place d’une fondation comme un enjeu stratégique de confier les clés à un tiers qui va l’abriter dès lors que celui-ci a un droit de veto sur les projets qu’elle soutiendra”.

Les dons manuels, les donations et les legs supposent l’accord de la fondation abritante qui est seule responsable sur le plan juridique de la gestion du compte de la fondation abritée

Sur les quelque 70 fondations abritantes existantes, une poignée de généralistes intervient dans différents champs – culture, social, recherche, etc. Parmi elles, la Fondation de France. Avec un objet statutairement très large – “la Fondation de toutes les causes” –, elle peut accueillir quasiment tous les types de projets, ce qui sera moins le cas avec des structures spécialisées comme la Fondation pour la nature et l’homme ou encore la Fondation Caritas. Parmi les fondations spécialisées, figurent encore la Fondation pour la recherche médicale (FRM) ou la Fondation pour l’école. Cette dernière, qui abrite dix fondations partageant la même finalité de soutien d’écoles indépendantes hors contrat, a aidé financièrement 192 établissements sur l’exercice 2020-2021 pour 3,8 millions d’euros, et formé 730 personnes. “Nous hébergeons à la fois des fondations régionales comme les fondations abritées des écoles indépendantes du Sud, et des fondations sectorielles, telles que la Fondation des académies musicales ou Excellences

Ruralités, qui a pour mission de recréer des écoles rurales”, explique Hervé Rolland, président de la Fondation pour l’école. Dans un tout autre domaine, la FRM compte 22 fondations abritées de taille et de missions différentes, qui soutiennent des projets de recherche très ciblés. “Nous finançons 400 projets par an pour 50 millions d’euros issus à 100 % de fonds privés et de la générosité du public”, détaille Benjamin Pruvost, le président du directoire. Celle-ci a accueilli deux nouvelles fondations cette année: “il y a une prise de conscience sur les sujets de la santé depuis la crise sanitaire, justifie-t-il. Nous avons besoin de ces investissements dans la durée qui dépassent l’engagement ponctuel pour soutenir la recherche”.

Libéralités contraintes

Pour faire leur choix, les porteurs de projet doivent mener une étude comparative afin de trouver le véhicule juridique adapté au projet philanthropique qu’ils souhaitent réaliser. S’ils font le choix de créer une fondation abritée, il s’avère indispensable qu’ils identifient au préalable les fondations abritantes compétentes. “Il faut faire du mapping et rencontrer des fondations pour voir si leur projet, leurs moyens et leur gouvernance conviennent”, conseille Stéphane Couchoux. Toutes n’offrent pas les mêmes dispositifs et prestations. Les fondations abritantes

sont plus ou moins impliquées et laissent plus ou moins de marge de manœuvre à la fondation abritée.” D’autres obligations subsistent. “La personne morale étant la fondation abritante, la fondation abritée doit obtenir sa signature pour tous les actes officiels en exigeant une”, signale Jean-Marc Pautras. Prenons l’exemple d’une entreprise qui souhaite dédier des moyens humains à sa fondation, soit sous la forme de prêt de main-d’œuvre, soit sous la forme d’embauche. “Ne disposant pas d’une personnalité morale, elle ne peut pas assurer un rôle d’employeur. Et dans certains cas, la fondation abritante va refuser d’assumer cette responsabilité supplémentaire”, poursuit l’avocat. Par ailleurs, les libéralités – dons manuels, donations, legs –, supposent l’accord de l’abritante qui est seule responsable sur le plan juridique de la gestion du compte de la fondation abritée. Ainsi, la fondation abritante va être récalcitrante à accepter des libéralités avec des charges complexes, comme la rénovation d’une maison pour l’ouvrir au public, la gestion d’une collection d’art, etc. Dans le cas de dons de titres de participation, l’abritante devra être rigoureuse dans l’acceptation afin de pouvoir soit rapidement les céder pour consacrer les montants à l’objet de la fondation abritée, soit en tout cas limiter son rôle d’actionnaire, éloigné de sa mission première, non lucrative. ■

* Baromètre annuel de la philanthropie 2022 réalisé par l’Observatoire de la philanthropie

CHARLOTTE DE SAINTIGNON



“Nous finançons 400 projets par an pour 50 millions d’euros issus à 100 % de fonds privés et de la générosité du public.” Benjamin Pruvost, Fondation pour la recherche médicale.

Chiffres clés

- 2 800 structures actives
- 2 200 fonds de dotation
- 32 Mds€ d’actifs
- 12 Mds€ dépensés pour l’intérêt général

Source: baromètre annuel de la philanthropie 2022 réalisé par l’Observatoire de la philanthropie (chiffres 2020)

FRUP versus fonds de dotation

Il faut compter six mois à plus d’un an de procédure pour créer une FRUP, contre trois semaines pour un fonds de dotation

Pour construire leurs actions de mécénat, instituer une gouvernance structurée et avoir plus d’impact, les entreprises disposent de plusieurs véhicules juridiques. Outre les fondations d’entreprise et fondations abritées, les porteurs de projet peuvent opter pour les fondations reconnues d’utilité publique (FRUP) ou les fonds de dotation. La FRUP constitue le statut le plus ancien, qui offre le plus d’avantages et de respectabilité. Elle dispose d’une personnalité juridique pleine, permet de faire usage de l’appellation “fondation” et bénéficie d’un large panel de dispositifs fiscaux avantageux. Mais les démarches pour la créer sont lourdes: la demande de reconnaissance d’utilité publique est instruite par le ministère de l’Intérieur et accordée par décret après

avis du Conseil d’État. Créer une FRUP est donc à la fois contraignant et très long. Il faut ainsi compter six mois à plus d’un an de procédure. Par ailleurs, la dotation en capital initial est d’au moins 1,5 million d’euros, un montant qui peut être échelonné sur 10 ans maximum sans être consommable, c’est-à-dire qu’il est bloqué. En matière de gouvernance, les fondateurs n’ont qu’un tiers des voix maximum, et partagent ainsi la décision avec d’autres collègues, en présence de représentants de l’État. A contrario, les démarches pour créer un fonds de dotation sont rapides, trois semaines environ, moyennant une déclaration en préfecture, assortie du dépôt des statuts. Le ticket d’entrée de 15 000 euros en numéraire, rendu obligatoire par un décret de février 2015, reste accessible pour les petites entreprises. Le fondateur peut organiser la gouvernance comme il l’entend, avec a minima trois administrateurs. Revers de la médaille: le fonds de dotation ne peut recevoir de fonds publics. Et s’il reprend toutes les caractéristiques d’une fondation – étant doté d’une personnalité morale –, la loi lui interdit d’utiliser cette dénomination. ■

Les cinq plus grosses fondations abritées

Carasso, Vallet, Buffard, Sommer et Bruneau sont abritées par la Fondation de France, et disposent chacune d’un portefeuille de plus de 100 millions d’euros

Avec plus de 50 ans d’existence, la Fondation de France, née en 1969, abrite 955 fondations abritées, soit les deux tiers de l’ensemble du marché, et soutient 11 000 projets par an sur l’ensemble des champs de l’intérêt général. Elle distribue près de 240 millions d’euros à des associations.

“Nous sommes, avec les fondations que nous abritons, les plus grands mécènes privés de l’intérêt général et la seule fondation à pouvoir couvrir tous les objets et à accueillir des fondations abritées à objet multiple”, expose Sabine de Soyres, responsable développement des fondations et des legs à la Fondation de France. Parmi les 955 fondations abritées par la Fondation de France, cinq dépassent 100 millions d’euros. Parmi elles, la fondation Daniel et Nina Carasso, créée par la famille d’un fondateur de Danone, est de loin la plus importante avec 421 millions d’euros. Elle est très active sur les questions d’alimentation. La fondation Vallet, pilotée par l’historien Odon Vallet,

héritier d’un dirigeant de la compagnie d’assurances GPA-Athéna, dispose de 167 millions d’euros et distribue notamment des bourses à des élèves méritants. Autres fondations abritées de taille au sein de la Fondation de France, la fondation Édouard et Geneviève Buffard (du nom d’un cofondateur de l’entreprise BIC), 147 millions d’euros, soutient des actions en faveur de l’environnement; la fondation Adrienne et Pierre Sommer, créée par un couple d’industriels, dispose de 134 millions d’euros au service de la médiation animale. Et enfin la fondation JM Bruneau, du nom du fondateur du groupe de matériel de bureau, a un portefeuille de 123 millions d’euros pour financer des actions de lutte contre la précarité. ■



**Nous vous aidons à faire naître
votre fondation personnelle**

LA RENCONTRE DE LA PHILANTHROPIE ET DE L'ESPÉRANCE

Vous souhaitez consacrer une part de vos biens à un projet porteur d'Espérance et rejoindre une communauté de mécènes, qui, aux côtés de l'Église, partagent des valeurs universelles.

Sous notre égide, vous pouvez créer et développer votre propre fondation au service de la personne humaine dans toutes ses dimensions (entraide & éducation, culture et communication). La Fondation Notre Dame accueille votre projet à partir d'un engagement de 240 000 euros sur trois ans (dotation constituée par déductions : 75 % IFI ; 66 % impôt sur le revenu ou donation temporaire d'usufruit, legs en franchise de droits...). Nous vous apportons notre expertise et un accompagnement personnalisé.

Plus d'informations sur www.fondationnotredame.fr rubrique « fondations privées ».

Pour réfléchir à votre projet,
contactez Sybille Pinard-Legry,
responsable des fondations privées
01 78 91 91 26

Fondation abritante de 60 fondations
Habilitée à recevoir dons, legs, donations et assurances-vie



**LA FONDATION
NOTRE DAME**
PORTEURS D'ESPÉRANCE

Reconnue d'utilité publique



Retour à la raison

Immobilier: le retour des négociations?

Alors que le marché montre un semblant de relâchement, les acheteurs pourraient retrouver certaines marges de manœuvre

Malgré le dynamisme toujours éclatant du marché immobilier, un certain attentisme semble s'installer de la part des acheteurs, compte tenu d'une part des

incertitudes géopolitiques, et d'autre part de la remontée des taux d'intérêt. Dès lors, le nombre de transactions n'atteindra plus les records enregistrés l'année

dernière. Une situation qui pourrait bien placer les futurs acquéreurs en position de négocier les prix face à des vendeurs trop gourmands.

Le contexte international bouleversé avec la guerre en Ukraine ou les incertitudes autour de la politique fiscale du nouveau gouvernement continuent d'impacter le marché immobilier et les envies des Français pour la pierre, selon une étude publiée par le réseau Orpi. Pourtant, après une année 2021 record en matière de transactions, l'achat immobilier séduit toujours autant les ménages. Mais ces derniers sont plus que jamais confrontés à la dure réalité et ont de plus en plus de mal à suivre financièrement. Ces derniers mois, leur pouvoir d'achat immobilier a été d'autant plus amputé que les prix de la pierre

continuaient à monter inexorablement dans l'ensemble de l'Hexagone.

À l'échelle nationale, la coopérative Orpi a ainsi observé une augmentation de 6 % des prix

La différence entre le prix de vente proposé et le prix d'achat des biens est en moyenne de -2,69 % au premier trimestre 2022, en légère hausse sur un an

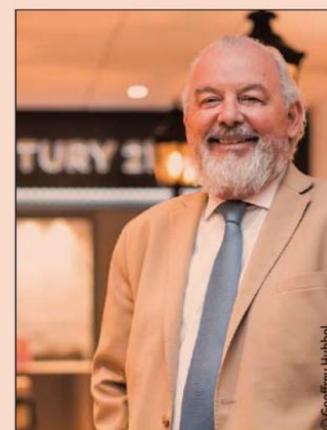
au mètre carré au cours du premier trimestre 2022. Et pour ne rien arranger, en raison des poussées inflationnistes, s'ajoute une remontée des taux de crédits

immobiliers. "Depuis le début de l'année 2022, le niveau des taux de crédit immobiliers progresse un peu plus chaque mois, s'établissant à 1,27 % en moyenne (hors assurance emprunteur), toute durée confondue", précise Jean-Marc Vilon, directeur général de Crédit Logement. "Si l'augmentation reste pour l'heure limitée, elle devrait se poursuivre dans les mois à venir."

Des écarts importants selon les zones géographiques

Cet environnement commence d'ailleurs à peser sur le volume des transactions. Ainsi, comme le rappelle Charles Marinakis, président de Century 21 France,

"le marché maintient son dynamisme, mais nous constatons un léger recul après les niveaux de transactions records enregistrés l'an dernier". Alors que les ventes ralentissent, les acquéreurs se retrouvent parfois en position de force, regagnant ainsi un peu de marge de négociation au moment de l'achat, même si pour Charles Marinakis, "il s'agit pour l'heure d'un simple ajustement par rapport aux tensions observées l'an dernier". Ainsi, d'après Orpi, la différence entre le prix de vente proposé par les vendeurs et le prix d'achat des biens est en moyenne de -2,69 % au premier trimestre 2022, en légère hausse sur un an. Mais selon les villes de l'Hexagone, cet écart peut être plus ou



"Le marché maintient son dynamisme, mais nous constatons un léger recul après les records de transactions enregistrés en 2021."
Charles Marinakis, Century 21 France.



BESOIN DE SÉCURISER VOS REVENUS LOCATIFS ?

Votre garantie de loyer,
simple, rapide et 100 % gratuite !



Action Logement Services - SAS au capital de 20.000.000 d'euros - Siège social : 19/21 quai d'Austerlitz 75013 Paris 824 541 148 RCS Paris - Immatriculée à l'ORIAS sous le numéro 17006232 - Société de financement agréée et contrôlée par l'ACPR. Visale est une marque déposée pour le compte d'Action Logement. L'aide est soumise à conditions et octroyée sous réserve de l'accord d'Action Logement Services - Mai 2022



Connectez-vous
sur visale.fr

ActionLogement 
RECONNU D'UTILITÉ SOCIALE

moins important. Et les vendeurs trop gourmands peuvent être désormais contraints d'ajuster leur prix au pouvoir d'achat des acquéreurs. "La palme revient à Antibes, avec 5,4 % de marge de négociation sur les trois premiers mois de l'année 2022, contre 1,9 % sur le trimestre précédent. La même tendance est observée à Vannes, en Bretagne, où elle est passée de 0,1 % à 3,7 % sur ce même laps de temps. Et nous sommes à plus de 4 % à Grenoble et à Reims, analyse Guillaume Martinaud,

président de la coopérative Orpi. À l'inverse, dans des villes comme Montpellier (0,2 %), La Rochelle (0,9 %) et Dax (1 %), les marges de négociation sont quasi nulles pour les acheteurs." Preuve qu'il faudra encore un peu de temps pour que la tension observée sur les prix de la pierre s'estompe réellement dans certaines communes.

Marge de négociation favorisée pour certains types de biens

Cependant, avant de négocier un éventuel rabais, le futur acquéreur doit respecter quelques règles de bon sens. En effet, il peut être risqué de faire une offre à un niveau bien inférieur à celui proposé pour un bien situé dans une zone géographique où la tension immobilière est forte. Sauf si ce bien est surévalué par son vendeur, il y a fort à parier qu'un autre acheteur est peut-être également sur les rangs, ce qui limite sérieusement les marges de négociation. Néanmoins, certaines informations peuvent indiquer à l'épargnant que le prix d'un logement est plus facilement négociable. C'est le cas des biens immobiliers disponibles à la vente sur le marché depuis de nombreux mois. Le

propriétaire prête ainsi généralement une oreille plus attentive aux offres qui lui sont proposées, même si elles se situent à un prix inférieur à celui exigé au départ. De la même manière, les logements à rénover ou présentant des défauts (mauvaise exposition, charges élevées, au premier étage et rez-de-chaussée, passoire thermique, nuisances sonores à proximité, etc.) peuvent aussi être plus facilement négociables. En effet, un bien en parfait état se vendra mieux et plus cher qu'un produit équivalent nécessitant une rénovation, car la plupart des propriétaires ne veulent pas avoir à assumer le coût des travaux. Attention toutefois à budgétiser précisément le montant global du chantier en faisant intervenir des professionnels afin d'établir des devis détaillés et ne pas voir dérapier la facture finale du prix au mètre carré rénové. Autre conseil: prudence sur les offres de vente proposées par les particuliers, qui ont souvent tendance à surestimer leur bien immobilier.

Comment évaluer précisément le bien convoité

Pour déterminer l'ordre de grandeur d'une marge de négociation, il convient avant tout d'être bien informé. Aujourd'hui, il est possible d'obtenir assez facilement une estimation du bien convoité. Par exemple, le service Patrim Usagers, alimenté par les Notaires de France, est disponible gratuitement en ligne sur le site internet de la Direction générale des finances publiques (DGFIP). Cet outil permet d'établir une évaluation comparative d'un logement avec les prix réels des ventes similaires dans un secteur géographique donné. Autre source d'information: se tourner vers des sites internet spécialisés, comme celui de Meilleurs Agents, sur lesquels

les particuliers ont la possibilité d'obtenir une estimation en quelques minutes avec une fourchette de prix relativement serrée. Dernière possibilité: consulter tout simplement les annonces en ligne des agences immobilières, et comparer le prix du logement convoité avec d'autres biens similaires disponibles à la vente. Qui plus est, un agent immobilier est généralement la personne la plus à même de renseigner un futur acquéreur à ce sujet. Bien implanté localement, il possède une fine connaissance de son secteur, ce qui lui permet d'évaluer le juste prix d'un bien mis en vente. À noter que la majorité des professionnels ne veut pas perdre de temps avec des biens surestimés. De plus, ces experts peuvent fournir des



"À Antibes, nous constatons 5,4 % de marge de négociation sur les trois premiers mois de l'année 2022, contre 1,9 % sur le trimestre précédent." Guillaume Martinaud, Orpi.

Une marge de négociation immobilière a d'autant plus de chance de réussir si l'offre de biens est supérieure à la demande

indications sur l'ordre de grandeur d'une négociation immobilière, car leur objectif est tout simplement de vendre en trouvant un compromis entre le prix souhaité par le vendeur et celui voulu par l'acheteur. Néanmoins, une marge de négociation immobilière a d'autant plus de chance de réussir si l'offre de biens est supérieure à la demande, comme c'est le cas aujourd'hui dans certaines régions. ■

ROMAIN THOMAS

Des emprunteurs pénalisés par le taux d'usure

Un dispositif aux objectifs louables, mais dont la méthode de calcul est peu adaptée au contexte actuel de remontée des taux d'intérêt



"Le dépassement du seuil de l'usure peut temporairement créer des effets d'éviction pour les ménages dont le coût de l'assurance emprunteur est élevé." Olivier Lendrevie, président de Cafpi.

De plus en plus d'emprunteurs se voient refuser leur demande de prêt immobilier, en raison de la faiblesse du niveau des taux d'usure. Rappelons que le taux d'usure, instauré en 1935, correspond au taux maximum auquel une banque peut prêter de l'argent à ses clients. Il est calculé chaque trimestre par la Banque de France pour les différentes catégories de prêt, à partir des TAEG moyens (taux annuel effectif global) pratiqués par les établissements de crédit au cours du trimestre précédent, augmenté d'un tiers.

En pratique, le seuil de l'usure des prêts immobiliers à taux fixe d'une durée inférieure à 10 ans atteint 2,51 % depuis le 1^{er} avril. Et 2,43 % pour les emprunts d'une durée comprise entre 10 et moins de 20 ans. Enfin, pour les crédits de 20 ans et plus, le plafond du TAEG est fixé à 2,40 %, contre 2,41 % au premier trimestre 2022. Il s'agit de niveaux désormais extrêmement bas, compte tenu de la remontée des taux de crédit immobiliers enregistrée au cours de ces derniers mois.

Un nombre croissant de propositions de financement immobilier est donc susceptible de dépasser

ce seuil légal, ce qui "peut temporairement créer des effets d'éviction pour les ménages dont le coût de l'assurance emprunteur est élevé, du fait de leur âge ou de problèmes de santé", d'après Olivier Lendrevie, le président du courtier Cafpi. Et même si les taux de l'usure ont un objectif louable – en visant à éviter que des taux d'intérêt trop élevés mettent en difficulté les emprunteurs –, leur méthode de calcul, reposant sur une base trimestrielle, est peu adaptée au contexte actuel de remontée des taux d'intérêt. Pour de nombreux professionnels, cette méthode est clairement de nature à léser les éventuels emprunteurs en rendant encore plus difficile l'accès au crédit immobilier pour certains d'entre eux. ■

Les logements à rénover ou présentant des défauts (mauvaise exposition, charges élevées, situation au rez-de-chaussée ou au premier étage, passoire thermique ou encore nuisances sonores) peuvent faciliter la négociation

Chiffres clés

Le volume de transactions de logements anciens, en cumul sur les douze derniers mois en France (hors Mayotte) a atteint 1 187 000 à fin février 2022, après avoir culminé à 1 212 000 à fin août 2021.

Source : Notaires de France

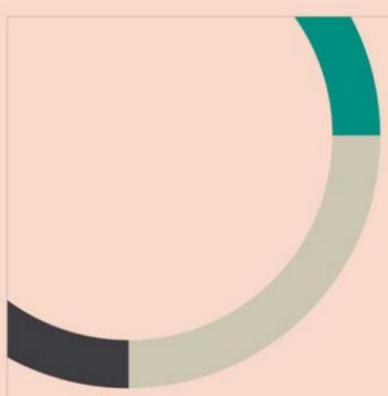
Dernière année pour le Pinel à taux plein

Après le 31 décembre 2022, l'intérêt du Pinel va progressivement diminuer, les taux de réduction d'impôt diminuant progressivement jusqu'en 2024

La loi Pinel permet à tous les contribuables fiscalement domiciliés en France de bénéficier d'une réduction d'impôt, sous certaines conditions, dans le cas d'un investissement immobilier locatif. Grâce à ce dispositif, ils peuvent investir dans le neuf en profitant d'un coup de pouce fiscal pendant toute la durée de la

location de leur bien, cette dernière pouvant s'étaler sur une période comprise entre 6 et 12 ans. Ainsi, pour un programme neuf éligible, plus le logement est mis longtemps en location, plus la réduction est intéressante pour le propriétaire. Sur une durée de 6 ans, la ristourne fiscale atteint 12 % (2 % par an) contre 18 % sur 9 ans (2 % par an) et 21 % pour une durée de 12 ans (2 % les neuf premières années, puis 1 % les années suivantes). Attention, après le 31 décembre 2022, l'intérêt du Pinel va progressivement diminuer car en 2023, les taux de la réduction d'impôt passeront respectivement à 10,5 %, 15 % et 17,5 % puis, en 2024, à 9 %, 12 % et 14 %. Pour conserver les avantages actuels, il est néanmoins possible d'opter pour le régime "Pinel Plus". Cependant, ce dispositif devrait imposer de nombreuses contraintes, notamment au regard de la surface minimale requise par type de bien

ou du respect de la réglementation environnementale 2020. Mieux vaut donc se lancer en 2022, mais bien faire ses calculs au préalable. Le Pinel n'est aujourd'hui accessible que dans les zones A bis (Paris et 29 communes de la petite couronne parisienne), A (agglomérations de l'Île-de-France ainsi que la Côte d'Azur, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier et la partie française de l'agglomération de Genève) et enfin B1 (les villes de plus de 250 000 habitants). Dans beaucoup de ces territoires, les prix du neuf respectent difficilement les conditions fixées par le dispositif, à savoir: le prix d'achat du logement ne doit pas dépasser le montant de 300 000 euros, ni plus de 5 500 euros le mètre carré. Or, ce sont deux plafonds au-delà desquels la réduction d'impôt Pinel ne s'applique pas. Il convient de rester prudent, au risque de réduire fortement la rentabilité de l'investissement locatif. ■



CREDIT LOGEMENT

GARANTIR VOTRE SÉRÉNITÉ

Depuis plus de 45 ans, Crédit Logement agit avec neutralité, expertise et bienveillance pour garantir la sérénité des banques et des emprunteurs en sécurisant le financement des prêts immobiliers pour le logement des particuliers.

« Grâce à Crédit Logement, 10 millions d'emprunteurs ont déjà garanti leurs prêts et réalisé leur projet immobilier sans hypothèque. »



Comment ça fonctionne ?

Dès que notre banque partenaire instruit votre dossier de prêt, Crédit Logement mobilise l'expertise de ses équipes spécialisées dans l'analyse du risque et porte un second regard sur votre plan de financement. Nous prenons notre décision de garantie en 48 heures maximum et le plus souvent immédiatement.

Le dialogue est au cœur de notre métier. Nous vous accompagnons tout au long de la vie de votre prêt et nous adaptons aux imprévus rencontrés. Nous nous engageons pour cela à toujours chercher une solution amiable lorsque vous avez des difficultés financières.

*La Garantie Crédit Logement propose une solution complète.
Elle est simple, souple et efficace.*

Plus d'infos sur www.creditlogement.fr





Terroirs à haut potentiel

Les matières premières du rhum

Des origines diverses et parfois complexes intrinsèquement liées aux modes de production

Si à l'origine, toute fabrication est issue de la canne à sucre, les matières premières du rhum sont très diversifiées. Trois grandes familles se détachent cependant, correspondant chacune à une aire culturelle: le

pur jus de canne pour l'aire française et les 'rhums', la mélasse pour l'aire anglaise et les 'rums', et le triptyque miel, sirop de canne et mélasse pour l'aire espagnole et les 'rones'. Certains fabricants n'hésitent

pas à élaborer leur produit à partir de pain de sucre de canne (ou jus de canne déshydraté) ou à tenter de convertir leurs parcelles en bio pour aller encore plus loin dans la sophistication de leurs produits.

Au commencement était la canne à sucre. C'est en effet à partir de cette graminée poussant sous les tropiques, dans des environnements chauds et humides que le rhum est élaboré. Christophe Colomb l'aurait pour la première fois introduite dans les Caraïbes lors de son second voyage vers 'les Indes' en 1493. D'abord utilisée pour produire du sucre, elle a servi à partir du siècle suivant à fabriquer les ancêtres du rhum (rumbullion, killdevill ou tafia) dans les îles contrôlées par les Français, les Anglais, les Espagnols ou les Hollandais. Historiquement, le rhum de mélasse est le premier à avoir été distillé. En effet, lors de la production alors rudimentaire

du sucre, le jus de canne fraîche – extrait en pressant la canne à l'aide de moulins actionnés par des bêtes de somme ou des esclaves – était

Les producteurs de rhums ont des dizaines de types de canne à leur disposition, qui donnent chacune des notes organoleptiques différentes. Une différenciation que le type de sol et le terroir exacerberont encore

chauffé dans des chaudrons. Les 'écumes' ou les 'chutes', une sorte de mélasse grossière, fermentaient avant d'être enfournées dans les alambics. Le rhum agricole (conçu

directement à partir de pur jus de canne fermenté) commença véritablement à être produit en masse en Guadeloupe et surtout en Martinique à partir de la fin du XIX^e siècle.

La canne à sucre pur jus

Si historiquement le rhum de mélasse a la primauté, c'est tout l'inverse lorsqu'il s'agit du processus de production. Car dans le rhum, tout part du jus de canne. La canne à sucre est récoltée, puis pressée dans des moulins (mécaniques désormais) pour en extraire le jus. "Le jus de canne de la première presse peut être mis à fermenter puis à distiller. Mais il est aussi possible d'utiliser le jus de canne issu de

presses postérieures auquel de l'eau a été ajoutée. Dans ce cas, c'est un processus dit d'imbibition, explique Alexandre Vingtier, rédacteur en chef du magazine 'Rumporter'. Ces deux techniques sont utilisées dans le rhum agricole et dans la plupart des rhums de pur jus de canne." Le fait de faire fermenter puis de distiller le vin de canne qui en sort donnera au produit final des notes herbacées de canne fraîche, de fruits tropicaux, ainsi qu'un côté astringent. Les producteurs de rhum ont des dizaines de types de canne à leur disposition, qui donnent chacune des notes organoleptiques différentes.

Une différenciation que le type de sol et le terroir exacerberont encore. "Les cannes à sucre de



"Selon le pays d'où vient le rhum, le miel de canne désigne soit un sirop, soit une mélasse de type A." Alexandre Vingtier, Rumporter.

Trois Rivières

RHUM PURE CANNE

TERROIR
SUD MARTINIQUE



Fruit d'un assemblage harmonieux et d'un élevage de plus de 5 ans, Trois Rivières VSOP Réserve Spéciale exprime la quintessence du style Trois Rivières. Il se distingue par sa richesse, sa profondeur et sa suavité. La corpulence issue de son vieillissement en fûts de chêne américains est équilibrée par la finesse apportée par le temps passé en fûts de chêne français.

CF R.C.S. PARIS 511 042 368

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.



“Les rhums de mélasse n’auront en général plus de notes herbacées, mais des notes de réglisse et de la rondeur au lieu de l’astringence du rhum de canne.”
Jérôme Ardès, Dugas.

type roseau, paille ou cannes bleues élevées les pieds dans l’eau et dans les sols argileux, rocaillieux et riches en magnésium, tirent de ce cadre tout leur potentiel : un taux de sucre élevé et des qualités gustatives uniques, qui confèrent à ses rhums leur profil à la fois frais, élégants et fruités”, confirme-t-on chez Trois Rivières. Le pur jus de canne est utilisé comme matière première dans les Antilles françaises (Martinique, Guadeloupe, Guyane et un peu à La Réunion) et à Madère, nous sommes là en présence de rhums agricoles. Mais aussi dans d’autres régions du monde comme à Tahiti avec Manutea, à Grenade avec le rhum Renegade, en Thaïlande avec Issan ou encore à l’île Maurice, avec Chamarel. Auquel cas nous sommes en présence de rhum de pur jus de canne. Autre méthode, certaines marques (par exemple à Madère) font

d’abord mûrir la canne quelques jours voire quelques semaines, avant de la presser pour qu’elle développe une autre palette de goûts, plus mûrs. “Certaines utilisent du jus de canne pelé, c’est-à-dire qu’elles enlèvent l’écorce avant la presse, un peu comme l’étape d’égrappage du raisin pour le vin”, raconte Alexandre Vingtier.

Sirop/miel de canne ou mélasse ?

Mais avant la distillation, le jus de canne peut également être cuit. Telle est la base des rhums de sirop de canne ou des rhums de miel de canne. “Pour obtenir un sirop de canne, le jus de première presse est chauffé en continu pendant plusieurs jours, ce qui va permettre d’obtenir, par évaporation d’eau, un sirop très sucré et très aromatique (entre 70 et 85 % de saccharose). Il sera ensuite redilué pour atteindre 23 % de saccharose, explique Jérôme Ardès, ambassadeur chez Dugas. Et c’est ce sirop, aussi appelé miel, qui subira ensuite un processus de fermentation avant distillation.”

Cette matière première est obligatoirement utilisée au Guatemala (Zacapa, El Pasador de Oro, etc.), et souvent associée à de la mélasse au Paraguay, au Venezuela (Diplomatico, Santa Teresa), à Cuba (Conde de Cuba), au Pérou. Elle est donc plus présente dans l’aire dite espagnole, que dans les aires dites anglaises (Jamaïque, Barbade, etc.) ou françaises (les DOM). Une origine géographique différente qui a de quoi donner le tournis au consommateur : “selon le pays d’où vient le rhum, le miel de canne désigne soit un sirop, soit une mélasse de type A”, précise Alexandre Vingtier.

La mélasse est un dérivé du processus de production du sucre de canne. Le jus de canne est d’abord cuit et devient une masse sombre à très haute teneur en sucre. “Elle sera centrifugée une première fois et les premiers cristaux de sucre vont se former. Ils seront récoltés, ce qui permettra d’obtenir d’un côté les sucres A et la mélasse A, décrypte Alexandre Vingtier. Cette mélasse A, qu’on appelle parfois miel, sera mise en fermentation avec adjonction d’eau, puis distillée.” Le miel de

cultivées sur le Domaine Appleton Estate pour renforcer la complexité aromatique des rhums. Toutes produisent des rhums aux notes fruitées et onctueuses”. Cependant, en règle générale, les rhums blancs issus de la mélasse sont moins aromatiques que ceux issus du pur jus de canne.

Jus de canne déshydraté ou congelé

Mais si les purs jus de canne, de mélasse ou de sirop/miel constituent les trois grands types de rhums proposés sur le marché, il est possible d’aller encore plus loin dans la sophistication. Certains fabriquent en effet du rhum à partir de pain de sucre de canne, c’est-à-dire de jus de canne complètement déshydraté baptisé ‘panela’ ou ‘muscovado’. C’est le cas du rhum japonais Nine Leaves, ou en France de la Distillerie de Paris et d’Alcools Vivant. “Pour notre rhum Gino, nous faisons venir des pains de la panela du Pérou, que nous réhydratons ensuite ici en Charente, explique David Mimoun, qui dirige Alcools Vivant. Cela redevient du jus de canne, que nous faisons fermenter et que nous distillons.”

Mais selon la législation européenne le rhum ne peut pas être produit à partir de sucre. La

panela est-elle bien du sucre ou du jus de canne déshydraté, là est la question. En règle générale, le jus de canne doit être fermenté et distillé lorsqu’il est frais car il n’est pas stable et perd rapidement ses qualités gustatives. C’est pourquoi la plupart des rhums offshore, ou produits dans des pays qui ne possèdent pas sur leur sol de plantation de canne à sucre, utilisent le sirop ou miel de canne et surtout la mélasse, beaucoup plus stables et donc simples à stocker ou à faire voyager. Mais il est possible de faire voyager du jus de canne en le déshydratant (panela) ou en le congelant, avant de le réchauffer et de le faire fermenter pour distillation. C’est le cas de la distillerie Baptiste, dans le Cantal. Certains producteurs de l’aire espagnole n’hésitent pas à mélanger le miel de canne et la mélasse avant la fermentation. Mais, beaucoup plus rares, certains assemblent des rhums traditionnels de mélasse avec des rhums agricoles. Cela donne par exemple la gamme Navi, créée par Baptiste Bochet (atelier Colada) et Alexandre Beudet (Excellence Rhum). Ces multiples procédés autour de matières premières tirées de la canne à sucre s’enrichiront ensuite de grands arômes qui ajouteront une touche de sophistication pour le plus grand plaisir des amateurs. ■

La plupart des rhums offshore, ou produits dans des pays ne possédant pas de plantation de canne à sucre, utilisent le sirop/miel de canne ou la mélasse, beaucoup plus stables et donc simples à stocker ou à faire voyager

canne peut donc désigner soit un sirop de canne soit une mélasse A. Le plus souvent cependant, dans le rhum de sucrerie, ce sont les mélasses B et C de la deuxième ou de la troisième extraction qui sont utilisées. Un procédé qui peut généralement offrir un goût différent : “les rhums de mélasse n’auront en général plus de notes herbacées, mais des notes de réglisse et de la rondeur au lieu de l’astringence du rhum de canne”, analyse Jérôme Ardès. Mais peut-on parler d’effet variétal ou d’effet terroir dans le rhum de mélasse ? Oui, selon Joy Spence, maître assembleur chez Appleton Estate (Jamaïque) : “la variété de canne à sucre utilisée ainsi que le terroir ont une grande influence sur le goût et l’arôme du rhum. Dix variétés sont



“Pour notre rhum Gino, nous faisons venir des pains de panela du Pérou, que nous réhydratons ensuite ici en Charente.”
David Mimoun, Alcools Vivant.

FABIEN HUMBERT

Découvrir le rhum, pas à pas

Les primo-accédants se tournent plutôt vers des rhums mélangés, à base de fruits ou d’épices ou en version cocktail, comme celui de Captain Morgan qui a connu une progression des ventes de 34 % en 2020

Jusqu’aux années 2000, dans l’Hexagone et à plus forte raison dans les DOM, les primo-accédants se tournaient soit vers le rhum agricole (de pur jus de canne), soit vers le rhum traditionnel (de mélasse) produit en Martinique, Guadeloupe, à La Réunion et en Guyane. Mais depuis l’arrivée sur le marché de rhums étrangers, notamment Diplomatico, Dom Papa et Captain Morgan, la concurrence est rude. Selon les chiffres de ventes de 2020, ce serait d’ailleurs ce dernier que les jeunes primo-accédants consomment en priorité. Captain Morgan est en effet largement en tête des ventes en grandes et moyennes surfaces

(GMS) avec 4 827 000 litres de rhum vendus en 2020 et une progression de +34 %. À noter que la marque au pirate porte à elle seule la catégorie des ‘spiced rums’ (rhums épicés) (+28 %). À moins que le premier contact avec le rhum ne se fasse en fait via les rhums arrangés ! Si le volume des ventes reste relativement limité pour la catégorie (1 771 000 litres), sa progression dépasse les 60 % en 2020 ! Avec comme tête de gondole la marque Isautier en GMS et les Rhums de Ced chez les cavistes. En parallèle, la catégorie des rhums blancs ne doit pas être oubliée : elle reste la plus vendue, avec 19 529 000 litres, et sert surtout à faire des cocktails. Les premiers pas dans le rhum s’effectuent donc dans l’immense majorité des cas via des rhums mélangés, que ce soit avec des fruits, des épices ou en cocktail. Arrivent ensuite les rhums de dégustation, plutôt via les rhums ‘espagnols’, fabriqués à partir de miel de canne ou de mélasse, pour leur côté rond, vanillé et sucré. Une fois le palais bien aiguisé, les amateurs iront davantage s’aventurer vers les rhums agricoles de dégustation et les rhums dits ‘lourds’ de type anglais. ■

Chiffres clés

En 2020, les rhums ont représenté 15,5 % des spiritueux vendus en grandes et moyennes surfaces, soit 15 % de mieux qu’en 2019. Captain Morgan a été la marque la plus vendue, même s’il s’agit d’une ‘boisson spiritueuse à base de rhum’, et non légalement un rhum.

Source : Rayon Boissons/Nielsen

Le rhum bio, un processus long et périlleux

Rares sont les marques qui ne commercialisent que des rhums bio. La conversion dure trois ans et peut entraîner de sévères pertes de récoltes dans les premiers temps

Le temps où Neisson (Martinique) pouvait s’enorgueillir d’être la seule marque de rhum certifiée bio semble bien loin. Et pourtant, c’était il y a seulement deux ans. Depuis à La Martinique, le nouveau domaine A1710 s’est lancé dans le bio, et Saint-James a sorti sa première référence bio. En Guadeloupe, la marque Bologne a sauté le pas, et propose même désormais un rhum

parcellaire, monovariétal bio. Une première sur l’île. Des produits bio naissent aussi chez les distillateurs hexagonaux (ils importent leur matière première) comme le rhum Gino chez Alcools Vivant. À l’étranger, la mention ‘organic’ apparaît même sur des bouteilles de Barcelo (République dominicaine), 1836 (Belgique) ou encore Copalli (Belize, en Amérique centrale). Par ailleurs, de nombreuses marques convertissent en ce moment même des parcelles et/ou s’essayent à la distillation de cuvées bio (Longueueau en Guadeloupe par exemple). Cependant, si les coups d’essais se multiplient, les volumes restent confidentiels, et rares sont les marques qui ne commercialisent que des rhums bio. Le passage à l’agriculture biologique est en effet un processus compliqué, long et périlleux. La conversion prend trois ans et

peut entraîner de sévères pertes de récoltes, le temps que le matériel végétal s’adapte à son environnement débarrassé des pesticides de synthèse et que les producteurs trouvent des moyens pour combattre autrement les mauvaises herbes. En effet, ces dernières poussent en même temps que la canne à sucre et contraignent son développement. Dans les DOM, les herbicides de synthèse sont très utilisés, beaucoup plus que les insecticides ou les fongicides. Des solutions se mettent place, mais elles sont plus coûteuses en masse salariale et en matériel, et une baisse de production se fait sentir. Le produit final est donc plus onéreux et le coût se répercute à l’achat pour le consommateur. Les marques avancent donc avec prudence sur le chemin du bio, même si elles sont conscientes qu’il s’agit d’une évolution souhaitable. ■



Damoiseau

RHUM DE LA GUADELOUPE

INDICATION GÉOGRAPHIQUE PROTÉGÉE

La signature de la
Guadeloupe



 facebook.com/rhum.damoiseau

 instagram.com/rhum_damoiseau

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

- 75 Paris
- 77 Seine-et-Marne
- 78 Yvelines
- 91 Essonne
- 92 Hauts-de-Seine
- 93 Seine-Saint-Denis
- 94 Val-de-Marne
- 95 Val-d'Oise

Le nouvel Economiste Grand Paris

Publier vos annonces légales
en quelques clics :

Le nouvel Economiste.fr
simple, rapide, économique
Tél. 01 75 444 116

Essonne - Urbanisme

Les Évryens
recréent la place
du centre-ville

Le projet "Laboratoire urbain place de la Résistance" a permis de redéfinir l'aménagement de l'espace public grâce à l'avis des habitants

Il est bien loin le temps où un élu local pouvait décider quasiment seul de l'aménagement d'une place ou d'un site. Le 8 juin, c'est le CAUE de l'Essonne (conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement) qui a présenté au public le projet de réaménagement de la place de la Résistance, située en centre-ville. Baptisé "Laboratoire urbain place de la Résistance" et lancé en 2020 pendant le confinement...p. 35

Yvelines - Insertion

Découverte de
terrain des métiers
du BTP et du
ferroviaire p. 35

Paris - Aménagement

L'avenue de
la Grande-Armée
ne veut plus vivre
à l'ombre des
Champs-Élysées p. 36

Val-de-Marne - Sport

Les Jeux
du Val-de-Marne,
prélude estival
aux JO 2024 p. 36

Seine-et-Marne - Emploi

Le département
à la recherche
de jobeurs d'été p. 37

Seine-Saint-Denis - Culture

L'Académie Fratellini
fait peau neuve p. 37



ANNONCES LEGALES
P. 5 Tél. 01 75 444 117
www.lenouveleconomiste.fr
annonceslegales@nouveleconomiste.fr

Hauts-de-Seine - Logement

La Butte rouge déchaîne les passions

La cité-jardin de Châtenay-Malabry est au cœur d'une lutte entre la mairie et les associations, qui craignent la démolition d'un élément de patrimoine historique et la disparition de logements sociaux



Construite à partir de 1931 par les architectes Joseph Bassompierre, Paul de Rutté et Paul Sirvin, cette cité-jardin de 4 000 logements sociaux a reçu le soutien de nombreuses personnalités du monde de l'architecture et du patrimoine, comme Jean Nouvel ou Christian de Portzamparc.

PAR LAURENT CALIXTE

Le 1^{er} juin, la ministre de la Culture Rima Abdul Malak a trouvé sur son bureau un courrier de félicitations pour sa nomination. Mais il contenait aussi une requête : plusieurs associations, parmi lesquelles Sauvons la Butte rouge et DoCoMoMo, demandent à la ministre d'intervenir pour sauver la cité-jardin de la Butte rouge de Châtenay-Malabry. Construite à partir de 1931, sous l'égide du sénateur et ministre Henri Sellier, par les architectes Joseph Bassompierre, Paul de Rutté et Paul Sirvin, cette cité-jardin de 4 000 logements sociaux propose des loyers très modérés (de 300 à 400 euros par mois pour un deux-pièces, à 500 euros pour un trois-pièces). Elle a reçu le soutien de nombreuses personnalités du monde de l'architecture et du patrimoine, comme Jean Nouvel ou Christian de Portzamparc.

Rénovation sous surveillance

Tout commence en 2017, avec l'annonce du projet de rénovation par la municipalité et le bailleur Hauts-de-Seine Habitat. La grande crainte des habitants : devoir quitter leur logement pendant les travaux, au risque de ne plus pouvoir revenir dans la cité. Les associations et des collectifs de défense du patrimoine montent au créneau. "Le projet actuel vise à faire en

sorte que des populations à faibles revenus soient contraintes de quitter la ville, regrette Geneviève Colomer, présidente de l'association Sauvons la Butte rouge. De fait, de nombreux logements sociaux seront supprimés : il n'y en aura plus qu'un tiers auquel s'ajouteront un tiers de logements intermédiaires et un tiers de logements de secteur privé. Et encore, les nouveaux logements sociaux ne seront plus catégorisés PLAI [prêt locatif aidé d'intégration, ndlr], mais PLS [prêt locatif social, ndlr], ce qui est plus cher." Une autre crainte concerne le relogement des habitants pendant la durée des travaux : "nous avons demandé que le réaménagement ait lieu sans que les habitants soient contraints de déménager, mais il nous a été dit que ce ne serait pas possible. Mais combien de familles auront la volonté et les moyens de revenir quand les travaux seront terminés ?" se demande Geneviève Colomer.

La mairie, de son côté, s'appuie sur le fait qu'une consultation a été effectuée en janvier 2021 : si 85 % des répondants ont émis un avis défavorable, la municipalité assure qu'en fait, "près de 74 % des avis émanaient d'associations et de personnes extérieures à la cité-jardin".

Un classement en site patrimonial remarquable insuffisant

Mais dans son rapport du 17 février 2021 sur l'enquête publique relative

au projet de modification du plan local d'urbanisme (PLU), le commissaire-enquêteur note que "la ville de Châtenay-Malabry proposera à l'État le classement de la cité-jardin de la Butte rouge en SPR [site patrimonial remarquable, ndlr]". Une proposition soutenue à l'époque par la ministre du Logement, Roselyne Bachelot. Mais selon l'architecte Barbara Gutglas-Ducourneau, de l'association Châtenay Patrimoine Environnement, "le problème reste entier, car un classement SPR n'est pas suffisant. Il faudrait un plan de sauvegarde et de mise en valeur, élaboré par des professionnels compétents". Autre point de friction soulevé par les associations : "jusqu'ici, l'office HLM départemental Hauts-de-Seine Habitat était le propriétaire historique de la Butte-Rouge. Mais il y a eu transfert de la cité-jardin Butte rouge à Hauts-de-Bievre Habitat, une coopérative qui a pris le statut de SCIC [société coopérative d'intérêt collectif, ndlr]", observe Geneviève Colomer. Or, selon elle, "le statut SCIC permet des ventes à la découpe et au secteur privé".

Face à ces constats, l'association Sauvons la Butte rouge campe sur ses positions : "nous demandons que les logements soient réhabilités - car la dernière rénovation date des années 90 - mais en site occupé pour permettre aux habitants de ne pas déménager pendant les travaux, et qu'ils

soient proposés avec des loyers raisonnables", indique sa présidente.

Un recours administratif au niveau de la modification de 2020 du PLU, qui permet la démolition d'une partie des bâtiments, a par ailleurs été déposé. L'association espère également que la préfecture de région ne signera pas le permis de démolir. Quant aux associations de défense du patrimoine, elles poursuivent leurs actions pour sauvegarder tout ou partie de la cité-jardin : plusieurs d'entre elles, dont Sites & Monuments ainsi que Patrimoine Environnement, ont cosigné le courrier de bienvenue adressé à la nouvelle ministre de la Culture.

"Nous demandons que les logements soient réhabilités en site occupé - ce qui permettrait aux habitants de ne pas déménager pendant les travaux - et qu'ils soient proposés à des loyers raisonnables"

ANALYSES

Essonne - Urbanisme

Les Évryens recréent la place du centre-ville

Le projet "Laboratoire urbain place de la Résistance" a permis de redéfinir l'aménagement de l'espace public grâce à l'avis des habitants

Il est bien loin le temps où un élu local pouvait décider quasiment seul de l'aménagement d'une place ou d'un site. Le 8 juin, c'est le CAUE de l'Essonne (conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement) qui a présenté au public le projet de réaménagement de la place de la Résistance, située en centre-ville.

Des ateliers de réflexion citoyenne ont été organisés en 2020 par le conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement de l'Essonne afin de recueillir régulièrement les réactions des habitants sur les aménagements proposés

Baptisé "Laboratoire urbain place de la Résistance" et lancé en 2020 pendant le confinement, ce projet vise à transformer cet espace public peu fréquenté, situé au cœur d'Évry-Courcouronnes. L'objectif ? Créer une synergie, et faire en sorte que le public s'approprie la place de la Résistance, en sollicitant régulièrement ses avis et ses réactions sur les aménagements proposés. C'est la raison pour laquelle des ateliers ont été organisés dans le cadre d'un brain storming citoyen au cours duquel des idées ont pu être proposées.



Située à Évry-Courcouronnes, la place de 8 000 mètres carrés faisait office de parvis de l'école, cour de récréation des élèves et espace de loisirs, mais était peu utilisée.

Cette place publique de 8 000 mètres carrés possède plusieurs fonctions : parvis de l'école, cour de récréation des élèves, espaces de loisirs (jeux pour enfants, terrains de basket, etc.), mais elle était assez peu utilisée.

Idees d'usage et experimentation

Les ateliers réalisés par le CAUE pendant le confinement ont per-

mis de créer un groupe au sein de l'ENSIIE (École nationale supérieure d'informatique pour l'industrie et l'entreprise) et de son association étudiante "Écologie" afin de faire émerger des idées d'usages pour la place : s'abriter, s'asseoir, se rencontrer, déjeuner, travailler, jardiner, se détendre, faire du sport, se balader, pouvoir se retrouver dans une ambiance calme, ombragée et végétale.

Le projet a consisté à expérimenter, sur une parcelle définie de la place, un aménagement éphémère afin d'accompagner les usages existants et d'en faire naître de nouveaux. Dans le cahier des charges, plusieurs axes originaux : d'abord, l'animation de deux chantiers participatifs pour fabriquer le mobilier puis pour végétaliser l'emplacement défini. Ensuite, le réemploi des matériaux utilisés pour l'aménagement éphé-

mère de la place. Et enfin, la conception d'un aménagement modulable et réversible.

Le budget de l'opération s'élève à 25 000 euros : 10 000 euros pour les moyens matériels (matériaux divers ou réemployés) et 15 000 euros environ pour les moyens humains.

L.C.

Dans le cahier des charges, plusieurs axes originaux : l'animation de deux chantiers participatifs pour fabriquer le mobilier et végétaliser l'espace, le réemploi des matériaux utilisés, ainsi que la conception d'un aménagement modulable et réversible

Yvelines - Insertion

Découverte de terrain des métiers du BTP et du ferroviaire

Ou comment susciter des vocations grâce à la visite du chantier du Triangle de Mantes organisée par l'agence ActivitY

Le 20 mai, une douzaine de jeunes se sont initiés aux métiers du BTP et du ferroviaire grâce à une journée découverte au Triangle de Mantes, organisée par l'agence d'insertion ActivitY Yvelines & Hauts-de-Seine, dans le cadre du projet Eole. Après le passage obligé à la "base de vie" où les jeunes ont pu s'équiper de casques, bottes et chasubles fluorescentes de sécurité, le groupe est parti à la rencontre des professionnels des métiers du ferroviaire.

Créée par les départements des Yvelines et des Hauts-de-Seine, l'agence ActivitY déploie une politique de lutte contre l'exclusion professionnelle et favorise la découverte de métiers dans les filières en tension

Ils ont pu alors découvrir toutes les étapes de la création d'un tronçon du futur RER E : non seulement le terrassement, mais aussi la pose des rails, l'électrification, l'activité de soudure, et jusqu'à la création des remblais. L'étape suivante consistait à découvrir le gros œuvre, à savoir le viaduc. Les jeunes habitants des Yvelines ont ainsi bénéficié d'un aperçu à 360



Équipés tels des professionnels, les jeunes ont notamment découvert les étapes de la création d'un tronçon du futur RER E et ont échangé avec des chefs de chantier.

degrés du travail de chantier, et ont pu poser des questions aux chefs de chantiers de Bouygues Travaux Publics, SPIE Batignolles Valérian et Eiffage qui les accompagnaient dans ce parcours-découverte.

Projet d'insertion

Originale et prometteuse, l'initiative semble avoir porté ses fruits : à la fin

de la journée, plusieurs jeunes observateurs ont postulé pour obtenir un emploi dans cette filière et, mi-juin, au moins un jeune a été recruté. Les partenaires aussi affichent un bilan positif : "L'été dernier, nous avons dépassé l'objectif fixé pour 2024 de 700 000 heures travaillées en insertion professionnelle, puisque nous avons atteint un million d'heures", souligne Armelle Lagrange, directrice des

relations institutionnelles à la direction de projet Eole-SNCF Réseau. Créée en 2019 à l'initiative des départements des Yvelines et des Hauts-de-Seine, l'agence ActivitY déploie sur l'ouest de l'Île-de-France une politique de lutte contre l'exclusion professionnelle et pour l'accès à l'emploi : elle propose ainsi aux jeunes de découvrir les métiers directement sur le terrain.

Plus généralement, la politique d'insertion d'ActivitY a vocation à rendre employables les publics en difficulté (bénéficiaires du RSA, jeunes, demandeurs d'emploi de longue durée) par la levée de freins à l'emploi : garde d'enfants, mobilité, coaching, remise à niveau numérique. Elle vise également à favoriser la découverte des métiers dans les filières en tension (BTP et construction, hôtellerie-restauration, espaces verts), ainsi qu'à construire une offre de formation adaptée aux besoins des employeurs.

L.C.

Mission réussie : à la fin de la journée, plusieurs jeunes observateurs ont postulé pour obtenir un emploi dans la filière et au moins un jeune a été recruté

Paris - Aménagement

L'avenue de la Grande-Armée ne veut plus vivre à l'ombre des Champs-Élysées

Son Comité souhaite qu'elle ne soit pas l'oubliée du réaménagement de l'axe Concorde - La Défense pour les JO 2024

Même les Parisiens l'ignorent souvent : les Champs-Élysées se prolongent au-delà de l'Arc de Triomphe vers Neuilly, mais ils changent de nom après l'Étoile pour s'appeler l'avenue de la Grande-Armée.

Les idées ne manquent pas pour faire de cette avenue un modèle pour la mobilité : coulée verte vers le bois de Boulogne, nouvelles mobilités axées sur l'électrique, manifestations sportives et culturelles, ou encore matériel urbain innovant.

Une particularité qui suscite l'attention des élus parisiens, et ce d'autant plus que cette avenue semble être le "chaînon délaissé" de l'axe majeur Concorde-La Défense, qui doit être réaménagé en vue des Jeux olympiques de 2024. Un réaménagement ambitieux puisque d'ici 2024, la Porte Maillot fera office de vitrine olympique, avec l'hébergement des délégations officielles du CIO et l'installation du centre de presse international. Grâce au tramway et au RER E, elle sera "gare olympique." Et, en surface, il est prévu l'aménagement d'un parvis végétalisé devant le palais des congrès.



Située dans le prolongement des Champs-Élysées, l'avenue de la Grande-Armée se distingue par le fait qu'elle compte un grand nombre d'habitants, et pas seulement des commerces, des sièges sociaux ou des banques.

Fédérer les acteurs majeurs

Mais il fallait rappeler l'importance de l'avenue de la Grande-Armée dans cet axe de prestige. Le 11 mai dernier, lors de la conférence de presse de l'association Réenchanter les Champs-Élysées, Geoffroy Boulard, le maire du XVII^e arrondissement, a rappelé qu'"il est indispensable que les commerçants et les habitants puissent également contribuer à l'évolution de l'avenue de la Grande-Armée".

Laquelle se distingue de "la plus prestigieuse avenue du monde" par le fait qu'elle compte un grand nombre d'habitants, et pas seulement des commerces, des sièges sociaux ou des banques. "Le Comité Grande Armée a pour but de rappeler qu'il faut désenclaver l'avenue et fédérer les acteurs majeurs, comme les sociétés foncières, les investisseurs, les commerçants et les habitants pour poursuivre la transformation de l'axe majeur Tuileries/La Défense." Le comité est animé par des

ténors parisiens – comme Éric Donnet, son président, par ailleurs directeur général de Groupama Immobilier – et entretient des liens opérationnels avec Francis Szpiner, maire du XVI^e arrondissement. En outre, il agit en coordination avec le Comité Champs-Élysées qui avait lancé le projet de réaménagement des Champs. Le Comité Grande-Armée souhaite lancer des enquêtes et des débats pour savoir ce que souhaitent les habitants, les investisseurs et les mairies.

D'autant que les idées ne manquent pas pour faire de cette avenue un modèle pour la mobilité : coulée verte vers le bois de Boulogne, nouvelles mobilités axées sur l'électrique, manifestations sportives et culturelles, ou encore matériel urbain innovant. "L'avenue de la Grande-Armée ne doit pas être la grande oubliée de l'axe majeur", rappelle Geoffroy Boulard.

L.C.

"Le Comité Grande Armée a pour but de rappeler qu'il faut désenclaver l'avenue et fédérer les acteurs majeurs, comme les sociétés foncières, les investisseurs, les commerçants et les habitants pour poursuivre la transformation de l'axe majeur Tuileries/La Défense."

Val-de-Marne - Sport

Les Jeux du Val-de-Marne, prélude estival aux JO 2024

Le département a organisé deux semaines de découvertes sportives qui ont attiré plus de 100 000 personnes

Ce sont plus de 100 000 participants qui ont assisté du 4 au 19 juin à la nouvelle édition des Jeux du Val-de-Marne, placés en toute logique sous les auspices des Jeux olympiques de Paris 2024 qu'ils n'ont d'ailleurs pas attendu pour exister : "ces Jeux départementaux sont issus d'une longue tradition, il s'agit d'une grande fête populaire et sportive qui a lieu depuis trente ans", souligne Olivier Capitano, président du conseil départemental.

"Ces Jeux départementaux sont issus d'une longue tradition, il s'agit d'une grande fête populaire qui a lieu depuis trente ans"

En organisant les Jeux du Val-de-Marne chaque année, l'objectif du département est d'offrir "un grand événement sportif gratuit et ouvert à tous, qui permette à des milliers de participants de découvrir durant deux semaines de nombreuses disciplines et de se réunir autour des valeurs du sport telles que le partage, l'esprit d'équipe, le plaisir de l'effort et la convivialité".



L'opération, organisée en interne, n'a pas eu besoin d'être budgétée, mais le département tient à rappeler qu'il a versé 9,4 millions d'euros en 2021 à 700 structures sportives.

Organisation maison

Parmi les épreuves proposées, la désormais classique course d'obstacles Val'Dingo et, à l'île de loisirs de Créteil, des activités nautiques : aviron, voile, canoë-kayak ou encore paddle. L'opération, organisée en interne, n'a pas eu besoin d'être budgétée, mais le département tient à

rappeler qu'il a versé 9,4 millions d'euros en 2021 à 700 structures sportives, comme des associations ou des gymnases de collèges. Cette année, les Jeux du Val-de-Marne ont compté sur la présence de plusieurs sportifs de haut niveau, parmi lesquels Camille Serme, championne de squash de Créteil, Ethan Cormont, perchiste de Maisons-

Alfort, et Antoine Jesel, qui pratique le para-aviron à Nogent-sur-Marne. Ces Jeux départementaux sont-ils une répétition générale des Jeux olympiques de 2024 à l'échelle du département ? "Certes, le Val-de-Marne n'a pas obtenu de lieu de compétition sur son territoire pour les JO, mais le département est mobilisé à fond sur l'événement, rappelle Olivier

Capitano. Nous avons par exemple le plus grand nombre de centres de préparation aux jeux [lieux d'accueil des délégations étrangères, ndlr]. Et les habitants pourront approcher les sportifs de haut niveau, assister aux entraînements et voir passer la flamme olympique dans le Val-de-Marne."

L.C.

Cette année, les Jeux du Val-de-Marne ont compté sur la présence de plusieurs sportifs de haut niveau : Camille Serme, championne de squash de Créteil, Ethan Cormont, perchiste de Maisons-Alfort et Antoine Jesel, qui pratique le para-aviron à Nogent-sur-Marne

ANALYSES

Seine-et-Marne - Emploi

Le département à la recherche de jobeurs d'été

Une vaste opération de communication a été lancée afin de pourvoir soixante postes saisonniers au service de la collectivité

Travailler au sein d'une collectivité n'est pas la première idée qui traverse l'esprit des jeunes à la recherche d'un job d'été. C'est donc pour pallier le manque d'information de ce public que le conseil départemental de la Seine-et-Marne a lancé une vaste campagne de sensibilisation. L'objectif : faire découvrir des métiers inhérents à la structure en proposant des emplois saisonniers à pourvoir dès le 1^{er} juin.

“La Seine-et-Marne a une population très jeune: 25 % des habitants ont moins de 25 ans. Nous avons donc voulu leur faire découvrir tout l'éventail des métiers existant dans notre collectivité qui compte 5000 agents”

“La Seine-et-Marne a une population très jeune: 25 % des habitants ont moins de 25 ans, explique Daisy Luczak, deuxième vice-présidente du conseil départemental. Nous avons donc voulu leur faire découvrir tout l'éventail des métiers existant dans une collectivité comme la nôtre, qui compte 5000 agents: aménagement du territoire, culture, administration et ressources (achats, ressources humaines, etc.)” Pas question pour autant de pro-



Pour faire découvrir ses jobs méconnus et séduire de jeunes candidats, le département participe régulièrement à des salons et forums pour l'emploi.

poser de simples jobs d'observation ou d'emplois-découverte: les jeunes seront amenés à exercer de véritables fonctions au service du département ou du public: *“nous avons fléché plusieurs types de missions, comme la médiation culturelle, la réalisation d'enquêtes de satisfaction, l'accueil physique*

ou téléphonique des publics, des missions d'inventaire ou encore d'archivage”, détaille Daisy Luczak.

Déployer les grands moyens

Pour faire découvrir ces jobs méconnus au public jeune, les

grands moyens ont été déployés: d'abord, une campagne sur Internet via le site du département et, surtout, une participation intensive à des salons et forums pour l'emploi: salons de Melun et Bussy-Saint-Georges, forum de l'emploi de La Villette. *“Lors de ces forums, nous*

avons recherché des candidatures pour les jobs saisonniers mais aussi pour nos contrats d'apprentissage. Il faut d'ailleurs souligner que les jobs d'été peuvent déboucher sur des contrats d'apprentissage, et même sur des CDI”, souligne Daisy Luczak. Soixante postes saisonniers étaient à pourvoir cette année, et cinquante d'entre eux le sont déjà.

L.C.

“Nous avons fléché plusieurs types de missions, comme la médiation culturelle, la réalisation d'enquêtes de satisfaction, l'accueil physique ou téléphonique des publics, des missions d'inventaire ou encore d'archivage”

Seine-Saint-Denis - Culture

L'Académie Fratellini fait peau neuve

La première école des arts du cirque a lancé ses travaux de réaménagement à Saint-Denis, et prévoit une tournée dans le département

À Saint-Denis, les travaux de restauration et d'extension de l'Académie Fratellini, école supérieure des arts du cirque, ont été marqués par une étape symbolique: le 17 mai dernier, la première pierre du projet a été posée, en présence de Stéphane Troussel, président du département de la Seine-Saint-Denis, et de Mathieu Hanotin, maire de la ville.

Le budget de l'opération s'élève à 9,5 millions d'euros et les partenaires publics historiques de l'école prennent en charge 80 % du coût des travaux. L'ensemble du chantier sera achevé en 2024.

Le chantier porte notamment sur une extension de 20 % de la surface du site, laquelle mesure actuellement 5500 mètres carrés. Deux ailes vont être ajoutées à la grande halle de ce centre culturel: l'une accueillera des bureaux administratifs, et l'autre recevra la maison du centre de formation d'apprentis. Au menu du projet figure aussi l'aménagement d'une nouvelle salle de spectacle de 250 places.

Quarante ans d'histoire

Implantée depuis 2003 à la Plaine Saint-Denis, tout près du Stade de



Deux ailes vont être ajoutées à la grande halle. La première accueillera des bureaux administratifs, et la seconde la maison du centre de formation d'apprentis.

France, l'Académie poursuit l'aventure commencée il y a quarante ans par la chanteuse, clown et actrice Annie Fratellini, et son époux le cinéaste, acteur et clown Pierre Etaix, fondateurs de la première école de cirque en France. Le centre de formation délivre aujourd'hui le diplôme national supérieur professionnel d'artiste de cirque, et ses deux chapiteaux actuels abritent une programma-

tion régulière de spectacles pour tous les publics. L'Académie propose également une école amateur pour les enfants de 5 à 14 ans, des cours pour adultes en soirée, et des séances “famille en piste” pour découvrir les arts du cirque de façon ludique avec ses enfants.

Parallèlement aux travaux de réhabilitation, l'Académie prévoit un projet d'itinérance sur le territoire:

le Fratellini Circus Tour sillonnera la Seine-Saint-Denis dès septembre 2022, pour deux saisons culturelles. Grâce à des escales au cœur des quartiers, l'Académie proposera des parcours artistiques aux habitants et acteurs du territoire: spectacles, bals circassiens, pratique de cirque, médiation culturelle, rencontre avec les artistes, etc. Le budget de l'opération de réhabilitation s'élève à 9,5 millions

d'euros. Les partenaires publics historiques de l'école – dont le ministère de la Culture, la région Ile-de-France, le conseil départemental de la Seine-Saint-Denis et Plaine Commune – prennent en charge 80 % du coût des travaux. L'ensemble du chantier sera achevé en 2024, avant les Jeux olympiques de Paris.

L.C.

Avec le projet d'itinérance “Fratellini Circus Tour”, l'Académie sillonnera le département et fera escale au cœur des quartiers pour proposer des parcours artistiques aux habitants et acteurs du territoire

Annonces légales & judiciaires

Vie des sociétés, ventes judiciaires, avis judiciaires, appel d'offres, arrêtés préfectoraux, enquêtes publiques

Le nouvel Economiste a été habilité pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022 publieur officiel de toutes annonces judiciaires et légales en matière de procédure civile et de commerce, ainsi que les actes de société, pour les départements de Paris (Arrêté préfectoral 75-2021-12-09-00007 du 09/12/2021), des Yvelines (Arrêté préfectoral 78-2022-01-05-00001 du 05/01/2022), de l'Essonne (Arrêté préfectoral 2021-PREF/DCSIPC/BRECI/1506 du 13/12/2021), des Hauts-de-Seine (Arrêté préfectoral CAB/SDCI N°2021-1064 du 16/12/2021), de Seine-Saint-Denis (Arrêté préfectoral N°2021-3570 du 20/12/2021), du Val-de-Marne (Arrêté préfectoral N°2021/4782 du 31/12/2021) **Tarifs du caractères des annonces légales : 75 - Paris : 0,237 € H.T., 78 - Yvelines : 0,226 € H.T., 91 - Essonne : 0,226 € H.T., 92 - Hauts-de-Seine : 0,237 € H.T., 93 - Seine-Saint-Denis : 0,237 € H.T., 94 - Val-de-Marne : 0,237 € H.T.**

Paris

Rectificatif

Rectificatif à l'annonce parue le 17/06/2022 concernant la société : **NAS PRESTIGE**, il y avait lieu de lire objet: Voiture de tourisme avec chauffeur

AL0622-167780

Additif

Additif suite à l'annonce parue le 17/06/2022 concernant la société : **BANH BAO**, il y avait également lieu de lire : Objet : La restauration sur place et à emporter, achat et vente de boissons non alcoolisées.

AL0622-168111

Constitution

Par acte SSP du 06/06/2022, il a été constitué une **SARL** dénommée :

BAT PRO

Siège social : 169 boulevard Saint Germain 75006 PARIS
Capital : 5.000 €
Objet : Travaux de peinture, rénovation intérieure et extérieure, plomberie, menuiserie, électricité, générale du bâtiment.
Gérant : M. CANELA BRISA, 169 boulevard Saint Germain 75006 PARIS
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0622-167808

Par acte SSP du 11/06/2022, il a été constitué une **SASU** dénommée :

RIFF STORE

Siège social : 19 rue Riquet 75019 PARIS
Capital : 1.000 €
Objet : Achat et vente de produits alimentaires. Vente d'article et produit cosmétique, vente d'article d'électroménager. Vente des articles de cadeaux.
Président : M. Rafik MOUSSAOUI, 129 rue Anatole France 93700 DRANCY
Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.
Clauses d'agrèments : Actions librement cessibles entre associés uniquement.
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0622-167849

Par acte SSP du 01/05/2022, il a été constitué une **SASU** dénommée :

PHONE RECYCLE PRODUCTION

Siège social : Centre d'Activités CAP 18, 189 rue d'Aubervilliers et 73 rue de l'Évangile 75018 PARIS
Capital : 500.000 €
Objet : Reconditionnement de matériels électroniques destinés à être commercialisés comme bien d'occasion et de se substituer ainsi à la production d'un bien équivalent neuf
Président : PHONE RECYCLE SOLUTION (PRS), SAS au capital de 1.000.000 €, sise 189 rue d'Aubervilliers et 73 rue de l'Évangile 75018 PARIS, 831 008 842 RCS PARIS, représentée par M. Jim ACOCA.
Admissions aux assemblées et droits de vote : Chaque associé a le droit de participer aux Assemblées Générales personnellement ou par le biais de son mandataire. Chaque associé dispose d'une voix. Toutes décisions collectives ordinaires seront prises à la majorité et toutes les décisions collectives extraordinaires à l'unanimité des associés
Clauses d'agrèments : Les actions sont inaliénables pour une durée de 3 ans à compter de la date de signature des présents statuts. Lorsque la société comporte plus d'un associé, les

actions ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de la majorité en nombre des associés représentant a moins les trois quarts des actions, cette majorité étant en outre déterminée compte tenu de la personne et des actions de l'associé cédant. La cession d'actions à un tiers est soumise au droit de préemption des associés. Les actions sont librement transmissibles par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux.
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0622-167956

Par acte SSP du 17/06/2022, il a été constitué une **SASU** dénommée :

K RENOV

Siège social : 138 boulevard Magenta 75010 PARIS
Capital : 10.000 €
Objet : Entreprise générale du bâtiment
Présidente : Mme Meriem BEN AMMAR, 9 rue du Président Kennedy 94140 ALFORTVILLE
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0622-167855

Par acte SSP du 13/06/2022, il a été constitué une **SAS** dénommée :

SOLEIL FRUIT

Siège social : 9 rue des Vignoles 75020 PARIS
Capital : 1.000 €
Objet : Achat et vente des fruits ambulants
Président : M. MOHAMED AHMED ELSAYED ELDEGLA, 10 rue Felix Terrier 75020 PARIS
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0622-167878

Par acte SSP du 14/06/2022, il a été constitué une **SARL** dénommée :

BM BAT

Siège social : 106 avenue Kleber 75116 PARIS
Capital : 5.000 €
Objet : Travaux de peinture, rénovation intérieure et extérieure, plomberie, menuiserie, électricité, générale du bâtiment achat/vente de matériaux et import-export de tous produits non réglementés.
Gérant : M. ADNAN AHMED, 106 avenue Kleber 75116 PARIS
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0622-167915

Par acte SSP du 16/06/2022, il a été constitué une **SCI** dénommée :

RICO

Siège social : 33 rue Palestro 75002 PARIS
Capital : 520 €
Objet : L'acquisition, la rénovation, la reconstruction, la division par lots ou par appartements, la location, la gestion par tous moyens appropriés de tous terrains, biens et ensembles immobiliers
Gérant : M. Franck AZRIA, 125 rue de la Pompe 75016 PARIS
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0622-167918

Par acte SSP du 14/06/2022 il a été constitué une **SAS** dénommée :

85-87 JEAN JAURES

Siège social : 29 avenue Hoche 75008 PARIS
Capital : 1.000 €
Objet : Acquisition, administration, gestion de biens immobiliers
Président : M. BIBAS Alexandre, 333 allée du Domaine, Domaine de Castellaras 06370 MOUANS SARTOUX
Transmission des actions : Actions librement cessibles entre associés uniquement.

Admission aux assemblées et exercice du droit de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0622-168023

Par acte SSP du 13/06/2022, il a été constitué une **SAS** dénommée :

AM RENOVATION

Siège social : 22 rue de l'Espérance 75013 PARIS
Capital : 10.000 €
Objet : Rénovation intérieure et extérieure
Présidente : Mme Fatima MEFTAHA, 22 rue de l'Espérance 75013 PARIS
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0622-168043

Par acte SSP du 20/06/2022, il a été constitué une **SASU** dénommée :

CAM ON CORP

Siège social : 12 rue Valadon 75007 PARIS
Capital : 1.000 €
Objet : Conseil en communication, marketing et talent management
Présidente : Mme Camille LAVISSE, 12 rue Valadon 75007 PARIS
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0622-168114

Modification

COMPTOIR DE MINERAUX ET MATIERES PREMIERES

SA au capital de 143.440 €
Siège social : 45 rue de Saint-Pétersbourg - 75008 PARIS
582 013 264 RCS PARIS

Le 08/06/2022, l'AGO a nommé Mme Marta DE AZEVEDO IRVING BRIOT, 12 rue Montauban 75015 PARIS, en qualité d'administrateur de la Société pour une période de 6 ans, qui prendra fin à l'issue de l'AGO des actionnaires statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2027. Mention au RCS de PARIS

AL0622-167290

LA VIGIE S.C

SC au capital de 164.323 €
Siège social : 18 rue Cardinet 75017 PARIS
813 112 810 RCS PARIS

Le 02/06/2022, l'AGO a décidé de nommer en qualité de Commissaire aux Comptes titulaire SASHA CONSEIL, SAS au capital de 100 €, sise 30 allée du Centre 93250 VILLEMOMBLE, 841 509 466 RCS BOBIGNY, représentée par M. ALLAL Norman. Mention au RCS de PARIS

AL0622-167603

LA REUNION FONCIERE

SAS au capital de 108.807,60 €
Siège social : 95 rue la Boetie 75008 PARIS
572 065 522 RCS PARIS

Suivant délibérations en date du 07/06/2022, l'associé unique a décidé de nommer en qualité de Commissaire aux Comptes Titulaire M. RIOU Patrick, 93 rue du Commerce 75015 PARIS, en lieu et place de ERNST&YOUNG ET AUTRES, et en qualité de Commissaire aux Comptes Suppléant M. WORINGER Laurent, 75 avenue des Ternes 75017 PARIS. Modification à compter du 30/03/2022. Mention au RCS de PARIS

AL0622-167627

MATATIE

SAS au capital de 156.810 €
Siège social : 12 rue Gobert 75011 PARIS
821 298 346 RCS PARIS

Le 30/05/2022, par décision unanime, les associés ont décidé de modifier le capital de 156.810 € pour porter ce dernier à 164.390 €. Le 31/05/2022, par décisions unanimes, les associés ont décidé de modifier le capital de 164.390 € pour porter ce dernier à 176.920 €.

Le 07/06/2022, par décision unanime, les associés ont décidé de modifier le capital de 176.920 € pour porter ce dernier à 183.710 €.
Mention au RCS de PARIS

AL0622-167720

ELITEDIAMONDS

SARL au capital de 1.000 €
Siège social : 24 rue Jean Mermoz 75008 PARIS
881 530 752 RCS PARIS

Le 01/06/2022, l'AGE a décidé de nommer Gérant M. Leroy JOURNO, 206 Quai de Jemmapes 75010 PARIS, à compter du 15/06/2022, en remplacement de Mme Yael JOURNO. Mention au RCS de PARIS

AL0622-167722

6COM TELECOM

SASU au capital de 1.000 €
Siège social : 38 rue des Moines 75017 PARIS
898 218 623 RCS PARIS

L'AGE du 24/05/2022 a décidé de :
- transférer le siège social au 13 avenue de Chanzy 93320 LES PAVILLONS SOUS BOIS. Président : M. EZZEDDINE Ahmed, 38 rue des Moines 75017 PARIS
- étendre l'objet social comme suit : Génie énergétique, froid, climatisation, plomberie, électricité
Radiation au RCS de PARIS et immatriculation au RCS de BOBIGNY

AL0622-167750

MICR'EAU

SARL au capital de 7.635, 87 €
Siège social : 58 rue de la Rochefoucauld - 75009 PARIS
422 599 779 RCS PARIS

Le 01/07/2022, l'AGE a décidé de transférer le siège social au 82 rue Taitbout 75009 PARIS. Modification au RCS de PARIS

AL0622-167753

EL JABRI BATIMENT

SASU au capital de 1.000 €
Siège social : 11 rue de Cambrai 75019 PARIS
831 285 523 RCS PARIS

L'AGE du 01/04/2022 a décidé de :
- transférer le siège social au 5 Route de Montreuil 93230 ROMAINVILLE - nommer Président M. SPATARO Giovanni, 210 rue de Faubourg Saint Denis 75010 PARIS, en remplacement de M. AHMED EL JABRI
Radiation au RCS de PARIS et immatriculation au RCS de BOBIGNY

AL0622-167844

RESEAU TECH

SASU au capital de 1.000 €
Siège social : 28 rue de Sambre et Meuse - 75010 PARIS
894 186 717 RCS PARIS

Le 08/06/2022, l'AGE a décidé de transférer le siège social au 12 Place Carnot 93110 ROSNY SOUS BOIS. Président : M. Youcef KHELIDJ, 12 rue Felix Buchin 77500 CHELLES. Radiation au RCS de PARIS et immatriculation au RCS de BOBIGNY

AL0622-167845

H R DIFFUSION

SARL au capital de 7.622,45 €
Siège social : 98 rue du Faubourg Saint Martin - 75010 PARIS
409 440 526 RCS PARIS

Le 30/04/2022, l'AGE a décidé de transférer le siège social au 32 boulevard de Strasbourg 75468 PARIS Cedex 10. Modification au RCS de PARIS

AL0622-167886

J&R SERVICES

SARL au capital de 10.000 €
Siège social : 101 avenue Général Leclerc - 75685 PARIS Cedex 14
529 100 695 RCS PARIS

Le 01/03/2022, l'AGE a décidé d'étendre l'objet social comme suit : Transport public routier de personne avec véhicule moins 9 places conducteur compris. Modification au RCS de PARIS

AL0622-167929

ONEZIA

SASU au capital de 10.000 €
Siège social : 2 rue du Priez 59800 LILLE
910 646 447 RCS LILLE METROPOLE

Le 01/06/2022, le Président a décidé de transférer le siège social au 10 rue Labie 75017 PARIS. Président : NEOPAR, SASU au capital de 5.700.000 €, sise 10 rue Labie 75017 PARIS, 803 961 044 RCS PARIS. Radiation au RCS de LILLE METROPOLE et immatriculation au RCS de PARIS

AL0622-167930

SABIL TRANSPORT ALLIANCE

EURL au capital de 11.000 €
Siège social : 125 boulevard Diderot 75012 PARIS
817 889 108 RCS PARIS

Le 01/03/2022, l'AGE a décidé de transférer le siège social au 9 rue Frederic Joliot 91210 DRAVEIL. Gérant : M. Moustapha BELOUD, 9 rue Frederic Joliot 91210 DRAVEIL. Radiation au RCS de PARIS et immatriculation au RCS d'EVRY

AL0622-167957

MONDIAL CONSULTING

SARL au capital de 1.500 €
Siège social : 36 rue de Sambre et Meuse - 75010 PARIS
841 115 033 RCS PARIS

Le 01/02/2022, l'AGE a décidé de transférer le siège social au 24 rue du Pré Saint Gervais 93500 PANTIN. Gérant : M. AMOR SKAH, 100 B LESIR LACAME 89300 JOIGNY. Radiation au RCS de PARIS et immatriculation au RCS de BOBIGNY

AL0622-168037

COPACABANON

SAS au capital de 15.000 €
Siège social : 123 rue du Faubourg du Temple - 75010 PARIS
819 286 923 RCS PARIS

Le 06/04/2022, l'AGE a décidé de nommer Directeur Général M. Jérémy DUMONT-FILLON, 226 B boulevard Voltaire 75011 PARIS, à compter du 01/03/2022. Mention au RCS de PARIS

AL0622-168073

ORGANISED BY DANSIRA

SASU au capital de 1.000 €
Siège social : 45 rue Championnet 75018 PARIS
899 586 564 RCS PARIS

Suivant délibérations en date du 23/05/2022, l'associé unique a décidé de transformer la société en SARL. A été nommé Gérante Mme DOUCOURÉ Anne Dansira, 45 rue Championnet 75018 PARIS. Modifications à compter du 01/06/2022. Le reste demeure inchangé. Mention au RCS de PARIS

AL0622-168107

Clôture de Liquidation

THE FAIR PRICE

SARL au capital de 1.000 €
Siège social : 5 rue des 2 Ponts 75004 PARIS
884 612 086 RCS PARIS

Le 26/06/2020, l'AGE a approuvé les comptes de liquidation, déchargé le liquidateur Mme Cynthia GIVENCHY, 105 rue de Migneaux 78300 POISSY, de son mandat et constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du 26/06/2020. Radiation au RCS de PARIS

AL0622-167826

SRB FRANCE

SASU au capital de 1.000 €
Siège social : 130 boulevard Davout 75020 PARIS
851 689 190 RCS PARIS

Le 15/04/2022, l'AGE a approuvé les comptes de liquidation, déchargé le liquidateur M. NENAD KRSTIC, 49 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny 93140 BONDY, de son mandat et constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du 15/04/2022. Radiation au RCS de PARIS

AL0622-168166

Location Gérance

Aux termes d'un acte SSP en date du 06/06/2022, la société :

RAMEAU TAXIS

SARL au capital de 27.440 €, sise 207 rue Lafayette boîte N°8 - 75010 PARIS, 662 034 446 RCS PARIS a donné en location gérance à M. CHATI Ahmed, 120 route des Petits Ponts 93290 TREMBLAY-EN-FRANCE, un fonds de commerce d'autorisation de stationnement N° 0622 et du véhicule équipé taxi rattaché au 207 rue Lafayette 75010 PARIS, du 06/06/2022 au 05/06/2023 renouvelable par tacite reconduction

AL0622-167615

Divers Autres

LE BARON DE CHOISY

SARL au capital de 68.602 €
Siège social : 76 avenue de Choisy 75013 PARIS
339 421 794 RCS PARIS

Le 29/10/2021, l'AGE des associés, a décidé de la continuation de la société malgré un actif inférieur à la moitié du capital social. Modification au RCS de PARIS

AL0622-167594

ELOGES

SAS au capital de 15.000 €
Siège social : 59 rue des Petits Champs - 75001 PARIS
501 983 043 RCS PARIS

Le 16/06/2022, l'AGE a décidé de la continuation de la société malgré un actif inférieur à la moitié du capital social. Modification au RCS de PARIS

AL0622-167875

DSA REAL ESTATE

SAS au capital de 15.000 €
Siège social : 8 rue Euryale Dehaynin - 75019 PARIS
878 129 618 RCS PARIS

Le 18/05/2022, l'AGE a décidé de la continuation de la société malgré un actif inférieur à la moitié du capital social. Modification au RCS de PARIS

AL0622-168069

Yvelines

Constitution

Par acte SSP du 03/06/2022 il a été constitué une SARL dénommée :

PAON DORE

Siège social: 34 rue de Paris 78600 MAISONS LAFFITTE
Capital: 1.500 €
Objet: Soins de beauté, manucure, entretien corporel
Gérante: Mme CHEN Xiaoxuan, 4 allée Danielle Casanova 78260 ACHERES
Durée: 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de VERSAILLES

AL0622-167794

Par acte ssp en date de 04/06/2022, il a été constitué une SAS dénommée :

ANIRINO COIFFURE

Nom Commercial : LE VESINET COIFFEUR BARBIER
Siège Social : 13 rue Jean Laurent 78110 LE VESINET
Capital : 100 €
Objet : Salon de Coiffure, achat et revente de produits accessoires
Président : M. LAHOUCINE AAFIF, 1 rue du Fort 95240 CORMEILLES EN PARISIS
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de VERSAILLES

AL0622-167923

Modification

AFD ALIMENTATION

SASU au capital de 2.000 €
Siège : 49 rue du Maréchal Foch 78250 MEULAN
909 615 924 RCS VERSAILLES

Par décision de l'AGE du 07/06/2022, il a été décidé à compter du 17/06/2022 de nommer Président M. TALEB Mohamed, 43 bis avenue Jean Jaurès 93450 L'ILE SAINT DENIS en rem-

placement de M. AFDDAS Mohamed démissionnaire. Mention au RCS de VERSAILLES

AL0622-167752

THE DAILY DRESSING

SAS au capital de 200 €
Siège social : 58 rue de la Rochefoucauld - 75009 PARIS
841 862 816 RCS PARIS

Le 01/07/2022, l'AGE a décidé de transférer le siège social au 9 rue des Beunes 78400 CHATOU. Présidente : Mme Pascale YANNIC épouse GUASP, 9 rue des Beunes 78400 CHATOU. Radiation au RCS de PARIS et immatriculation au RCS de VERSAILLES.

AL0622-167801

SELARL CASADEBAIG & ASSOCIES - ELIGE PAU

Avocats
21 rue Henri Faisans - 64000 PAU
Tél : 05.59.98.43.00
pau@elige-avocats.com

ARTECOSY

SAS au capital de 99.990 €
Siège : 12 rue Georges Blandon 78430 LOUVECIENNES
881 669 394 RCS VERSAILLES

Du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 15 décembre 2021, Du certificat délivré le 31 décembre 2021 par le Commissaire aux Comptes désigné, constatant la libération d'actions nouvelles par compensation de créances liquides et exigibles sur la Société,

Du procès-verbal des décisions du Président du 31 décembre 2021, il a été décidé :

- d'augmenter le capital social d'un montant de 51.960 euros par émission de 1.732 actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale de 30 euros chacune, assortie d'une prime d'émission totale de 468.040 €, et porté de 99.990 euros à 151.950 €,
 - de réduire le capital social en raison des pertes de 151.950 euros à 5.065 euros au moyen de la baisse de la valeur nominale unitaire des actions passant de 30 euros à 1 euro.
- Les articles 6 et 7 des statuts ont été modifiés en conséquence.

Pour avis
Le Président

AL0622-167817

SOURCING AND CONSULTING

SASU au capital de 1.000 €
Siège : 13 rue Saint Honoré 78000 VERSAILLES
884 866 310 RCS VERSAILLES

Par décision de l'AGE du 30/05/2022, il a été décidé de transférer le siège social au 99 boulevard de la Reine 78000 VERSAILLES. Mention au RCS de VERSAILLES

AL0622-168210

Vente de Fonds

Suivant acte SSP en date du 30/05/2022 enregistré le 01/06/2022 au SIE de VERSAILLES, dossier N° 2022 00013910, référence N°7804P61 2022 A 02508

JIN QI LIN

SARL au capital de 1.000 €, sise 34 rue de Paris 78600 MAISONS LAFFITTE, 879 750 057 RCS VERSAILLES, a cédé à

PAON DORE

EURL au capital de 1.500 €, sise 34 rue de Paris 78600 MAISONS LAFFITTE, en cours d'enregistrement au RCS de VERSAILLES, un fonds de commerce de Salon de beauté, sis et exploité 34 rue de Paris 78600 MAISONS LAFFITTE, comprenant clientèle, droit au bail, matériels moyennant le prix de 20.000 €. La date d'entrée en jouissance est fixée au 30/05/2022. Les oppositions sont reçues dans les 10 jours de la dernière date des publicités légales à l'adresse du fonds cédé. La correspondance est à adresser à : SCP BARAT MOUET, 13 boulevard Henri IV 75004 PARIS

AL0622-167763

Essonne

Constitution

Par acte SSP du 02/06/2022, il a été constitué une SASU dénommée :

OPPO 91

Siège social : 72 rue de Grand Vaux 91360 EPINAY-SUR-ORGE
Capital : 1.000 €

Objet : Vente de fruits et légumes non sédentaire

Président : M. Mohamed ELASHREY, 72 rue de Grand Vaux 91360 EPINAY-SUR-ORGE

Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.

Clauses d'agrèments : Actions librement cessibles entre associés uniquement.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS d'EVRY

AL0622-167800

Par acte SSP du 16/06/2022, il a été constitué une SASU dénommée :

BS TRANSPORT

Siège social : 24 rue des Marronniers 91550 PARAY VIEILLE POSTE
Capital : 1.000 €

Objet : L'exploitation, directe ou indirecte, d'une activité de véhicule de tourisme avec chauffeur (VTC)

Président : M. Salem BOUGUERROUCHE, 24 rue des Marronniers 91550 PARAY VIEILLE POSTE

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS d'EVRY

AL0622-167850

Par acte SSP du 16/06/2022, il a été constitué une SASU dénommée :

CHIEB TRANSPORT

Siège social : 26 rue Bizet 91240 SAINT MICHEL SUR ORGE
Capital : 400 €

Objet : Transport de voyageurs par voiture avec chauffeur. Location et vente de voitures

Président : M. Nouredine CHIEB, 26 rue Bizet, bâtiment 16 escalier 02, 91240

SAINT MICHEL SUR ORGE

Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix

Clauses d'agrèments : Actions librement cessibles entre associés uniquement.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS d'EVRY

AL0622-167863

Par acte SSP du 14/04/2022, il a été constitué une SASU dénommée :

BEN'SERVICES

Siège social : 8 rue des Perces Neige 91270 VIGNEUX SUR SEINE
Capital : 1.500 €

Objet : Plomberie, chauffage et sanitaire

Président : M. Djamel BENAÏSSA, 8 rue des Perces Neige 91270 VIGNEUX SUR SEINE

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS d'EVRY

AL0622-168040

Par acte SSP du 01/06/2022, il a été constitué une SARL dénommée :

ADRIANO

Siège social : 90 Route de Damiette 91190 GIF SUR YVETTE
Capital : 10.000 €

Objet : Travaux bâtiment, tout corps d'état, serrurerie, menuiserie

Gérant : M. TEIXEIRA DE ALMEIDA Adriano, 2 rue de l'Adour 91940 LES ULIS

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS d'EVRY

AL0622-168045

Par acte SSP du 05/06/2022, il a été constitué une SARL dénommée :

ORCEVAL

Siège social : 2 Chemin Vicinal 91470 LIMOURS
Capital : 500 €

Objet : L'achat, la vente, la prise en pension, la valorisation et le soin de tous chevaux

Gérante : Mme PLANCON Laura, 83 Chemin Turaude, Thomas, 91620 LA VILLE DU BOIS

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS d'EVRY

AL0622-168113

Par acte SSP du 21/06/2022, il a été constitué une SAS dénommée :

ESPRIT LOC

Siège social : 26 rue Aristide Briand 91150 ETAMPES
Capital : 1.000 €

Objet : Le conseil en ingénierie informatique et en gestion d'entreprises ; La formation de tout personnel technique ou de gestion dans le domaine informatique, ainsi que l'installation et le paramétrage de logiciels ; La conception, la réalisation et la distribution de tous matériels électroniques et informatiques.

Président : M. NADEEM MOHAMMAD, 4 rue de la Butte Labatte 91150 ETAMPES

Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.

Clauses d'agrèments : Actions librement cessibles entre associés uniquement.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS d'EVRY

AL0622-168187

Modification

SAPA

SAS au capital de 10.000 €
Siège: 56 avenue de la Libération 91130 RIS ORANGIS
910 800 135 RCS EVRY

Par décision en date du 15/06/2022, l'associé unique a décidé à compter du même jour de transférer le siège social de la société au 6 rue des Deux Portes 78000 VERSAILLES. L'article 4 des statuts a été modifié. Radiation au RCS d'EVRY et immatriculation au RCS de VERSAILLES

AL0622-167922

SCI BTIMMO

SCI au capital de 220.500 €
Siège social : 147 rue de la Ferté Alais 91820 BOUTIGNY SUR ESSONNE
753 924 414 RCS EVRY

L'AGE du 16/05/2022 a décidé de :
- transférer le siège social au 4 avenue de la Résistance 92370 CHAVILLE
- nommer Gérant M. Patrice BERNARD, 51 rue Paul Doumer 78140 VELIZY VILLACOUBLAY, en remplacement de M. François BERTHELOT
Radiation au RCS d'EVRY et immatriculation au RCS de NANTERRE

AL0622-168033

RGB CONSTRUCTION

SAS au capital de 50.000 €
Siège social : 345 avenue Lazare Ponticelli 77220 GRETZ ARMAINVILLIERS
824 498 091 RCS MELUN

Le 20/05/2022, l'AGE décidé de transférer le siège social au 6 rue Jules Guesde, ZI du Bois de l'Epine, 91130 RIS ORANGIS. Président : M. Ersoy OZDEMIR, 8 rue Claude Monet 91600 SAVIGNY SUR ORGE. Radiation au RCS de MELUN et immatriculation au RCS d'EVRY

AL0622-168083

CM CARRELAGE

SASU au capital de 1.000 €
Siège social : 11 rue Paul Doumer 91580 ETRECHY
880 715 420 RCS EVRY

Le 07/06/2022, le Président a décidé de nommer Président M. Nurettn TASYUMRU, 36 rue Route Nationale 91510 LARDY, en remplacement de M. Murat CACAN. Mention au RCS d'EVRY

AL0622-168163

Hauts-de-Seine

Constitution

Par acte SSP du 07/06/2022, il a été constitué une SAS dénommée :

JGH-ENG

Siège social : 82B rue Roger Salengro 92160 ANTONY
Capital : 1.000 €

Objet : Le conseil en engineering électrique, développement et gestion fabrication de câblage, et porteur d'affaire dans le domaine, le support sur les outils informatiques de développement et câblage, et le conseil, l'audit technique, la conception, le développement de tout système informatique.

Président : M. Jérôme GHOZLAN, 82B rue Roger Salengro 92160 ANTONY
Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.

Clauses d'agrèments : Les actions ne peuvent être cédées à des tiers ou entre associés qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de NANTERRE

AL0622-167749

Par acte SSP du 15/06/2022, il a été constitué une SARL dénommée :

AT CARS

Siège social : 6 rue Gabriele d'Annunzio 92360 MEUDON LA FORET
Capital : 1.000 €

Objet : Achat-vente de véhicules d'occasion et neufs, achat-vente de pièces automobiles neuves et occasions, import-export de véhicules neufs et d'occasion, import-export de pièces automobiles neuves et d'occasion, location sans chauffeur de courte ou de longue durée de voitures et véhicules automobiles légers sans chauffeur. Prestations et services en sous-traitance : nettoyage automobile, réparation de carrosserie ; réparation de moteur ; réparation mécanique ; réparation, pose ou remplacement de pneumatique ; peinture y compris au pistolet.

Gérant : M. TOVMASYAN Artur, 32 avenue Myasnikyan 0059 EREVAN (ARMENIE)

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de NANTERRE

AL0622-167851

Par acte SSP du 25/05/2022, il a été constitué une SAS dénommée :

JOICAP

Siège social : 40 boulevard Victor Hugo 92200 NEUILLY-SUR-SEINE
Capital : 1.000 €

Objet : - Le conseil et l'assistance notamment dans le secteur immobilier ; - La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements.

Président : M. Zackary SAADA, 40 boulevard Victor Hugo 92200 NEUILLY-SUR-SEINE

Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.

Clauses d'agrèments : Actions librement cessibles entre associés uniquement.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de NANTERRE

AL0622-167889

Par acte SSP du 16/06/2022, il a été constitué une SASU dénommée :

LYNE FORMATION ET CONSEIL

Siège social : 156 rue du Président Salvador Allende 92700 COLOMBES
Capital : 500 €

Objet : Toutes activités liées à la formation et au conseil dans les domaines de la gestion financière, juridique, l'organisation et le management d'entreprise.

Présidente : Mme Marilynne RUOTTE, 156 rue du Président Salvador Allende 92700 COLOMBES.

Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.

Clauses d'agrèments : Actions librement cessibles entre associés uniquement.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de NANTERRE

AL0622-167892

Publiez vos annonces légales dans toute la France avec le nouvel Economiste

ANNONCES LÉGALES & JUDICIAIRES

Vie des sociétés, ventes judiciaires, avis judiciaires, appel d'offres, arrêtés préfectoraux, enquêtes publiques

Par acte SSP du 16/06/2022, il a été constitué une SASU dénommée :

FUTUREENERGY CONSEIL

Siège social : 4 rue Sarah Bernhardt 92600 ASNIERES SUR SEINE
Capital : 2.000 €
Objet : Conseil et accompagnement en transition énergétique
Président : M. Patrick DIKOUME, 5 Mail Roger Prévot 92390 VILLENEUVE LA GARENNE
Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.
Clauses d'agrément : Actions librement cessibles entre associés uniquement.
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de NANTERRE

AL0622-168032

Par acte SSP du 15/06/2022, il a été constitué une SASU dénommée :

XERYUS

Siège social : 25 rue de Paris 92110 CLICHY
Capital : 500 €
Objet : Etanchéité, maçonnerie et carrelage
Président : M. JAMAL ZIANI, 25 rue de Paris 92110 CLICHY
Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.
Clauses d'agrément : Actions librement cessibles entre associés uniquement.
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de NANTERRE

AL0622-168088

Par acte SSP du 15/06/2022, il a été constitué une SASU dénommée :

TAXI ROCHA

Siège social : 56 rue de Sablonville 92200 NEUILLY SUR SEINE
Capital : 100 €
Objet : Voiture de transport avec chauffeur VTC
Président : M. JOSE ROCHA, 56 rue de Sablonville 92200 NEUILLY SUR SEINE
Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.
Clauses d'agrément : Actions librement cessibles entre associés uniquement.
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de NANTERRE

AL0622-168170

Par acte SSP du 21/06/2022, il a été constitué une SASU dénommée :

BRV

Siège social : 16 rue de l'Abreuvoir 92400 COURBEVOIE
Capital : 5.000 €
Objet : Entreprise générale du bâtiment
Président : M. MIROSLAV BORISOV, 16 rue de l'Abreuvoir 92400 COURBEVOIE
Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.
Clauses d'agrément : Actions librement cessibles entre associés uniquement.
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de NANTERRE

AL0622-168193

Modification

IMAGE

SASU au capital de 37.000 €
 Siège social : 191-195 rue Charles de Gaulle
 92200 NEUILLY SUR SEINE
 428 228 597 RCS NANTERRE

Suivant délibérations en date du 28/12/2020, l'associée unique a décidé de nommer en qualité de Commissaire aux Comptes titulaire SASHA CONSEIL, SAS au capital de 100 €, sise 30 allée du Centre 93250 VILLEMOMBLE, 841 509 466 RCS BOBIGNY, représentée par M. Norman ALLAL en lieu et place de KPMG S.A et de M. François CAUBRIERE. Mention RCS NANTERRE

AL0622-167586

URGENCE SCOOTERS LEVALLOIS

SAS au capital de 50.000 €
 Siège social : 137 rue Anatole France 92300 LEVALLOIS-PERRET
 793 744 533 RCS NANTERRE

Le 24/12/2021, l'AGOA a décidé de prendre acte de la fin du mandat de Commissaire aux Comptes titulaire de la société EXPERTS ET ENTREPRENDRE PARIS sans remplacement. Modification au RCS NANTERRE

AL0622-167660

PMI ELEC

SAS au capital de 18.000 €
 Siège social : 34 rue Roque de Filol - 92800 PUTEAUX
 839 088 176 RCS NANTERRE

Le 15/06/2022, l'AGE a décidé de transférer le siège social au 5 Bis avenue des Belles Fontaines 91600 SAVIGNY SUR ORGE. Président : M. Paul COSMIN IOV, 5 Bis avenue des Belles Fontaines 91600 SAVIGNY SUR ORGE. Radiation au RCS de NANTERRE et immatriculation au RCS d'EVRY

AL0622-167759

ALHAMBRA COIFFURE

SASU au capital de 1.000 €
 Siège social : 3 rue Dupont du Chambon
 92390 VILLENEUVE-LA-GARENNE
 814 527 834 RCS NANTERRE

Le 14/06/2022, l'AGE a décidé de nommer présidente Mme Ines RAZOUL, 6 avenue Jean Jaurès 92390 VILLENEUVE-LA-GARENNE, en remplacement de Mme Malika BOUMLIK. Mention au RCS de NANTERRE

AL0622-167803

ICOSIUM

SARL au capital de 4.500 €
 Siège social : 410 avenue de la République - 92000 NANTERRE
 890 754 450 RCS NANTERRE

Le 01/06/2022, l'AGE a décidé de transférer le siège social au 111 avenue Victor Hugo 93300 AUBERVILLIERS. Gérant : M. TARIK BOUZID, 410 avenue de la République 92000 NANTERRE. Radiation au RCS de NANTERRE et immatriculation au RCS de BOBIGNY

AL0622-167852

MK ENVIRONNEMENT

SAS au capital de 500 €
 Siège : 16 rue Jacques Dulud 92200 NEUILLY SUR SEINE
 898 919 659 RCS NANTERRE

Par décision de l'AGE du 10/05/2022, il a été décidé d'augmenter le capital social de 19.500 €, le portant ainsi à 20.000 €. Mention au RCS de NANTERRE

AL0622-166621

SPS

SCI au capital de 2 €
 Siège social : 2 rue Arthur Auger 92120 MONTROUGE
 890 213 556 RCS NANTERRE

Le 14/06/2022, l'AG a décidé de transférer le siège social au 5 rue Charles Gide 66000 PERPIGNAN. Radiation au RCS de NANTERRE et immatriculation au RCS de PERPIGNAN

AL0622-167874

ECOCLIM'AIR

SASU au capital de 1.000 €
 Siège social : 2 Ter Place de la Boule 92000 NANTERRE
 894 385 582 RCS NANTERRE

Le 17/06/2022, l'AGE a décidé de modifier le capital social de 1.000 € afin de porter ce dernier à 10.000 €. Mention au RCS de NANTERRE

AL0622-167945

SCI BONTEMPS

SCI au capital de 152,45 €
 Siège social : 146 rue de Chatou 92700 COLOMBES
 389 868 605 RCS NANTERRE

Le 10/05/2022, l'AGE a décidé de transférer le siège social au 27 avenue du Général de Gaulle, bâtiment E12

Résidence les Fougères, 77210 AVON. Radiation au RCS de NANTERRE et immatriculation au RCS de MELUN

AL0622-168161

B.R.E.A. BUREAU DE RETRAITE D'ETUDES EN ASSURANCES

EURL au capital de 37.000 €
 Siège social : 73 rue du Château 92100 BOULOGNE BILLANCOURT
 345 395 008 RCS NANTERRE

Le 25/04/2022, l'associé unique a décidé de changer la dénomination sociale qui devient : CABINET PALLIERE. Modification au RCS de NANTERRE

AL0622-167948

21 RUE DE NORMANDIE

SCI au capital de 150 €
 Siège social : 21 rue de Normandie 92600 ASNIERES SUR SEINE
 843 545 757 RCS NANTERRE

Le 14/06/2022, l'AGO a décidé de transférer le siège social au 126 rue Boileau 69006 LYON. Radiation au RCS de NANTERRE et immatriculation au RCS de LYON

AL0622-168047

MENUISERRY

SARL au capital de 4.000 €
 Siège social : 85 rue Victor Hugo 92300 LEVALLOIS PERRET
 901 285 759 RCS NANTERRE

Le 31/12/2021, l'AGE a pris acte du départ de la Gérante Mme Alexia LECLERC. Mention au RCS de NANTERRE

AL0622-168084

Dissolution

SOCIETE FRANCO EUROPEENNE DE MATERIEL POUR L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE - FEMIA

SA au capital de 1.214.560 €
 Siège social : 65 rue de la Croix 92000 NANTERRE
 622 052 900 RCS NANTERRE

Le 07/06/2022, l'AG mixte a décidé la dissolution anticipée de la société, nommé liquidateur M. Alain PLANTIER, 1 rue Saint Exupéry 78150 LE CHESNAY ROCQUENCOURT, et fixé le siège de liquidation au siège social. Modification au RCS de NANTERRE

AL0622-167725

FU HUA

SARL au capital de 2.000 €
 Siège social : 3 rue Voltaire 92300 LEVALLOIS PERRET
 834 865 446 RCS NANTERRE

Le 02/04/2022, l'AGE a décidé la dissolution anticipée de la société, nommé liquidateur Mme Li LIU, 2 la Marandière 79140 MONTRAVERS, et fixé le siège de liquidation au siège social. Modification au RCS de NANTERRE

AL0622-167765

GIFAG IMMOBILIER SERVICES

SCI au capital de 10.000 €
 Siège social : 13 rue de Bellevue 92700 COLOMBES
 890 051 444 RCS NANTERRE

Le 11/06/2022, l'AGE a décidé la dissolution anticipée de la société, nommé liquidateur M. Rosemond FAUSTIN, 3 rue Louis Blanc 95260 BEAUMONT SUR OISE, et fixé le siège de liquidation au siège social. Modification au RCS de NANTERRE

AL0622-168046

Publiez vos annonces légales dans toute la France avec le nouvel Economiste

www.lenouveleconomiste.fr
 annonces@nouveleconomiste.fr
 Tél. : 01 75 444 117

Clôture de Liquidation

FU HUA

SARL au capital de 2.000 €
 Siège : 3 rue Voltaire 92300 LEVALLOIS PERRET
 834 865 446 RCS NANTERRE

Par décision de l'AGE du 30/04/2022, il a été décidé d'approuver les comptes de liquidation, donné quitus au Liquidateur et déchargé ce dernier de son mandat et prononcé la clôture des opérations de liquidation au 30/04/2022. Radiation au RCS de NANTERRE

AL0622-167775

Location Gérance

Suivant acte SSP en date du 01/07/2021, il a été décidé de résilier la location-gérance du fonds de commerce de Boucherie, rôtisserie, charcuterie, triperie, commerce de viande et produits alimentaires généraux non réglementés en détails et demi-gros, sis et exploité 159 boulevard Victor Hugo 92110 CLICHY, consentie depuis le 28/02/2021 par

VIANDE'PRO

SARL au capital de 1.000 €, sise 159 boulevard Victor Hugo 92110 CLICHY, 824 556 203 RCS NANTERRE, au profit de

TOP VIANDE DISTRIBUTION

SARL au capital de 1.000 €, sise 159 boulevard Victor Hugo 92110 CLICHY, 894 847 938 RCS NANTERRE, la résiliation a pris effet à compter du 30/06/2021.

AL0622-166955

Seine-Saint-Denis

Constitution

Par acte SSP du 30/03/2022, il a été constitué une SASU dénommée :

MAESTRO AUTO

Siège social : 10 Chemin Lateral Nord 93300 AUBERVILLIERS
Capital : 10.000 €
Objet : L'entretien, la carrosserie mécanique, la réparation, le contrôle, de tous véhicules à moteur, l'achat, la vente, la location d'accessoires, pièces détachées, équipements, vêtements pour tous véhicules à moteur. L'achat, la vente, la location, la reprise, l'échange, et l'import-export de tous véhicules d'occasions et neufs
Président : M. NJAMPOU Clovis Armand, 14 rue du plateau 93330 NEUILLY SUR MARNE
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de BOBIGNY

AL0622-165955

Par acte SSP du 01/06/2022, il a été constitué une SASU dénommée :

DIC EXPERT

Siège social : 2 allée des Lotus 93600 AULNAY SOUS BOIS
Capital : 1.000 €
Objet : Bureau d'études et négoce de tout matériels
Président : M. Ioan-Cristian DRAGOS, 2 allée des Lotus 93600 AULNAY SOUS BOIS
Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.
Clauses d'agrément : Actions librement cessibles entre associés uniquement.
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de BOBIGNY

AL0622-167724

Par acte SSP du 15/06/2022, il a été constitué une SASU dénommée :

CHRONO TRANSPORT SERVICES

Siège social : 11 Bis rue Georges Picot 93800 EPINAY SUR SEINE
Capital : 10.000 €
Objet : Transports public routier de marchandises, déménagement ou location de véhicules avec conducteurs, destinés au transport de marchandises, exploitation de véhicule de tourisme avec chauffeur VTC, achats, vente et location de voitures avec conducteurs et pièces détachées et tous produits non réglementés neufs et occasions
Président : M. Abdelhakim

GHBARRA, 36 rue Armand Sylvestre 92400 COURBEVOIE

Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.
Clauses d'agrément : Actions librement cessibles entre associés uniquement.
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de BOBIGNY

AL0622-167758

Par acte SSP du 14/06/2022, il a été constitué une SCI dénommée :

AJ AU CARRE

Siège social : 25 bis rue Contant 93220 GAGNY
Capital : 100 €
Objet : L'acquisition, l'administration, la gestion par location ou autrement de tous immeubles et biens immobiliers la vente de tous immeubles et biens immobiliers, et notamment d'un immeuble situé 15 allée de Verdun 93340 LE RAINCY
Gérant : M. Jeremy VAN MIERLO, 25 bis rue Contant 93220 GAGNY
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de BOBIGNY

AL0622-167806

Par acte SSP du 01/06/2022, il a été constitué une SARL dénommée :

BL BAT

Siège social : 6 allée du Platane Fourchu 93390 CLICHY SOUS BOIS
Capital : 5.000 €
Objet : Travaux de peinture, plomberie
Gérante : Mme CLAES Sarah, 6 allée du Platane Fourchu 93390 CLICHY SOUS BOIS
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de BOBIGNY

AL0622-167824

Par acte SSP du 13/06/2022, il a été constitué une SAS dénommée :

PRO HYGIENE SOLUTION SUD

Siège social : 252 rue de Rosny 93100 MONTREUIL
Capital : 5.000 €
Objet : Dératation, Désinsectisation, Désinfection, Herméticité des locaux, Prévention et Protection contre les volatiles gênants (non protégés), Prévention et Protection contre les insectes xylophages et termites, Fumigation, Ainsi que les services complémentaires suivants : Curage des canalisations, Entretien des gaines de vide-ordures, Entretien des toits et terrasses, Nettoyage des gouttières et chéneaux, Débaras et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes pouvant favoriser son extension ou son développement.
Président : PRO HYGIENE SOLUTION HOLDING, SAS au capital de 49.330 €, sise 252 rue de Rosny 93100 MONTREUIL, 844 976 472 RCS BOBIGNY, représentée par M. KAMEL KEKALI.
Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.
Clauses d'agrément : Actions librement cessibles entre associés uniquement.
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de BOBIGNY

AL0622-168052

Par acte SSP du 01/06/2022, il a été constitué une SASU dénommée :

S.A.P EVENTS

Siège social : 11 avenue Henri Barbusse 93150 LE BLANC MESNIL
Capital : 800 €
Objet : Restauration, traiteur, sans vente de boissons alcoolisées
Président : M. PHILIPPIAH BERDINATSINGAM, 66 rue Saint Saens 93150 LE BLANC MESNIL
Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.
Clauses d'agrément : Actions librement cessibles entre associés uniquement.
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de BOBIGNY

AL0622-168052

Par acte SSP du 01/06/2022, il a été constitué une SASU dénommée :

S.A.P EVENTS

Siège social : 11 avenue Henri Barbusse 93150 LE BLANC MESNIL
Capital : 800 €
Objet : Restauration, traiteur, sans vente de boissons alcoolisées
Président : M. PHILIPPIAH BERDINATSINGAM, 66 rue Saint Saens 93150 LE BLANC MESNIL
Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.
Clauses d'agrément : Actions librement cessibles entre associés uniquement.
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de BOBIGNY

AL0622-167836

Par acte SSP du 07/06/2022, il a été constitué une SASU dénommée :

GARAGE DE L'OLIVIER

Siège social : 8 rue Berthier 93500 PANTIN
Capital : 1.000 €
Objet : Réparation de tous types de véhicules, achat, vente de véhicules, pare-brise, mécanique, carrosserie
Président : M. Merouane BOUCHENTOUF, 38 rue Michelet 93140 BONDY
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de BOBIGNY

AL0622-167840

Par acte SSP du 15/04/2022, il a été constitué une SARL dénommée :

NJM

Siège social : 6 allée du Platane Fourchu 93390 CLICHY SOUS BOIS
Capital : 5.000 €
Objet : Entreprise générale de plomberie
Gérance : M. HASSAN NAJAMUL, 6 allée du Platane Fourchu 93390 CLICHY SOUS BOIS
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de BOBIGNY

AL0622-167917

Par acte SSP du 08/06/2022, il a été constitué une SAS dénommée :

AR RENOV

Siège social : 1 rue Saint Simon 93170 BAGNOLET
Capital : 1.000 €
Objet : Revêtement murs et sols, rénovation intérieure et extérieure, peinture décoration menuiserie, plomberie, électricité et petites maçonnerie
Président : M. ISSAM REKIK, 1 rue Saint Simon 93170 BAGNOLET
Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.
Clauses d'agrément : Actions librement cessibles entre associés uniquement.
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de BOBIGNY

AL0622-167963

Par acte SSP du 18/06/2022, il a été constitué une SCI dénommée :

SCI DE GAULLE

Siège social : 53 rue Crèvecoeur 93120 LA COURNEUVE
Capital : 1.000 €
Objet : La société a pour objet la propriété, l'acquisition, la gestion et plus généralement l'exploitation par bail, location ou toute autre forme d'un immeuble (ou plusieurs) que la société se propose d'acquérir et toutes opérations financières, mobilières ou immobilières de caractère purement civil et se rattachant à l'objet social.
Gérant : M. Luc AUDEBERT, 29 rue de la Marne 93360 NEUILLY PLAISANCE
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de BOBIGNY

AL0622-168035

Par acte SSP du 25/05/2022, il a été constitué une SASU dénommée :

CHEZ LILI

Siège social : 179 rue de Paris 93260 LES LILAS
Capital : 1.500 €
Objet : Coiffure mixte. Esthétique, achat, vente de produits cosmétique
Président : M. MOHAMED HANIF ISMAIL IBRAHIM KATHAWALA, 10 avenue Saint Remy 93200 SAINT DENIS
Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.
Clauses d'agrément : Actions librement cessibles entre associés uniquement.
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de BOBIGNY

AL0622-168182

Par acte SSP du 20/06/2022, il a été constitué une SCI dénommée :

A&M

Siège social : 18 rue Arthur Fontaine 93200 SAINT DENIS
Capital : 1.000 €
Objet : L'acquisition des biens immobiliers, la gestion et l'administration par location ou autrement de tous immeubles et biens immobiliers
Gérant : M. Mohamed BOUGOUR, 18 rue Arthur Fontaine 93200 SAINT

DENIS
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de BOBIGNY

AL0622-168211

Par acte SSP du 21/06/2022, il a été constitué une SASU dénommée :

LE COMPAGNON DU BATIMENT

Siège social : 77 Bis rue Robespierre 93100 MONTREUIL
Capital : 200 €
Objet : Tous travaux de construction et de rénovation générale de bâtiment.
Président : M. Jephthé WISS, 72 rue Guynemer 76500 ELBEUF
Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix
Clauses d'agrément : En cas de pluralité d'associés, les actions de la société ne peuvent être cédées, directement ou indirectement, à quelque titre que ce soit, y compris entre associés, qu'après obtention de l'agrément des associés, donné par décision collective adoptée à la majorité des droits de vote détenus par les associés présents, représentés ou prenant part au vote par tout autre moyen
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de BOBIGNY

AL0622-168108

Modification

SARL TRANSPORT MECANIQUE DE LA SEINE

SARL au capital de 15.245 €
Siège : 4 rue Chappe 93800 EPINAY SUR SEINE
447 658 584 RCS BOBIGNY

Par décision de l'AGE du 31/05/2022, il a été décidé de :
 - remplacer l'objet social par: l'acquisition, la vente, l'administration, l'exploitation par bail, location ou autrement et la rénovation de tous biens immobiliers en France
 - changer la dénomination sociale qui devient **HABIB INVEST**
 Mention au RCS de BOBIGNY

AL0622-166895

ILE D'OLIVES

SAS au capital de 10.000 €
Siège : 1 avenue Louis Bleriot 93120 LA COURNEUVE
899 394 845 RCS BOBIGNY

Par décision de l'AGE du 06/05/2022, il a été décidé à compter du 06/06/2022 de nommer Président M. LUSSAMBA Kevin, 6 rue Ambroise Croizat 94140 ALFORTVILLE, en remplacement de Mme KHARCHOUF Assma démissionnaire. Mention au RCS de BOBIGNY

AL0622-166899

DENTALISE

SAS au capital de 6.660 €
Siège social : 1 rue Manet 93150 LE BLANC MESNIL
801 556 986 RCS BOBIGNY

Le 16/05/2022, l'AGE a décidé de nommer Président M. Inaetaly CASSAM, 2 rue Jacques Ibert 92300 LEVALLOIS PERRET, en remplacement de Mme Inara GOULAMHOUSSEN. Mention au RCS BOBIGNY

AL0622-167587

GESFIDENT

SASU au capital de 800 €
Siège social: 1 rue Manet 93150 LE BLANC-MESNIL
808 692 842 RCS BOBIGNY

Le 16/05/2022, l'associé unique a décidé de nommer président M. Inaetaly CASSAM, 2 rue Jacques Ibert 92300 LEVALLOIS-PERRET en remplacement de Mme Inara GOULAMHOUSSEN. Mention au RCS BOBIGNY

AL0622-167589

Par Ordonnance de référé de Madame la Vice-Présidente du Tribunal Judiciaire de BOBIGNY en date du 21/02/2022, la SELARL AJAssociés prise en la personne de Maître Nicolas DESHAYES a été désignée en qualité d'Administrateur Provisoire de la S.C.I. KELLY GESTION située 10 B boule-

vard de l'Est à LE RAINCY (93340) pour une durée de 12 mois, avec pour mission :
 - de se faire remettre par tout détenteur les documents et fonds de la société ;
 - d'administrer la société avec les pouvoirs du gérant ;
 - de réunir l'Assemblée Générale des associés de la société en vue de la désignation d'un gérant, ou de toute décision regardant l'avenir de la société.

AL0622-167646

FTP

SASU au capital de 2.000 €
Siège social : 129 Bis rue Gabriel Péri 93200 SAINT DENIS
913 722 955 RCS BOBIGNY

Le 10/06/2022, l'AGE a décidé d'étendre l'objet social comme suit : Nettoyage en bâtiment, peinture, électricité, flocage, isolation, revêtement de sol, démolition. Modification au RCS de BOBIGNY

AL0622-167726

PARNASSA

SCI au capital de 400 €
Siège social : 12 Route de Noisy le Sec - 93500 PANTIN
489 049 551 RCS BOBIGNY

Le 26/07/2021, l'AGE a décidé de nommer Gérant M. Mikael COHEN, 145 avenue de Flandre 75019 PARIS, en remplacement de M. Mehri COHEN. Mention au RCS de BOBIGNY

AL0622-167728

ADL TALENTS

SAS au capital de 1.000 €
Siège social : 61 rue Miriam Makeba 93000 BOBIGNY
888 645 959 RCS BOBIGNY

L'AGE du 01/05/2022 a décidé de :
 - changer la dénomination sociale qui devient **SMART COMPETENCE**
 - modifier l'objet social comme suit: Activité principale de formation et d'ingénierie pédagogique en formation professionnelle, auprès de tous publics, afin de favoriser notamment le développement de compétences, l'insertion ou la réinsertion professionnelle ainsi que toutes prestations d'audits et de conseils dans ces domaines ainsi que la création d'outils didactiques, ludiques et industriels. Activité secondaire de cabinet en recrutement et conseil en management, gestion et affaires, développement de projet numérique, ainsi que toutes activités administratives d'accompagnement aux entreprises et particuliers
 Mention au RCS de BOBIGNY.

AL0622-167736

BERRADA

SCI au capital de 1.000 €
Siège social : 14 rue Louise Dory 93230 ROMAINVILLE
819 759 481 RCS BOBIGNY

L'AGE du 17/05/2022 a décidé de :
 - transférer le siège social au 39 rue Louise Labé 93420 VILLEPINTE
 - nommer Gérant M. MOHAMMED BOUABDALAOUI, 39 rue Louise Labé 93420 VILLEPINTE, en remplacement de M. ABDEALAAZIZ BERRADA
 Mention au RCS de BOBIGNY

AL0622-167738

Par Ordonnance du 25 avril 2022, rendue par Monsieur le Président du Tribunal Judiciaire de BOBIGNY, la mission de la SELARL AJASSOCIES, prise en la personne de Maître Nicolas DESHAYES, en qualité d'Administrateur Provisoire de la **copropriété 2 rue Raffin / 73 avenue Jean Jaurès à GAGNY (93220)** a été prorogée pour une durée d'un an à compter du 26/03/2022, soit jusqu'au 26/03/2023

AL0622-167789

SCI DU CHEVAL NOIR

SCI au capital de 1.000 €
Siège social : 3 avenue Sainte Foy 93220 GAGNY
452 109 309 RCS BOBIGNY

Le 15/06/2022, l'AGE a décidé de transférer le siège social au 21 allée du Télégraphe 93340 LE RAINCY. Modification au RCS de BOBIGNY

AL0622-167799

LC THERMIC

SAS au capital de 100.000 €
Siège social : 10 avenue du Colonel Rol Tanguy - 93240 STAINS
841 259 187 RCS BOBIGNY

Le 13/06/2022, l'AGE a décidé de nommer en qualité de Commissaire aux Comptes Suppléant M. GAULIER Jerome, 20 avenue du Général de Gaulle 78450 VILLEPREUX. Mention au RCS de BOBIGNY

AL0622-167827

JBT ELEC

SASU au capital de 2.000 €
Siège social : 41 avenue du Nord 93360 NEUILLY PLAISANCE
828 114 850 RCS BOBIGNY

Le 01/01/2022, l'associé unique a décidé de transférer le siège social au 35 rue de Beaumont 60820 BORAN SUR OISE. Radiation au RCS de BOBIGNY et immatriculation au RCS de COMPIEGNE

AL0622-167841

FORME CONSEIL

SARL au capital de 2.000 €
Siège social : 52-54 avenue de la République - 93140 BONDY
531 871 937 RCS BOBIGNY

Le 12/04/2022, l'AGE a décidé de nommer Gérante Mme Alina-Florica GAMBRA, 82 avenue de Livry 93270 SEVRAN, en remplacement de Mme Anamaria ZELE. Mention au RCS de BOBIGNY

AL0622-167846

AIG

SASU au capital de 2.000 €
Siège social : 107 Route de Bondy 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
834 470 452 RCS BOBIGNY

Le 01/06/2022, le Président a décidé de transférer le siège social au 55 avenue Jean Jaurès 93700 DRANCY. Modification au RCS de BOBIGNY

AL0622-167854

TALBI PRO

SAS au capital de 1.000 €
Siège social : 34 rue Anatole France 93700 DRANCY
890 372 063 RCS BOBIGNY

Le 25/05/2022, la Présidente a décidé de transférer le siège social Immeuble Nice Premier A, 455 Promenade des Anglais, 06200 NICE. Radiation au RCS de BOBIGNY et immatriculation au RCS de NICE

AL0622-167876

RK CONDUITE

SASU au capital de 1.000 €
Siège social : 2 allée Albert Camus 93390 CLICHY-SOUS-BOIS
877 740 720 RCS BOBIGNY

L'AGE du 11/06/2022 a décidé de :
 - transférer le siège social au 1-3 rue de la Montagne Savart 93250 VILLEMOMBLE
 - changer la dénomination sociale qui devient : **DKDRIVE**
 - étendre l'objet social comme suit : Achat et vente de véhicules
 - nommer président M. Djilali KEBIR, 7 Grande Rue 93250 VILLEMOMBLE, en remplacement de Mme Ghizlane KADRI
 Mention au RCS de BOBIGNY

AL0622-167894

TRANS NEGOCE SOLUTION

SASU au capital de 7.500 €
Siège social : 8 rue Yacine Kateb 93290 TREMBLAY EN FRANCE
802 496 760 RCS BOBIGNY

L'AGE du 15/06/2022 a décidé de :
 - transférer le siège social au 31 rue Emile Beaufils 93120 LA COURNEUVE
 - modifier l'objet social comme suit : Entreprise d'agencement et de décoration intérieure
 - nommer Président M. DLEEP SHARMA, 31 rue Emile Beaufils 93120 LA COURNEUVE, en remplacement de M. FAOUZI HAMOUDA
 Mention au RCS de BOBIGNY

AL0622-167916

Publiez vos annonces légales dans toute la France avec le **nouvel Economiste**

JK FORMATION

SASU au capital de 1.000 €
Siège social : 3 rue Voltaire 93000 BOBIGNY
912 483 187 RCS BOBIGNY

Le 02/06/2022, l'AGE a décidé de nommer président M. Guylitte ITELA ELOMBOLA, 2 rue Frederic Joliot Curie 93270 SEVRAN, en remplacement de M. Amine FERTAT. Mention au RCS de BOBIGNY

AL0622-167954

STE MARIE BATIMENT

SASU au capital de 1.000 €
Siège social : 78 boulevard Edouard Vaillant - 93300 AUBERVILLIERS
845 385 806 RCS BOBIGNY

Le 06/06/2022, l'AGE a décidé de transférer le siège social au 17 rue du Chemin de Fer 93500 PANTIN. Modification au RCS de BOBIGNY

AL0622-168036

HARD WORK

SASU au capital de 2.000 €
Siège social : 85 avenue Henri Barbusse - 93700 DRANCY
891 899 932 RCS BOBIGNY

Le 01/06/2022, l'AGE a décidé de nommer Président M. Ahmed ELNADY, 42 boulevard Anatole France 93300 AUBERVILLIERS, en remplacement de M. Hamdy EL NAGGAR. Mention au RCS de BOBIGNY

AL0622-168039

LMD CALORIFUGE

EURL au capital de 50.000 €
Siège social : 10 avenue du Colonel Rol Tanguy - 93240 STAINS
530 870 179 RCS BOBIGNY

Le 31/12/2021, l'AGE a décidé de nommer en qualité de Commissaire aux Comptes Suppléant ORIGA GROUP, SARL au capital de 70.380 €, sise 45 Cours Gouffe 13006 MARSEILLE, 433 766 649 RCS MARSEILLE, représentée par M. PAUCHARD Mathieu. Mention au RCS de BOBIGNY

AL0622-167828

ARTISANSCI

SASU au capital de 1.000 €
Siège social : 278 rue de Rosny 93100 MONTREUIL
852 022 516 RCS BOBIGNY

Le 16/06/2022, l'associé unique a décidé de modifier l'objet social comme suit : Prestations de services, bureau d'études et ingénierie, apport d'affaires. Modification au RCS de BOBIGNY

AL0622-168079

FUTUR ENERGIE ELECTRIQUE

EURL au capital de 1.000 €
Siège social : 122 avenue de la Résistance - 93340 LE RAINCY
910 668 839 RCS BOBIGNY

L'AGE du 13/06/2022 a décidé de :
 - changer la dénomination sociale qui devient : **FEE**
 - étendre l'objet social comme suit : L'assemblée décide d'ajouter tous travaux de BTP et nettoyage du chantier à l'activité existence
 Mention au RCS de BOBIGNY

AL0622-168109

KAZAR DIGITAL

SAS au capital de 5.557 €
Siège : 204 avenue de Colmar 67100 STRASBOURG
850 971 524 RCS STRASBOURG

Par décision du gérant du 24/03/2022, il a été décidé de transférer le siège social au 86 rue Voltaire 93100 MONTREUIL. Président: M. RAHIMIAN Kamran, 6 allée Georges Braque 94000 CRETEIL. Radiation au RCS de STRASBOURG et immatriculation au RCS de BOBIGNY

AL0622-168179

ANNONCES LÉGALES & JUDICIAIRES

Vie des sociétés, ventes judiciaires, avis judiciaires, appel d'offres, arrêtés préfectoraux, enquêtes publiques

MRPE777

SASU au capital de 500 €
Siège social : 205 avenue Jean Jaurès
93000 BOBIGNY
910 662 493 RCS BOBIGNY

Le 01/06/2022, l'AGE a décidé d'étendre l'objet social comme suit : travaux de plomberie et chauffage. Modification au RCS de BOBIGNY

AL0622-168183

NAD TAXIS

SAS au capital de 20.000 €
Siège social : 42 rue Francisco Ferrer
93600 AULNAY SOUS BOIS
520 998 113 RCS BOBIGNY

L'AGE du 13/06/2022 a décidé d'étendre l'objet social comme suit: Location de véhicule équipé taxi sans chauffeur. Mention au RCS de BOBIGNY

AL0622-168184

JD ENVIRONNEMENT

SASU au capital de 500 €
Siège social : 31 avenue Jean Lolive
93500 PANTIN
882 623 440 RCS BOBIGNY

Le 21/06/2022, l'associé unique a décidé d'étendre l'objet social comme suit: Pose et installation d'isolation thermique par l'extérieur. Pose et installation d'isolation intérieure. Pose, installation et ventes de pompes à chaleur, chaudière, ballon thermodynamique et ventilation. Modification au RCS de BOBIGNY

AL0622-168199

Dissolution

MC SERVICES

SASU au capital de 1.000 €
Siège social : 18 Place des Nymphes
93420 VILLEPINTE
893 856 112 RCS BOBIGNY

Le 31/12/2021, l'AGE a décidé la dissolution anticipée de la société, nommé liquidateur Mme Ana Amber FINTA, 22 rue Marceau 93150 LE BLANC MESNIL, et fixé le siège de liquidation au siège social. Modification au RCS de BOBIGNY

AL0622-167869

PEGASE

SAS au capital de 1.000 €
Siège social : 22 rue Roger Salengro
93310 LE PRE SAINT GERVAIS
882 645 278 RCS BOBIGNY

Le 30/04/2022, l'AGE a décidé la dissolution anticipée de la société, nommé liquidateur M. Didier CALLOC'H, 33 avenue Gabriel Péri 93310 LE PRE SAINT GERVAIS et fixé le siège de liquidation au siège social. Modification au RCS de BOBIGNY

AL0622-168162

Clôture de Liquidation

BALTAGARAGE

SARL au capital de 7.622,45 €
Siège social : 32 rue du Breuil
93140 BONDY
343 934 618 RCS BOBIGNY

Le 16/05/2022, l'AGE a approuvé les comptes de liquidation, déchargé le liquidateur M. Antonio SARAIVA BALTAZAR CORREIA, 32 rue du Breuil 93140 BONDY, de son mandat et constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du 16/05/2022. Radiation au RCS de BOBIGNY

AL0622-167977

SCENOTYPE

EURL au capital de 2.500 €
Siège social : 84 rue Pierre Curie
93230 ROMAINVILLE
807 518 196 RCS BOBIGNY

Le 01/06/2022, l'associé unique a approuvé les comptes de liquidation, déchargé le liquidateur Mme THERESE CATHERINE HOANG, 84 rue Pierre Curie 93230 ROMAINVILLE, de son mandat et constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du 01/06/2022. Radiation au RCS de BOBIGNY

AL0622-168112

Location Gérance

Suivant acte SSP en date du 01/05/2022

GESCOP

GIE, sise 44/48 avenue du Général de Gaulle 94240 L'HAY LES ROSES, 703 001 826 RCS CRETEIL, a donné à titre de location-gérance à

STEPHANE TRANSPORT

SASU au capital de 1.500 €, sise 2/4 rue Amilcar Cipriani 93400 SAINT OUEN, 824 130 975 RCS BOBIGNY, un fonds de commerce de location-gérance taxi, sis et exploité 2/4 rue Amilcar Cipriani 93400 SAINT OUEN, du 01/05/2022 au 30/04/2023. Renouvelable par tacite reconduction

AL0622-167605

Suivant acte SSP en date du 19/01/2021, il a été décidé de résilier la location-gérance du fonds de commerce de Licence taxi parisien 7463, sis et exploité 23 rue Galopin 93700 DRANCY, consentie depuis le 01/02/2021 par la société

TAXIS PARTOUCHE

SARL au capital de 5.000 €, sise 25 rue Vauvenargues 75018 PARIS, 532 759 164 RCS PARIS, au profit de M. Bouazza JALAL, 23 rue Galopin 93700 DRANCY. La résiliation a pris effet à compter du 07/06/2022.

AL0622-168038

Divers Autres

LINA TRANSPORT

SASU au capital de 100 €
Siège social : 2 rue Gisèle Halimi
93400 SAINT OUEN
847 712 676 RCS BOBIGNY

Le 14/06/2020, l'AGE a décidé de la continuation de la société malgré un actif inférieur à la moitié du capital social. Modification au RCS de BOBIGNY

AL0622-167825

BEAUTY GLOW STUDIO

SASU au capital de 1.000 €
Siège social : 183 avenue Jean Jaurès
93370 MONTFERMEIL
901 303 651 RCS BOBIGNY

Suivant délibérations en date du 06/05/2022, l'associé unique a décidé de la continuation de la société malgré un actif inférieur à la moitié du capital social. Modification au RCS de BOBIGNY

AL0622-168188

Val-de-Marne

Rectificatif

Rectificatif à l'annonce parue le 17/06/2022 concernant la société: AMK, il y avait lieu de lire Gérant: M. KHURSHID Talha, 60 avenue du Général de Gaulle 77500 CHELLES

AL0622-167843

Constitution

Par acte SSP du 10/06/2022, il a été constitué une SCI dénommée :

LES PETITS CHATS

Siège social : 5 rue du Midi 94300 VINCENNES

Capital : 100 €
Objet : Location et exploitation de biens immobiliers propres ou loués; et plus généralement, toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, civiles, financières, mobilières ou immobilières se rapportant à l'un des objets indiqués ci-dessus, de nature à favoriser directement ou indirectement, le but poursuivi par la Société, son extension ou son développement
Gérance : M. Nicolas MICARD, 5 rue du Midi 94300 VINCENNES, Mme Audrey BACHELAY, 5 rue du Midi 94300 VINCENNES
Cessions de parts sociales : Les parts sociales sont librement cessibles au profit d'un Associé. Toute cession à un tiers de la société est soumise au préalable à agrément de la collectivité des Associés réunis en Assemblée Générale.
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de CRETEIL

AL0622-167838

Par acte SSP du 17/06/2022, il a été constitué une SASU dénommée :

ROUGE DRIVER

Siège social : 110 rue de Fontenay 94300 VINCENNES

Capital : 1.000 €

Objet : Exploitation de voiture de tourisme et de transport avec chauffeur

Président : M. Mohamed KNIS, 12 avenue Gabriel Péri 94450 LIMEIL BREVANNES

Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.

Clauses d'agrément : Actions librement cessibles entre associés uniquement.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de CRETEIL

AL0622-167919

Par acte SSP du 17/06/2022 il a été constitué une SAS dénommée :

YANGLIN

Siège social : 160 rue Jean Jaurès 94700 MAISONS ALFORT

Capital : 2.000 €

Objet : Restauration traditionnelle

Président: Mme LIN Meizhu, 31 rue de la Fraternité 94400 VITRY SUR SEINE

Transmission des actions: toute cession soumise à l'agrément

Admission aux assemblées et exercice du droit de vote: Chaque action donne droit à une voix.

Durée: 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de CRETEIL

AL0622-167987

Par acte SSP du 05/05/2022, il a été constitué une SAS dénommée :

SEVEN EIGHT STUDIO

Siège social : 12 avenue Maurice Thorez 94200 IVRY SUR SEINE

Capital : 1.000 €

Objet : L'accueil et la découverte d'artistes musicaux

Président : M. NOURDINE KHAÏR, 1 rue Savorgnan de Brazza 78200 MANTES LA JOLIE

Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.

Clauses d'agrément : Actions librement cessibles entre associés uniquement.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de CRETEIL

AL0622-167761

Par acte SSP du 09/05/2022, il a été constitué une SARL dénommée :

EVENTS CONVOI

Siège social : 19 boulevard Pablo Picasso 94000 CRETEIL

Capital : 1.000 €

Objet : Convoyage de véhicule en France et dans tous les pays étrangers. Ventousage et réservation de place de stationnement sur lieux privés et publics

Gérant : M. BOUABID Omar, 19 boulevard Pablo Picasso 94000 CRETEIL

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de CRETEIL

AL0622-168034

Par acte SSP du 25/05/2022, il a été constitué une SCI dénommée :

FS

Siège social : 158 boulevard de Créteil 94100 SAINT MAUR DES FOSSES

Capital : 400 €

Objet : Acquisition, prise à bail, gestion, location et administration de tout bien mobiliers et immobiliers

Gérant : M. Steve POLIFONTE, 74 avenue de Combault 94420 LE PLESSIS TREVISE

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de CRETEIL

AL0622-168110

Par acte SSP du 21/04/2022, il a été constitué une SASU dénommée :

AMIRA

Siège social : 27 rue Emile Zola 94600 CHOISY LE ROI

Capital : 1.000 €

Objet : Exploitation d'un fonds de commerce de café restaurant de spécialités françaises, cuisine traditionnelle. De façon plus générale, la participation à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes.
Présidente : Mme Imane ARROUSSI,

4 rue Devillers 94600 CHOISY LE ROI

Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.

Clauses d'agrément : Actions librement cessibles entre associés uniquement.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de CRETEIL

AL0622-168167

Modification

SCI ASHLEY

SCI au capital de 500 €

Siège social : 43 avenue Gabriel Péri 94100 SAINT MAUR DES FOSSES

819 574 286 RCS CRETEIL

Le 12/04/2022, l'AGE a pris acte de la démission de la Gérante Mme Hedva TORDJEMAN. Mention au RCS de CRETEIL

AL0622-165842

SCI SALOME

SCI au capital de 500 €

Siège social : 43 avenue Gabriel Péri 94100 SAINT MAUR DES FOSSES

819 595 927 RCS CRETEIL

Le 12/04/2022, l'AGE a pris acte de la démission de la gérante Mme Hedva TORDJEMAN. Mention au RCS de CRETEIL

AL0622-165843

SCI SHANNON

SCI au capital de 500 €

Siège social : 43 avenue Gabriel Péri 94100 SAINT MAUR DES FOSSES

819 575 382 RCS CRETEIL

Le 12/04/2022, l'AGE a pris acte de la démission de la gérante Mme Hedva TORDJEMAN. Mention au RCS de CRETEIL

AL0622-165844

O MIAM MIAM

SASU au capital de 100 €

Siège social : 43 rue Paul Bert 94130 NOGENT SUR MARNE

894 037 522 RCS CRETEIL

L'AGE du 01/03/2022 a décidé de : - changer la dénomination sociale qui devient LE BERLIN KEBAB - nommer Président M. Clément WOOTERS, 45 boulevard de Verdun 94120 FONTENAY SOUS BOIS, en remplacement de M. Siyar ACAR
Mention au RCS de CRETEIL

AL0622-167719

WELCOME

SASU au capital de 100 €

Siège social : 25 rue Camille Blanc 94400 VITRY SUR SEINE

913 455 390 RCS CRETEIL

Le 14/06/2022, l'associé unique a décidé de modifier l'objet social comme suit : Exploitation de voitures de tourisme avec chauffeur Location de voitures avec chauffeur Achat et ventes de voitures, à compter du 11/05/2022. Modification au RCS de CRETEIL

AL0622-167721

AZAZGA

SASU au capital de 5.000 €

Siège social : 1 rue de Verdun 94270 LE KREMLIN BICETRE

843 967 027 RCS CRETEIL

Le 13/06/2022, l'AGE a décidé de nommer Présidente Mme Katia YAHIAOUI née ATTEK, 22 rue des Bois 75019 PARIS, en remplacement de M. Mustapha OUCHAOU. Mention au RCS de CRETEIL

AL0622-167723

HELIOR

SAS au capital de 115.000 €

Siège social : 30 rue Charles de Gaulle - 94140 ALFORTVILLE

833 521 339 RCS CRETEIL

Le 14/06/2022, l'associé unique a décidé de modifier le capital social de 115.000 € afin de porter ce dernier à 143.500 €. Mention au RCS de CRETEIL

AL0622-167727

KS AUTO PERMIS

SAS au capital de 3.750 €
Siège social : 37 allée de la Toison d'Or - 94000 CRETEIL
839 600 582 RCS CRETEIL

L'AGE du 25/04/2022 a décidé de : - étendre l'objet social comme suit : achat et vente de véhicule - nommer présidente Mme DOUNIA MALEK, 91 rue Michelet 93270 SEVRAN en remplacement de M. KAMEL AMARA
Mention au RCS de CRETEIL.

AL0622-167858

LAUTERBACH S.A.R.L.

SARL au capital de 10.000 €
Siège social : 135 Chemins des Bassins, hameaux B - 94000 CRETEIL
502 254 170 RCS CRETEIL

Le 01/06/2022, l'AGE a décidé de transférer le siège social au : Immeuble Avancée B Hall A, 6 rue Nicolas Ledoux 94000 CRETEIL, à compter du 01/07/2022. Modification au RCS de CRETEIL

AL0622-168212

CROISSANT DU SUD

SARL au capital de 7.622 €
Siège social : 8 Place Auguste Rodin 94800 VILLEJUIF
421 574 039 RCS CRETEIL

L'AGE du 07/06/2022 a décidé de nommer Gérant M. Youssef MOUNTABIH, 7 allée Sonia Delaunay 94800 VILLEJUIF, en remplacement de M. HASSEN SAADAOU. Mention au RCS de CRETEIL

AL0622-167884

TG BATIMENT

SARL au capital de 50.000 €
Siège social : 62 Quai des Carrières 94220 CHARENTON LE PONT
884 791 401 RCS CRETEIL

Le 10/01/2022, l'AGE a décidé de nommer Gérant M. Ilie GRADINARU, 10 avenue de la République 93300 AUBERVILLIERS, en remplacement de M. Adrian TOMA. Mention au RCS de CRETEIL

AL0622-167914

CODIFYO

SARL au capital de 2.000 €
Siège social : 8 avenue de l'Amiral Hamelin 94290 VILLENEUVE LE ROI
880 509 765 RCS CRETEIL

Le 01/06/2022, l'AGE a décidé de transférer le siège social au 8 avenue des Champs Elysées 75008 PARIS. Gérant: M. Romain VALIN, 8 avenue de l'Amiral Hamelin 94290 VILLENEUVE LE ROI. Radiation au RCS de CRETEIL et immatriculation au RCS de PARIS

AL0622-167967

CARLYSTEE

SC au Capital de 7.700 €
Siège social : 110 rue de la Bergère 94240 L'HAY-LES-ROSES
451 115 927 RCS CRETEIL

Le 13/06/2022, l'AGE a décidé de transférer le siège social au 25 rue de la Sinetterie 28120 ILLIERS-COMBRAY. Radiation au RCS de CRETEIL et immatriculation au RCS de CHARTRES

AL0622-167985

KADYS

SARL au capital de 50.000 €
Siège social : 8 Rond point Maréchal Foch - 94130 NOGENT-SUR-MARNE
892 964 958 RCS CRETEIL.

L'AGE du 19/05/2022 a décidé de : - transférer le siège social au 215 rue Diderot 94300 VINCENNES.

- nommer gérant, M. Bruno Spencer JERAD JESUTHAS, 5-7 place du Général Leclerc 92700 COLOMBES en remplacement de Mme Kasthuri ATPUTHARUBAN EP SATHEESHAN
Mention au RCS de CRETEIL.

AL0622-168055

CHAPEAUX ATELIER 5

SASU au capital de 1.000 €
Siège social : 2 allée Charles Deloncle
94300 VINCENNES
828 195 602 RCS CRETEIL

Suivant délibérations en date du 09/03/2022, l'associé unique a décidé de transférer le siège social au 30 rue Robert Giraudineau 94300 VINCENNES. Modification au RCS de CRETEIL

AL0622-168056

BOUBRIK

SCI au capital de 1.000 €
Siège social : 14 avenue de Marinville
94100 SAINT MAUR DES FOSSES
889 188 546 RCS CRETEIL

Le 01/05/2022, l'AGE a décidé de transférer le siège social au 16 rue DeFrance 94300 VINCENNES. Modification au RCS de CRETEIL

AL0622-168194

Dissolution

CASA PHONE

SARL au capital de 2.000 €
Siège : 7 avenue Anatole France
94400 VITRY SUR SEINE
480 333 111 RCS CRETEIL

Par décision de l'AGE du 31/01/2022, il a été décidé la dissolution anticipée de la société, nommé liquidateur M. OUAHIB ABDALLAH, 61 rue de la Concorde 94400 VITRY SUR SEINE, et fixé le siège de liquidation à l'adresse du liquidateur. Mention au RCS de CRETEIL

AL0622-167795

SCI ASYOU

SCI au capital de 20.000 €
Siège social : 35 avenue
de la Commune de Paris
94400 VITRY SUR SEINE
890 333 339 RCS CRETEIL

Le 26/10/2020, l'AGE a décidé la dissolution anticipée de la société, nommé liquidateur M. Younes BEN SASSI, 35 avenue de la Commune de Paris 94400 VITRY SUR SEINE, et fixé le siège de liquidation au siège social. Modification au RCS de CRETEIL

AL0622-168164

BONHEUR NAIL

SAS au capital de 1.000 €
Siège social : 3 rue du Général Leclerc
94220 CHARENTON LE PONT
830 583 241 RCS CRETEIL

Le 01/10/2021, l'AGE a décidé la dissolution anticipée de la société, nommé liquidateur M. Olivier DE BARDON DE SEGONZAC, 1 avenue Franklin Roosevelt 94300 VINCENNES, et fixé le siège de liquidation au siège social. Modification au RCS de CRETEIL

AL0622-168204

Clôture de Liquidation

COLLIGNON & CO

EUURL au capital de 1.500 €
Siège social : 5 Passage Boutet
94110 ARCUEIL
478 586 803 RCS CRETEIL

Le 21/04/2022, l'AGE a approuvé les comptes de liquidation, déchargé le liquidateur M. François COLLIGNON, 5 Passage Boutet 94110 ARCUEIL de son mandat et constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du 15/04/2022. Radiation au RCS de CRETEIL

AL0622-167835

SCI ASYOU

SCI au capital de 20.000 €
Siège social : 35 avenue
de la Commune de Paris
94400 VITRY SUR SEINE
890 333 339 RCS CRETEIL

Le 26/10/2020, l'AGE a approuvé les comptes de liquidation, déchargé le liquidateur M. Younes BEN SASSI, 35 avenue de la Commune de Paris 94400 VITRY SUR SEINE, de son mandat et constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du 26/10/2020. Radiation au RCS de CRETEIL

AL0622-168173

<p>Erigere Groupe ActionLogement A VENDRE MAISON JOUY LE MOUTIER (95280) 62 rue des Vignes Blanches PRIX DE VENTE : 200 724 € * Référence Logement : 7825-77-0047</p> <p>Un pavillon de type T4 d'une superficie habitable de 75 m² avec garage au rez-de-chaussée et un extérieur. Estimation de la taxe foncière 2021 : 1450 € DPE : en cours Chauffage et production d'eau chaude : individuel</p> <p>TRANS/ACTIF IMMOBILIER PATTEIN FRANCK Franck.pattein@transactif-immobilier.fr COORDONNEES : 06 77 24 15 44</p> <p>MODALITES DE VISITES ET DE REMISE DES OFFRES D'ACHAT Visites sur rendez-vous, renseignements et dépôt des candidatures avec dossier complet en contactant le commercialisateur. Délais de remise des offres prioritaires : Au plus tard 1 mois à compter de la date de parution de la dernière publicité légale soit avant le 30/07/2022. Modalité de remise des offres : Par mail, remise en mains propres ou par tout autre moyen. Offre et prix soumis à condition de ressources. Honoraires d'agence à la charge du Vendeur et Frais de notaire en sus à la charge de l'Acquéreur. Les délais de remise des offres, les priorités des candidatures, le prix et les conditions de ressources sont établis conformément aux dispositions de l'article L443-11 et suivants du CCH.</p>	<p>Erigere Groupe ActionLogement A VENDRE MAISON JOUY LE MOUTIER (95280) 36 rue des Vignes Blanches PRIX DE VENTE : 155 221 € * Référence Logement : 7825-77-0310</p> <p>Un pavillon de type T3 d'une superficie habitable de 68 m² avec garage au rez-de-chaussée et un extérieur. Estimation de la taxe foncière 2021 : 1 300 € DPE : D -211 Chauffage et production d'eau chaude : individuel</p> <p>TRANS/ACTIF IMMOBILIER PATTEIN FRANCK Franck.pattein@transactif-immobilier.fr COORDONNEES : 06 77 24 15 44</p> <p>MODALITES DE VISITES ET DE REMISE DES OFFRES D'ACHAT Visites sur rendez-vous, renseignements et dépôt des candidatures avec dossier complet en contactant le commercialisateur. Délais de remise des offres prioritaires : Au plus tard 1 mois à compter de la date de parution de la dernière publicité légale soit avant le 30/07/2022. Modalité de remise des offres : Par mail, remise en mains propres ou par tout autre moyen. Offre et prix soumis à condition de ressources. Honoraires d'agence à la charge du Vendeur et Frais de notaire en sus à la charge de l'Acquéreur. Les délais de remise des offres, les priorités des candidatures, le prix et les conditions de ressources sont établis conformément aux dispositions de l'article L443-11 et suivants du CCH.</p>
<p>Erigere Groupe ActionLogement A VENDRE MAISON JOUY LE MOUTIER (95280) 23 rue des Vignes Blanches PRIX DE VENTE : 221 113 € * Référence Logement : 7825-77-0026</p> <p>Un pavillon de type T5 d'une superficie habitable de 93 m² avec garage au rez-de-chaussée et un extérieur. Estimation de la taxe foncière 2021 : 1 650 € DPE : en cours Chauffage et production d'eau chaude : individuel</p> <p>TRANS/ACTIF IMMOBILIER PATTEIN FRANCK Franck.pattein@transactif-immobilier.fr COORDONNEES : 06 77 24 15 44</p> <p>MODALITES DE VISITES ET DE REMISE DES OFFRES D'ACHAT Visites sur rendez-vous, renseignements et dépôt des candidatures avec dossier complet en contactant le commercialisateur. Délais de remise des offres prioritaires : Au plus tard 1 mois à compter de la date de parution de la dernière publicité légale soit avant le 30/07/2022. Modalité de remise des offres : Par mail, remise en mains propres ou par tout autre moyen. Offre et prix soumis à condition de ressources. Honoraires d'agence à la charge du Vendeur et Frais de notaire en sus à la charge de l'Acquéreur. Les délais de remise des offres, les priorités des candidatures, le prix et les conditions de ressources sont établis conformément aux dispositions de l'article L443-11 et suivants du CCH.</p>	<p>Erigere Groupe ActionLogement A VENDRE MAISON JOUY LE MOUTIER (95280) 10 COUR DES IBIS PRIX DE VENTE : 179 101 € * Référence Logement : 7825-77-0550</p> <p>Un pavillon de type T5 d'une superficie habitable de 95,56 m² avec garage au rez-de-chaussée et un extérieur. Estimation de la taxe foncière 2021 : 1 650 € DPE : D -173 Chauffage et production d'eau chaude : individuel</p> <p>TRANS/ACTIF IMMOBILIER PATTEIN FRANCK Franck.pattein@transactif-immobilier.fr COORDONNEES : 06 77 24 15 44</p> <p>MODALITES DE VISITES ET DE REMISE DES OFFRES D'ACHAT Visites sur rendez-vous, renseignements et dépôt des candidatures avec dossier complet en contactant le commercialisateur. Délais de remise des offres prioritaires : Au plus tard 1 mois à compter de la date de parution de la dernière publicité légale soit avant le 30/07/2022. Modalité de remise des offres : Par mail, remise en mains propres ou par tout autre moyen. Offre et prix soumis à condition de ressources. Honoraires d'agence à la charge du Vendeur et Frais de notaire en sus à la charge de l'Acquéreur. Les délais de remise des offres, les priorités des candidatures, le prix et les conditions de ressources sont établis conformément aux dispositions de l'article L443-11 et suivants du CCH.</p>

val d'oise
le département
Val d'Oise Habitat

LOUVRES (95380)
5 PLACE DE LA GARE

Un appartement T3 de 78m² environ,
en RDC avec entrée, salon, cuisine, séjour, wc, salle de bain, deux chambres. Vendu avec parking. Chauffage et production d'eau chaude : individuel électrique. Estimation de la taxe foncière : 927 € environ. Charges annuelle de copropriété : 2 336 € environ
DPE : Classe énergétique D.
Parcelle AC 18 - Copropriété de 79 lots sans procédure en cours

Prix de Vente : 151 317 €

MODALITES DE VISITES ET DE REMISE DES OFFRES D'ACHAT
Visites sur rendez-vous. Délais de remise des offres : 1 mois à compter de la dernière publicité légale. Modalité de remise des offres : par mail, remise en main propre ou par tout autre moyen.
Offre et prix soumis à condition de ressources conformément aux dispositions de l'article L443-11 et suivants du CCH

Contact : **Thomas BULARD**
07 87 39 18 63
thomas.bulard@valdoisehabitat.fr

<p>Immobilière 3F Groupe ActionLogement SAINT GERMAIN EN LAYE (78100) 03 rue Frantz Schubert Prix décoté : 186 760 € * Prix du bien : 233 450 € * Réf.: 1752L-0639</p> <p>Appartement 3 pièces situé au 9ème étage d'une surface d'environ 68,85 m² comprenant : Une entrée, un séjour, une cuisine, deux chambres, une salle de bains, un WC et une loggia de 12m². Un parking. Copropriété de 49 lots principaux Absence de procédure en cours Montant charges copropriété 2020 : 2 061,80€/an Montant taxe foncière 2021 : 1 380 € DPE : D 235 Chauffage et production d'eau chaude : Chauffage collectif urbain</p> <p>Anne-Elisabeth JAN BNP PARIBAS REAL ESTATE 0 800 100 910 (service et appel gratuits)</p> <p>MODALITES DE VISITES ET DE REMISE DES OFFRES D'ACHAT Visites sur rendez-vous, renseignements et dépôt des candidatures avec dossier complet en contactant le commercialisateur. Délais de remise des offres prioritaires : 1 mois à compter de la dernière publicité légale. Modalité de remise des offres : Par mail, remise en main propre ou par tout autre moyen. Offre et prix soumis à condition de ressources.* *conformément aux dispositions de l'article L443-11 et suivants du CCH</p>	<p>Immobilière 3F Groupe ActionLogement SAINT GERMAIN EN LAYE (78100) 03 rue Frantz Schubert Prix décoté : 210 580 € * Prix du bien : 263 220 € * Réf.: 1752L-0630</p> <p>Appartement 4 pièces situé au 7ème étage d'une surface d'environ 83,90 m² comprenant : Une entrée, un séjour, une cuisine, trois chambres, une salle de bains, un WC et une loggia de 6m². Un parking. Copropriété de 49 lots principaux Absence de procédure en cours Montant charges copropriété 2020 : 2 379,52€/an Montant taxe foncière 2021 : 1 590 € DPE : D 193 Chauffage et production d'eau chaude : Chauffage collectif urbain</p> <p>Anne-Elisabeth JAN BNP PARIBAS REAL ESTATE 0 800 100 910 (service et appel gratuits)</p> <p>MODALITES DE VISITES ET DE REMISE DES OFFRES D'ACHAT Visites sur rendez-vous, renseignements et dépôt des candidatures avec dossier complet en contactant le commercialisateur. Délais de remise des offres prioritaires : 1 mois à compter de la dernière publicité légale. Modalité de remise des offres : Par mail, remise en main propre ou par tout autre moyen. Offre et prix soumis à condition de ressources.* *conformément aux dispositions de l'article L443-11 et suivants du CCH</p>
---	---

ONV
Groupe ActionLogement

VEND à VILLEFRANCHE SUR SAONE (69400)
467 RUE LAMARTINE
LOT 44 N° 3514

T3 – 66,84 m² Carrez
3ème étage - DPE : D

Prix de vente : 115 248 €

Cave inclus – Selon disponibilité, possibilité d'acquérir une place de parking au prix de 6 000 €
Hors frais de notaire

Pas de contentieux - Copropriété de 37 lots
Visite sur rendez-vous, renseignements et dépôt de candidatures à remettre au commercialisateur (sous 1 mois à compter de la parution de cette publicité et traitée par ordre de priorité selon l'article L443-11 (III) du CCH relatif aux ventes de logements sociaux. Modalités de remise du dossier de candidature à voir avec le commercialisateur.

Contact : **INOVEFA**
M.David CAMPOS DE SOUSA
06 61 87 51 79
dcde@inovefa.com

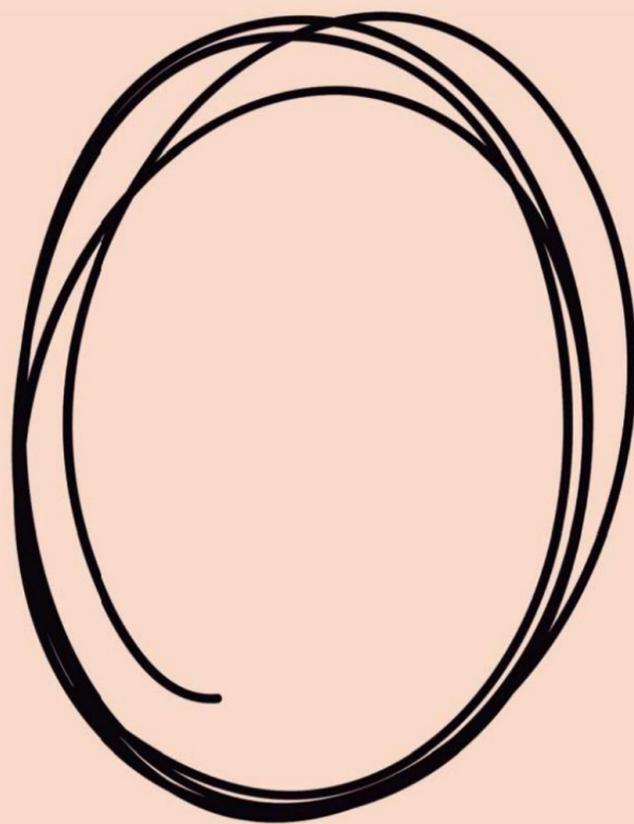
<p>Erigere Groupe ActionLogement A VENDRE MAISON JOUY LE MOUTIER (95280) 5 COUR DES IBIS PRIX DE VENTE : 164 904 € * Référence Logement : 7825-77-0060</p> <p>Un pavillon de type T4 d'une superficie habitable de 75 m² avec garage au rez-de-chaussée et un extérieur. Estimation de la taxe foncière 2021 : 1 400 € DPE : en cours Chauffage et production d'eau chaude : individuel</p> <p>TRANS/ACTIF IMMOBILIER PATTEIN FRANCK Franck.pattein@transactif-immobilier.fr COORDONNEES : 06 77 24 15 44</p> <p>MODALITES DE VISITES ET DE REMISE DES OFFRES D'ACHAT Visites sur rendez-vous, renseignements et dépôt des candidatures avec dossier complet en contactant le commercialisateur. Délais de remise des offres prioritaires : Au plus tard 1 mois à compter de la date de parution de la dernière publicité légale soit avant le 30/07/2022. Modalité de remise des offres : Par mail, remise en mains propres ou par tout autre moyen. Offre et prix soumis à condition de ressources. Honoraires d'agence à la charge du Vendeur et Frais de notaire en sus à la charge de l'Acquéreur. Les délais de remise des offres, les priorités des candidatures, le prix et les conditions de ressources sont établis conformément aux dispositions de l'article L443-11 et suivants du CCH.</p>	<p>Erigere Groupe ActionLogement A VENDRE MAISON JOUY LE MOUTIER (95280) 1 COUR DES IBIS PRIX DE VENTE : 194 040 € * Référence Logement : 7825-77-0064</p> <p>Un pavillon de type T4 d'une superficie habitable de 81 m² avec garage au rez-de-chaussée et un extérieur. Estimation de la taxe foncière 2021 : 1 450 € DPE : E - 261 Chauffage et production d'eau chaude : individuel</p> <p>TRANS/ACTIF IMMOBILIER PATTEIN FRANCK Franck.pattein@transactif-immobilier.fr COORDONNEES : 06 77 24 15 44</p> <p>MODALITES DE VISITES ET DE REMISE DES OFFRES D'ACHAT Visites sur rendez-vous, renseignements et dépôt des candidatures avec dossier complet en contactant le commercialisateur. Délais de remise des offres prioritaires : Au plus tard 1 mois à compter de la date de parution de la dernière publicité légale soit avant le 30/07/2022. Modalité de remise des offres : Par mail, remise en mains propres ou par tout autre moyen. Offre et prix soumis à condition de ressources. Honoraires d'agence à la charge du Vendeur et Frais de notaire en sus à la charge de l'Acquéreur. Les délais de remise des offres, les priorités des candidatures, le prix et les conditions de ressources sont établis conformément aux dispositions de l'article L443-11 et suivants du CCH.</p>
---	--

<p>Polylogis LogiRep</p> <p>A VENDRE</p> <p>SAINT PIERRE DU PERRAY (91280) 7 rue du Commerce</p> <p>Appartement de type F5 de 97.45 m² (référence: lot n° 9) Etage : 3e sans ascenseur Annexes : Box inclus Classe énergie: D Charges trimestrielles prévisionnelles : 635 € Copropriété de 10 logements – pas de procédure en cours</p> <p>PRIX : 230 700 € (Frais de notaire offerts)</p> <p>Votre conseillère commerciale Mme DIOMBERA – diombera.s@polylogis.fr 07 56 19 45 90</p> <p>Visite sur RDV dès la libération effective des lieux. Offre d'achat à transmettre par mail au conseiller commercial au plus tard 1 mois à compter du 24/06/2022 et traitée par ordre de priorité selon l'article L443-11 (III) du CCH relatif aux ventes de logements sociaux. Aucune offre ne pourra être prise en compte sans transmission au préalable du dossier de candidature complet (voir modalités auprès du conseiller commercial).</p>	<p>Polylogis LogiRep</p> <p>A VENDRE</p> <p>SANNOIS (95118) 4 Square Du Picolo</p> <p>Appartement de type F5 de 92.09m² (référence: lot n° 208) Etage : 2e sans ascenseur Annexes : Box et cellier inclus Classe énergie: E Charges trimestrielles prévisionnelles : 867 € Copropriété de 111 logements – pas de procédure en cours</p> <p>PRIX : 164 900 € (hors frais de notaire)</p> <p>Votre conseillère commerciale MME PETITFOURG – petitfourg.f@polylogis.fr 07 63 67 17 10</p> <p>Visite sur RDV dès la libération effective des lieux. Offre d'achat à transmettre par mail au conseiller commercial au plus tard 1 mois à compter du 24/06/2022 et traitée par ordre de priorité selon l'article L443-11 (III) du CCH relatif aux ventes de logements sociaux. Aucune offre ne pourra être prise en compte sans transmission au préalable du dossier de candidature complet (voir modalités auprès du conseiller commercial).</p>
--	--

Une annonce immobilière à publier ?

Contactez notre partenaire
Emmanuel DAMBLANT - NETPRESSE

314, rue Saint Honoré 75001 PARIS
Tél. : 01 71 17 61 67 - Fax : 01 70 79 06 32 - eda@netpresse.pro



Performance et économies, d'un trait.

Zéro dépense en énergie : nous concevons des bâtiments où performance environnementale et économique se conjuguent pour créer de la valeur.

- Nos outils de simulation permettent d'anticiper les bilans énergétiques sur l'ensemble de la durée de vie du bâtiment, pour garantir un résultat optimal et systématiser la performance.
- Notre application enerGiSE, permet de mesurer et ajuster la consommation d'un bâtiment au moyen d'une analyse complète de son impact.

GSE Vous simplifier l'immobilier d'entreprise
TERTIAIRE INDUSTRIE LOGISTIQUE